Dokument Nr. 16

AMBASSADE DE LA
REPUBLIQUE FRANCAISE
EN BELGIQUE

L'ATTACHE MILITAIRE
ET DE L'AIR

N° 1065/S

secret. Bruxelles, le 16 Décembre 39.

Exemplaire N° C

Objet:

Travaux sur la position
WAVRE - NAMUR.

Le Général LAURENT, Attaché Militaire et de l'Air près l'Ambassade de la République Française en Belgique

à MONSIEUR LE MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE
ET DE LA GUERRE

Etat-Major de l'Armée

2e Bureau

PARIS.-

J'ai l'honneur de vous faire connaître que les travaux continuent sur la position WAVRE-NAMUR.

Le 16 Décembre, l'obstacle est continu entre GEMBLOUX et NAMUR, soit par suite du profil (transversal) de la voie, soit au moyen d'appareils de Cointet.

Les travaux commencent au Nord de GEMBLOUX mais, à l'heure actuelle, l'obstacle atteint à peine le Sud d'ERNAGE.

On travaille également sur la face N.O. de la Position Fortifiée de NAMUR et des fortins en béton sont en construction dans la région de SUARLEE./.

Ces renseignements résultent d'une reconnaissance faite aujourd'hui même. Ils confirment les indications que venaient de me donner le Ministre et le Chef d'Etat-Major. Chacun d'eux m'a affirmé que la barrière serait achevée au début de Janvier.

Signé: E. LAURENT.

Signé: E. LAURENT.

Versuch einer persönlichen Abschätzung - noch unklar

Ja - Ö

Oberst

confidentiel.

LE CONFLIT RUSSO-FINLANDAIS.

Considération d'ordre général.

1°. La guerre russo-finlandaise désorganise les transports russes et augmente d'une façon considérable le désordre de l'économie soviétique empêchant ainsi le ravitaillement de l'Allemagne de la part de Moscou en matières premières et surtout en combustibles.

2°. La menace soviétique sur les pays balkaniques restera également sans valeur pratique et disparaîtra même par la défaite russe au Nord.

3°. L'appui donné à la Finlande par la France, l'Angleterre et les Etats-Unis fortifiera la position des pays Scandinaves envers l'Allemagne en permettant d'englober la Suède et la Norvège dans un front anti-allemand, ce qui priverait l'Allemagne des importations indispensables pour son industrie de guerre et son alimentation nationale.

Il importe donc de donner à la Finlande tout l'appui possible (politique, matériel, militaire, économique) le front finlandais représentant les mêmes intérêts pour les alliés que le front de Macédoine dans la guerre 1914-18.

Dokument Nr. 18

AFFAIRES ÉTRANGÈRES
EUROPE
AMPLIATION
CHIFFREMENT
RÉSERVÉ

II-B LV-M

TÉLÉGRAMME AU DÉPART

PARIS, le 17 Janvier 1940 à 17 h 15

S P

AMBASS. SUR FRANCAIS LONDRES 151 à 158

tion en Scandinavie.

S E C R E T

La pression croissante exercée par les forces soviétiques sur la Finlande, la position plus menaçante adoptée par l'URSS à l'égard de la Suède et de la Norvège, nous font un devoir d'insister à nouveau auprès du Gouvernement anglais pour une politique de présence plus active et plus efficace dans la Péninsule Scandinave.

Aussi bien en ce qui concerne le blocus de Narwick, que l'envoi à Petsamo de navires polonais, nous nous maintenons dans une attitude d'abstention et d'atermoiement qui tend à laisser constamment à l'adversaire le bénéfice de l'initiative, affaiblit notre prestige et notre autorité auprès des neutres et nous prive, en outre, sur le plan général de la guerre, des avantages qu'une action plus décidée nous permettrait de saisir.

La décision dont le Gouvernement anglais avait fait part, le 6 Janvier, au Gouvernement norvégien lui était présentée, avec sa justification juridique complète, comme d'exécution immédiate et inconditionnée. Les objections norvégiennes étaient prévues. Comme je vous l'ai indiqué par mon télégramme n° 97-99 elles ne pouvaient, une fois notre .....

034-J. 7254-39. (9)

surprise et de succès non négligeables. L'adjonction d'éléments auxiliaires camouflés en navires polonais, permettrait éventuellement d'en élargir la portée stratégique. Dans les conditions actuelles où elle se présentait, c'est à dire conçue comme une action finno-polonaise, elle aurait dû, semble-t-il faire l'objet d'une exécution rapide, sous la responsabilité des deux Gouvernements qui nous la proposaient, avec toutes les facilités directes ou déguisées que nous étions en mesure de leur prêter. Or là encore, près de trois semaines ont passé depuis la première évocation de cette affaire sans qu'ait été dépassée la phase purement négative des études et des objections.

Si heroïque que soit la résistance de la Finlande, il serait téméraire de présumer qu'elle pourra seule s'opposer longtemps à la pression accrue des armées de terre et d'air soviétiques. Les conséquences pour les alliés de la défaite finlandaise, aussi bien du point de vue moral que sur le plan général de la guerre, n'ont pas besoin d'être soulignées. Elles risquent de livrer la péninsule scandinave tout entière aux entreprises de l'Allemagne et de la Russie et de leur assurer la maitrise des sources de ravitaillement et des bases d'opérations qui leur permettront de prolonger presqu'indéfiniment la guerre.

Chaque jour qui s'écoule accroit les difficultés de notre riposte, en diminue l'efficacité virtuelle, rapproche le moment où elle risque de devenir inopérante ou impossible. Toute occasion de nous engager sur un territoire qui ne nous est pas encore fermé, tout prétexte nous permettant de prendre prise sur une situation déjà placée dans le prolongement direct de la guerre, doivent être immédiatement saisis et .....

AMPLIATION

CHIFFREMENT

décision signifiée, entrer en balance avec les raisons d'ordre politique et économique qui l'avaient inspirée.

La portée et les conséquences éventuelles de cette d RÉSERVÉ dépassaient de beaucoup ses résultats pratiques immédiats . Elle pouvait déclencher, en effet, un engrenage d'événements aboutissant à l'élargissement de notre champ d'action militaire et naval, nous permettant d'apporter directement à la Finlande une assistance effective et nous assurant, en dernière étape, le contrôle matériel des gisements miniers suédois.

Or, plus de dix jours ont passé depuis cette démarche sans que la décision signifiée ait été mise à exécution. La justification juridique, que nous tirions des violations de la neutralité norvégienne commises par l'Allemagne, s'affaiblit en proportion du retard apporté à notre réaction. La Norvège et la Suède, et derrière elles l'Allemagne, constatant ces atermoiements, prennent mesure de nos flottements dans la conception, de nos hésitations devant l'action. Les satisfactions de détail que la Suède et la Norvège nous consentiront dans la question particulière des minerais ne sauraient compenser le manque à gagner moral et matériel que cette occasion perdue de prendre position en Scandinavie inscrira à notre passif.

L'affaire des navires polonais n'est pas moins caractéristique des défaillances de notre action. Même réduite aux seules unités que le Gouvernement polonais, sur la demande de la Finlande, consentait à y aventurer, une opération navale en Océan arctique offrait une signification morale et psychologique essentielle et renfermait des éléments de

.....

434-J. 7254-39. (9

AIRES ÉTRANGÈRES

AMPLIATION

CHIFFREMENT

TÉLÉGRAMME AU DÉPART

RÉSERVÉ

exploités. Le blocus des eaux norvégiennes d'une part, l'expédition de Petsamo d'autre part, nous offrent deux de ces possibilités.

J'estime nécessaire qu'en faisant part à Lord Halifax de toutes les considérations qui précèdent, vous le priiez de mettre son Gouvernement devant toute l'étendue des responsabilités que nous assumerions si, par suite d'une attitude trop constamment temporisatrice et négative, nous négligions les possibilités qui nous sont encore offertes d'une action à la fois préventive et positive, sur un théâtre dont l'importance se révèle capitale pour l'issue de la guerre ./.

Ed. DALADIER

434-J. 7254-39. (9)

Copie d'une note manuscrite du Président Daladier

19 Janvier 1940

Prier le Général GAMELIN et l'Amiral DARLAN de préparer une étude sur une intervention éventuelle pour la destruction des pétroles Russes .

1°/- hypothèse de l'interception des pétroles transportés en MER NOIRE pour l'ALLEMAGNE- Il s'agit surtout de bateaux allemands - Dans cette hypothèse, il n'y a pas belligérance russe .

2°/- hypothèse d'une intervention directe en CAUCASE

3°/- sans action directe contre la RUSSIE ,agir pour faciliter des mouvements d'émancipation des populations musulmanes du CAUCASE .

1 copie à Gal Ruelle
1 copie à Gal Vuillemin

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

EN CLAIR

— Z

RÉSERVÉ

TÉLÉGRAMME A L'ARRIVÉE

DUPLICATA bis

D

ANKARA, le 12 Février 1940

Reçu par courrier le 16 à 19 h.

N° 291

CONFIDENTIEL

La tension progressive qui se anifeste dans les relations entre l'URSS et les Puissances occidentales est suivie avec la plus grande attention. L'absence de toute réaction sérieuse du c ôté russe à la suite des perquisitions opérées à la délégation commerciale soviétique à Paris a é té très remarquée par M. Saracoglu qui a été également frappé du ton des propos anti-russes prêtés par les agences au Président Roosevelt.

Dans le public, notamment dans les milieux militaires mais pas dans ceux là seulement, on parle de plus en plus des musulmans du Caucase et de Bakou.

J'ai signalé dans ma dépêche N° 34 '(Europe) du 26 Janvier que ce renouveau des idées pantouraniennes ne trouvait pas encore beaucoup d'échos dans les milieux gouvernementaux : il n'en reste pas moins que, dans la mesure où l'on croira constater davantage la faiblesse russe, ces idées peuvent gagner du terrain. Elles en gagneront d'autant plus facilement que leurs p artisans sauront mieux, suivant l'interlocuteur auquel ils s'adressent, varier leur langage et parler tantôt "pantouranisme" et "fraternité de race", tantôt "pétrole"... Il ne faut plus exclure que nous puissions faire jouer ce ressort le jour où nous estimerions y avoir intérêt ./

MASSIGLI

328-J. 720-38 (36).

AFFAIRES ÉTRANGÈRES
Z
AMPLIATION
CHIFFREMENT

TÉLÉGRAMME AU DÉPART

PARIS, le 21 Février 1940 - 15 h. 45

EUROPE

RÉSERVÉ

AMBASSADEUR FRANCAIS LONDRES - 460 à 467

Assistance à la Finlande
Intervention en Scandinavie

Suite à mon télégramme précédent.

I. - L'assentiment de la Suède conditionne toute intervention directe des alliés en Finlande. Il suffit, en effet, au Gouvernement suédois, de couper le courant qui alimente la ligne de chemin de fer Narwick-Kami pour fermer aux alliés l'accès de son territoire et, par conséquent, l'accès de la Finlande.

2.- Le Gouvernement suédois parait également déterminé à ne pas venir en aide militairement à la Finlande et à refuser l'usage de son territoire à des détachements étrangers. Il est très douteux que le camouflage en "volontaires" des détachements alliés suffise, à lui seul, à modifier cette attitude négative.

3.- Il est non moins douteux que la Suède, ainsi que l'espère M. Chamberlain, compense son refus d'autoriser le passage de détachements alliés, en se portant elle-même avec toutes ses forces à l'aide de la Finlande. Nous savons en effet, par un télégramme de M. Roger Maugras, que le Reich a fait connaître au Gouvernement suédois qu'il considérerait toute aide officielle de la Suède à la Finlande comme un casus belli.

4.- Un seul élément peut avoir quelque chance de modifier la position du Gouvernement suédois : c'est la certitude ....

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

AMPLIATION

CHIFFREMENT

RÉSERVÉ

TÉLÉGRAMME AU DÉPART

certitude que les alliés sont en mesure de lui fournir une aide immédiate et efficace contre une réaction allemande. Il ne devrait pas s'agir de simples promesses ni d'assurances à terme même rapproché. La présence effective à ses frontières mêmes, de forces prêtes à entrer immédiatement en action, aurait seule des chances de peser dans un sens favorable sur la décision finale de la Suède.

5.- L'occupation des principaux ports norvégiens, le débarquement en Norvège du premier échelon de forces alliées, donneraient à la Suède ce commencement de sécurité. Cette opération devrait être conçue indépendamment de l'appel finlandais et exécutée dans les délais les plus rapides, suivant un scénario dont l'affaire de l'"Altmark" nous fournit les éléments.

6.- La Norvège, en autorisant et en protégeant le passage par ses eaux territoriales d'un navire allemand armé, transportant des prisonniers anglais, a gravement manqué à ses devoirs de neutre. Le Gouvernement anglais est fondé à exiger des réparations et des garanties. Il est notamment en droit de demander l'internement de l'"Altmark" et de son équipage et de signifier au Gouvernement norvégien qu'il exercera désormais lui-même la surveillance des eaux norvégiennes dont le Gouvernement d'Oslo s'est montré, d'une manière continue, impuissant à faire respecter l'inviolabilité.

7.- Si, comme il est très probable, cette démarche se heurte à un refus norvegien, le Gouvernement anglais constatant la carence norvégienne, s'assure immédiatement .....

434-J. 7254-39. (6)

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

TÉLÉGRAMME AU DÉPART

im ~~mobilisation~~ent des points d'appui qui lui sont nécessaires pour ~~garantir~~er la sauvegarde de ses droits. Cette occupation des ports norvegiens devrait être une opération brusquée, ~~RÉSERVÉ~~ ~~Mobilisable par~~ la Marine anglaise seule, ou avec coopération de la Marine française, sans participation des détachements alliés destinés à la Finlande. Sa justification aux yeux de l'opinion mondiale sera d'autant plus aisée qu'elle sera plus rapide et que la propagande sera à même d'exploiter l'évocation de la complicité toute récente de la Norvège dansl'affaire de l'"Altmark".

8.- Il n'est pas besoin de souligner le retentissement d'une telle opération en Allemagne et en Russie, le désarroi qu'elle y provoquera. Des détachements anglais, aussi importants que possible, accompagnés au besoin de detachemen ts français, devront être aussitôt débarqués et concentrés dans les ports occupés, de manière a ce que, au moment ou l'appel finlandais se produira, la Suède trouve dans leur présence deja effective, garantissant l'arrivée ultérieure de nouveaux contingents français et polonais, le gage tangible de l'appui que nous pourro s lui prêter si elle se porte elle-même, ou noas laisse nous porter au secours de la Finlande.

9.- En admettant qu'elle continue à s'y refuser et que les voies d'accès à la Finlande nous demeurent fermées, nous garderons le bénéfice d'avoir pris position dominante sur l'Allemagne dans le Nord ; d'avoir arrêté le transport maritime des minerais suédois ; d'être à portée d'avions de leurs gisements ; de nous trouver à pied d'oeuvre pour parer aux developpemen ts ultérieurs des entreprises allemandes et ...

434-J. 7254-39. (9)

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

AMPLIATION

CHIFFREMENT
—Z

TÉLÉGRAMME AU DÉPART

D

RÉSERVE

et russes en Scandinavie. Il convient de ne pas oublier que notre objectif principal demeure de couper le ravitaillement de l'Allemagne en minerai et que toute entreprise alliée en Scandinavie n'a de justification sur le plan général de la guerre qu'autant qu'elle converge vers cet objectif.

10.- Il y a toutes chances, au contraire, si nous n'exploitons pas l'affaire de l'"Altmark" jusqu'à une prise immédiate de gages et de points d'appui en Norvège, pour que la Suède, prise entre la crainte de l'Allemagne et ses doutes sur l'efficacité de notre assistance, ne se dérobe à l'appel finlandais et ne nous ferme son territoire. Toute notre expédition projetée et préparée avortera sans avoir même reçu un commencement d'execution, laissant l'Allemagne, la Russie et les neutres prendre mesure de notre impuissance a passer du plan des velléités à celui de l'action ./.

EDOUARD DALADIER

434-J. 725-39. 19)

Dokument Nr. 22*)

COPIE

No.
COMMANDEMENT EN CHEF
DES
FORCES TERRESTRES.

GRAND QUARTIER GENERAL.

ETAT-MAJOR.

3ème Bureau.

SECRET

Le 22 Février 1940.

E T U D E

sur une action destinée à priver
l'ALLEMAGNE et l'U.R.S.S.
des ressources en pétrole du CAUCASE.

Cette étude très sérieusement modifiée a été adressée le 4 avril 40. par lettre n° 359 (ab/DN au Pt Reynaud (remise à M. Baudoin)

Une intervention alliée contre les pétroles russes du CAUCASE peut se proposer :

- soit de priver l'ALLEMAGNE du pétrole qu'elle reçoit actuellement de cette région;

- soit de priver la RUSSIE d'une matière première qui est indispensable à son économie et d'ébranler ainsi la puissance soviétique. Du même coup, on atteindrait l'ALLEMAGNE en interrompant son ravitaillement en carburant russe.

Pour arriver à ces fins, trois actions paraissent possibles :

- s'attaquer aux transports de pétrole à destination du REICH par la Mer Noire,

- s'attaquer aux centres principaux de l'industrie pétrolière du CAUCASE,

- provoquer un soulèvement parmi les populations musulma-

*) Die hier im Faksimile wiedergegebenen Dokumententeile entsprechen dem auf Seite 48 abgedruckten Auszug.

II.- ACTION MILITAIRE CONTRE L'INDUSTRIE PETROLIERE DU CAUCASE

Une action militaire contre les pétroles du CAUCASE doit se proposer d'atteindre les points sensibles de l'industrie pétrolière de cette région.

Ces points sensibles sont les centres de production, de stockage ou d'évacuation. Ils sont essentiellement au nombre de trois :

- BAKOU
- GROSNYI - MAÏKOP
- BATOUM

GROSNYI-MAÏKOP situé sur le versant N. de la chaîne du CAUCASE est trop éloigné pour être l'objet d'une action militaire même dans le domaine aérien - Reste BAKOU et BATOUM.

ACTION sur BAKOU :

I)- Définition de l'opération :

BAKOU, séparé de la frontière turque par une distance de 500 Kms. dont une bonne partie constituée par le plateau arménien, région de hautes montagnes, pauvre et dépourvu de voies de communications, n'est pas justiciable d'une attaque terrestre partant de TURQUIE

Seule une action terrestre partant de pointe N.O. de l'IRAN serait admissible. Mais elle exigerait, d'un part, le consentement de l'IRAN, d'autre part, le transport à pied d'oeuvre d'importants effectifs allié

.....

les forces dont dispose l'IRAN dans cette région étant nettement insuffisantes pour mener l'opération projetée.

En présence des difficultés de toutes sortes soulevées par une opération terrestre, on est donc conduit à envisager l'attaque de BAKOU par l'aviation.

BAKOU étant à la fois centre de production, de stockage et d'évacuation, une action aérienne contre cette ville pourrait se proposer de détruire ou d'incendier :

- les raffineries, objectifs faciles à atteindre, vulnérables, très couteux et très longs à reconstruire,
- les réservoirs, objectifs également faciles à atteindre et vulnérables,
- les installations portuaires,
- la voie ferrée BAKOU-ROSTOV.

2)- Intérêt de l'opération :

BAKOU constitue le centre pétrolier de beaucoup le plus important du CAUCASE.

- 75% de la production russe en pétrole proviennent des puits de BAKOU,
- les installations de raffinage de BAKOU sont les plus considérables du CAUCASE,
- par BAKOU s'évacue par voie ferrée et par bateaux (Caspienne) plus de 50% de la production pétrolière russe du CAUCASE.

Une attaque aérienne contre BAKOU, à condition d'être

.....

menée par un nombre d'appareils suffisant et de pouvoir être renouvelée de manière à entretenir les destructions obtenues serait donc particulièrement payante.

Non seulement elle atteindrait l'ALLEMAGNE, mais elle priverait l'U.R.S.S. d'une partie importante des pétroles caucasiens et MOSCOU ayant besoin de la presque totalité de sa production pétrolière pour ses formations motorisées et ses exploitations agricoles, elle mettrait rapidement les Soviets dans une situation critique.

3)- Conditions d'exécution :

Actuellement la préparation part ouverte pour la Syrie

Une action aérienne contre BAKOU devrait être basée :

- soit en TURQUIE : Région DIARBEKIR-VAN-ERZEROUM.
- soit en IRAN
- soit en SYRIE et en IRAK (Djezireh et région de MOSSOUL)

Dans l'un ou l'autre cas, une entente préalable avec la TURQUIE ou l'IRAN serait indispensable, soit pour la création de bases, soit pour le survol du territoire turc ou iranien.

En raison des distances à franchir (il y a 400 Km. de TABRIZ à BAKOU, 700 Km. d'ERZEROUM ou de MOSSOUL à BAKOU), il serait nécessaire d'utiliser pour un bombardement de BAKOU 6 à 8 groupes de bombardiers modernes, gros porteurs et à grand rayon d'action.

Il est plus actuellement prévu pour nous fournir plus d'appareils que les Britanniques

Du fait de notre pénurie en appareils de cette catégorie dans la situation actuelle, la plus grande partie des avions utilisés devrait être fournie par les Britanniques.

.....

- CONCLUSI

1°)- L'interception en MER NOIRE des pétroles envoyés du CAUCASE en ALLEMAGNE ne présente qu'un intérêt limité en raison de l'importance relativement faible de l'apport russe/dans le ravitaillement en pétrole du III° REICH.

2°)- Une action contre l'industrie pétrolifère russe au CAUCASE offre, au contraire, pour les Alliés un très gros intérêt. Elle permet de porter un coup très grave, sinon décisif, à l'organisation militaire et économique soviétique. Au bout de quelques mois, les embarras de l'U.R.S.S. pourraient même devenir tels que ce Pays courrait le risque d'un effondrement total.

Si ce résultat était obtenu, l'ALLEMAGNE privée de tout ravitaillement soviétique verrait se fermer à l'Est la barrière du blocus et devrait se contenter de vivre sur les Pays Nordiques et les BALKANS, derniers retranchements économiques où elle pourrait encore se défendre.

3°)- Une action contre les pétroles du CAUCASE peut prendre soit la forme d'un travail politique ayant pour but un soulèvement des populations musulmanes du CAUCASE, soit la forme d'opérations militaires dirigées contre les centres importants de l'industrie pétrolière russe.

.....

TRÈS SECRET

Le 10 Mars 1940.

N° 104/1

N O T E

RELATIVE A LA PARTICIPATION DE FORCES F ANCO-BRITANNIQUES AUX OPÉRATIONS EN FINLANDE

Dès l'ouverture des hostilités (30 Novembre 1939) entre la FINLANDE et l'U.R.S.S., les Gouvernements français et britannique ont marqué leur volonté de porter à la FINLANDE une aide efficace et rapide par la livraison de matériels d'aviation et d'armement. Les premières expéditions de matériels commençaient vers le 20 Décembre.

De son côté, le Haut Commandement français s'est immédiatement préoccupé de recueillir les impressions du Maréchal MANNERHEIM sur le concours que pourraient lui apporter des forces françaises dans le domaine des opérations, en dehors de l'aide sur le plan matériel ou sur le plan des volontaires, qui lui était déjà acquise.

Le Commandant GANEVAL était envoyé dans ce but auprès du Généralissime finlandais. Le 20 Décembre 1939, il quittait la FRANCE à destination d'HELSINKI, d'où il revenait le 20 Janvier 1940.

Dès le 16 Janvier, le Haut Commandement français établissait dans ses grandes lignes un projet d'intervention

armée en FINLANDE. Ce projet comportait essentiellement le débarquement de contingents alliés à PETSAMO, avec, éventuellement, la mainmise, à titre de précaution, sur les ports et aérodromes de la côte occidentale de la NORVEGE. Il envisageait, en outre, à la faveur des résultats ainsi obtenus, la possibilité d'étendre ultérieurement les opérations en SUEDE et d'occuper les mines de fer de GALLIVARE, source importante de minerai pour l'ALLEMAGNE, tout en nous créant une nouvelle ligne de communication par NARVIK-LULEA.

La conception de l'opération sur PETSAMO se trouvait coïncider avec celle que le Maréchal MANNERHEIM avait développée au Commandant GAMELIN.

Au cours d'entretiens officieux, le Haut Commandement britannique avait semblé se rallier à notre manière de voir.

Cependant, au cours des réunions militaires interalliées des 31 Janvier et 1er Février, précédant le Conseil Suprême du 5 Février, les Britanniques, mettant le problème de l'aide directe à la FINLANDE au second plan, se montraient résolument partisans d'une opération sur les mines de fer du Nord de la SUEDE, ayant pour corollaire, tout au moins initialement, le glissement en FINLANDE d'une partie seulement des forces engagées. On renonçait ainsi pratiquement à l'opération sur PETSAMO, qui ne prenait plus qu'un caractère secondaire et éventuel.

Ce point de vue a prévalu au Conseil Suprême. La préparation de l'expédition scandinave a été, aussitôt, mise en oeuvre et le transport des forces franco-britanniques était prêt à être déclenché dès les premiers jours de Mars(1).

La direction des opérations à entreprendre en SCANDINAVIE a été confiée au Haut Commandement britannique. Il ne pouvait, semble-t-il, en être autrement.

Les transports maritimes des forces expéditionnaires, d'une part, le ravitaillement ultérieur de ces forces, d'autre part, doivent en effet emprunter des routes situées dans la zone du Commandement naval britannique. La protection de ces transports incombe normalement aux forces maritimes anglaises. Au reste, la marine française ne saurait être partout à la fois: la Méditerranée et les Côtes atlantiques de FRANCE et d'AFRIQUE demeurent son domaine propre, sans compter les missions, qu'elle assure, de couverture des convois venant de l'AMERIQUE.

Il convient aussi de noter que la participation des forces terrestres françaises aux opérations nordiques ne

---

(1)- Le premier échelon des forces françaises (brigade de chasseurs alpins) était prêt à être enlevé de ses cantonnements le 26 Février et à être embarqué à partir du 1er Mars. Une avant-garde, dans le cas d'une tentative brusquée sur PETSAMO, aurait pu être envoyée beaucoup plus tôt.

peut être actuellement que limitée. L'armée de terre est contrainte de maintenir le gros de ses forces sur le front du Nord-est, où elle se trouve affrontée au gros des forces allemandes. Elle est obligée, par surcroit, de monter la garde face à l'ITALIE, sur les ALPES et en AFRIQUE du NORD. Elle a une avant-garde au LEVANT. Elle ne peut donc distraire, dans les circonstances présentes, que des contingents limités pour d'autres théâtres extérieurs.

Dans le domaine aérien, et dans la situation présente de l'aviation française, celle-ci ne peut prêter qu'un concours réduit.

° ° °

L'ouverture d'un théâtre nordique présente, du point de vue de la conduite de la guerre, un évident intérêt. Sans compter le bénéfice moral, le blocus se resserre et l'arrêt du trafic de minerai à destination de l'ALLEMAGNE est, notamment, d'une importance capitale.

Dans cet ordre d'idées, des opérations dans les BALKANS, combinées avec une expédition scandinave, augmenteraient encore l'asphyxie économique du Reich. L'ALLEMAGNE ne disposerait plus, comme fenêtre sur l'extérieur, que de sa frontière avec l'U.R.S.S. et l'exploitation des ressources russes paraît encore devoir demander de longs délais.

Toutefois, sur le plan militaire, un effort dans les BALKANS(1) serait pour la FRANCE d'un bien plus grand rendement qu'un effort en SCANDINAVIE: Le théâtre général des opérations s'étendrait largement, YOUGOSLAVIE, ROUMANIE, GRECE, TURQUIE nous amèneraient le renfort d'environ 100 Divisions(2). SUEDE et NORVEGE nous procureraient seulement le faible appoint d'une dizaine de Divisions. Les prélèvements de forces que les Allemands seraient obligés de faire sur le Nord-Est, pour parer à nos entreprises, seraient sans doute dans la même proportion.

Les avantages de l'ouverture d'un théâtre scandinave n'en restent pas moins incontestables. Mais il importe de ne pas méconnaître les difficultés techniques qu'elle entraîne.

Sur le plan maritime, il nous est pratiquement impossible d'opérer en BALTIQUE.

Notre ligne de communication passe au travers de la Mer du Nord, d'ECOSSE en NORVEGE. Elle est sensiblement plus longue que celle qui servirait aux Allemands entre STETTIN et la Côte méridionale de la SUEDE . Elle sera à protéger contre les sous-marins et les avions de bombardement de l'ALLEMAGNE.

Il faut noter, d'autre part, que la période où le

---

(1)- Question bien entendu liée à l'attitude de l'ITALIE .

(2)- sans compter la question des pétroles de ROUMANIE, que l'on pourrait couvrir ou détruire, et de TRANSCAUCASIE.

Golfe de BOTHNIE est libre de glaces donnera les plus grandes facilités aux Allemands pour débarquer en FINLANDE, non seulement sur la Côte Sud, mais sur la Côte Ouest et sur la Côte Est de la SUEDE.

Sur le plan terrestre, les ports norvégiens du Nord-Ouest, et NARVIK en particulier, sont de petit rendement. Ils sont mal outillés pour recevoir des effectifs ou des ravitaillements importants.

Les voies ferrées qui, de NARVIK et TRONDHJEM, se dirigent vers LULEA, ne sont susceptibles que d'un faible débit. Ce débit tombe encore lorsque l'on pousse jusqu'en FINLANDE, puisque l'on ne dispose plus que d'une seule ligne de chemin de fer, partant de LULEA et contournant le golfe de BOTHNIE(1).

Les conditions de climat de la FINLANDE, et spécialement de la LAPONIE, sont particulièrement dures. Des forces franco-britanniques ne peuvent y être employées sans une composition appropriée et, avant fin Mai, sans un équipement spécial.

Les animaux de nos Pays, sauf nos mulets, ne peuvent s'acclimater.

Enfin, le ravitaillement de nos unités en vivres, et surtout en vin, posera un problème difficile à résoudre.

Il résulte de ce qui précède que, si l'on peut réaliser assez rapidement, mais non sans risques (action possible de sous-marins et d'avions ennemis) un débarquement en NORVEGE, l'apport de forces en FINLANDE même ne peut être que très progressif

(1)- tout cela sous réserve que les Suédois nous laissent leur matériel ferroviaire.

Sur le plan de l'aviation, le secours à la FINLANDE en avions de bombardement à grand rayon d'action paraissait le plus rapide et le plus aisé à réaliser, sous la réserve que, comme pour un débarquement à PETSAMO, on eût pris la décision d'engager des opérations de guerre contre l'U.R.S.S. Il semble bien qu'un tel secours fût le seul moyen de sauver la FINLANDE, jusqu'à l'arrivée de forces terrestres.

Mais, seuls, les Britanniques étaient en mesure de l'employer, notre aviation de bombardement ne possèdant pas encore un nombre suffisant d'appareils modernes aptes à cette mission(1).

Dans le domaine de l'aviation de chasse, l'aide à la FINLANDE, qui a été particulièrement importante, a forcément été plus lente. Les appareils de chasse ont dû, en effet être transportés par mer, démontés, en SUEDE, voire en FINLANDE, où ils ont été remontés.

Il faut enfin souligner que le problème d'un débarquement à PETSAMO se poserait aujourd'hui dans des conditions très différentes de celles qui existaient il y a deux mois.

Les Russes se sont, dans cette région, considérablement renforcés. Ils ont largement poussé vers le Sud, au-delà de PETSAMO. Des bases aériennes ont été installées. Peut-être ont-ils réalisé une communication terrestre avec MOURMANSK.

(1)- surtout d'appareils pouvant être détournés de leurs missions éventuelles en FRANCE.

Enfin, ils ont hérissé la côte de défenses et y ont installé de l'artillerie lourde.

D'autre part, les Finlandais sont certainement incapables actuellement de conjuguer une opération terrestre avec un débarquement de contingents alliés, comme on l'avait initialement prévu.

* * *

Poursuivie sur le plan matériel depuis le mois de Décembre, l'aide à la FINLANDE peut, dès maintenant, se réaliser, sur le plan des opérations par l'envoi de troupes alliées

En dehors des contingents français et polonais (15.000 hommes), les Britanniques ont prévu l'envoi en SCANDINAVIE de 6 ou 7 Divisions(1). Le tout représente 150.000 hommes, au minimum. Ces prévisions, qui absorbent toutes les nouvelles créations britanniques(2), ne paraissent pas pouvoir être actuellement dépassées, si l'on considère les servitudes imposées par les transports et les capacités d'absorption des ports norvégiens. Leur débarquement réclame déjà des délais importants, de l'ordre de plusieurs mois. Il n'y a donc pas lieu de prendre, dès maintenant, des décisions pour augmenter

---

(1)- Renseignement très confidentiel que m'a donné le Général IRONSIDE. Il s'agit de prévisions de sa part: il n'a pas là-dessus l'accord du War Cabinet.

(2)- avec prélèvement d'une Division active sur les troupes actuellement en FRANCE.

ces effectifs. D'ici deux ou trois mois, la situation sera sans doute plus éclaircie sur le front français et nous donnera les éléments d'une décision complémentaire.

Les difficultés techniques de l'intervention alliée ne doivent pas être ignorées. Elles ne sont pas insurmontables et, le cas échéant, elles seront résolues.

De la main du Général :

Il y a donc lieu de poursuivre résolument nos projets en SCANDINAVIE, pour sauver la FINLANDE, au minimum pour mettre les mains sur le fer suédois et les ports de NORVEGE.

Mais, disons-nous qu'au point de vue des opérations de guerre, les BALKANS et le CAUCASE, par où l'on peut aussi priver l'ALLEMAGNE du pétrole, sont à plus grand rendement. Mais l'ITALIE tient la clef des BALKANS.

Signé: M. G A M E L I N .

Dokument Nr. 24 Exemplaire 1 2

COMITE D'ETUDES MILITAIRES
INTERALLIE

N°. 926 S/C I.I.

LONDRES, le 11. MAR 1940

PROJET SCANDINAVE.

18ème séance.

TRES SECRET

COMPTE - RENDU

DE LA 18ème SEANCE DU COMITE CHARGE DE L'ETUDE DU PROJET SCANDINAVE

(War Office, le 9 Mars 1.40.)

1. Débarquement à Narvik.

Le Comité a été convoqué inopinément le 9 Mars pour prendre connaissance d'observations faites au cours de la séance du War Cabinet, le 8 Mars. Monsieur WINSTON CHURCHILL aurait, au cours de cette séance, manifesté son inquiétude de voir éventuellement l'attitude norvégienne compromettre l'aide à la Finlande, notamment lors des premiers débarquements à Narvik.

A cet effet, le premier Lord a indiqué qu'il conviendrait de se présenter initialement en forces devant Narvik. Il ne s'agit pas d'effectuer un débarquement de vive force mais en quelque sorte de "montrer la force pour éviter de s'en servir". Monsieur WINSTON CHURCHILL voit un groupement comprenant un croiseur et quelques contre-torpilleurs se présentant devant Narvik et jetant à terre rapidement la valeur d'un bataillon, avant l'arrivée du premier convoi de transports. Bien entendu l'ensemble de cette opération serait effectué avec des moyens britanniques.

Le War Cabinet aurait par ailleurs mis en doute l'utilité de l'occupation de Stavanger et de Bergen.

Le Comité examine les modalités d'exécution de l'opération prévue pour Narvik qui ne parait pas présenter de difficultés particulières. Par contre, le Comité estime qu'il y aurait les plus graves inconvénients à renoncer à l'occupa-

tion de Bergen et plus particulièrement de Stavanger où le terrain d'aviation pourrait être occupé rapidement par les Allemands si nous ne les y devancions.

P.C. le 12 Mars 1940.

GRAND QUARTIER GÉNÉRAL

Le Général Commandant en Chef
Chef d'Etat-Major Général
de la Défense Nationale,
Commandant en Chef les Forces terrestres.

COPIE

TRÈS SECRET

N° 514-Cab/D.N.

Le Général Commandant en Chef GAMELIN
Chef d'Etat-Major Général de la
Défense Nationale,
Commandant en Chef les Forces terrestres,

à Monsieur le PRÉSIDENT DU CONSEIL,
MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE ET
DE LA GUERRE,
(Cabinet Militaire).

O B J E T

Opérations en MOYEN-ORIENT

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint copie des pièces suivantes :

a)- Lettre N° 295/3.S. du Général WEYGAND; en date du 7 Mars 1940 adressée au Général GAMELIN;

b)- Réponse télégraphique adressée le 10 Mars au Général WEYGAND (309-Cab/D.N.);

c)- Télégramme 1.236 du Général WEYGAND faisant suite à la lettre 295 du 7 Mars.

J'y joins un projet de réponse que je me propose d'adresser télégraphiquement au Général WEYGAND dès que vous aurez bien voulu me donner votre accord à ce sujet.

Accord donné par le Président du Conseil,
le 14 Mars 1940 par lettre N° 645 D.N.

(Ecrit . . . . . .

Écrit de la main du Général :

Personnellement, j'estime que nous avons intérêt à poursuivre rapidement ces études de l'attaque sur BAKOU et BATOUM (spécialement par l'aviation). Les opérations à mener dans cet ordre d'idées seraient un heureux complément de celles à conduire en SCANDINAVIE. Mais, si ces dernières se trouvaient entravées, ce seraient une raison de plus pour agir en TRANSCAUCASIE.

Signé: G A M E L I N .

COMMANDEMENT EN CHEF
DU THEATRE D'OPERATIONS
DE MEDITERRANEE ORIENTALE

Le Général

N° 295/3.S

TRES SECRET

COPIE

S.P. 601, le 7 Mars 1940.

Le Général W E Y G A N D
Commandant en Chef du Théâtre d'Opérations
de MÉDITERRANÉE ORIENTALE,

à Monsieur le GÉNÉRAL COMMANDANT EN CHEF
les Forces terrestres,
Chef d'État-Major de la Défense Nationale.

L'Air Marshal MITCHELL, commandant les Forces Aériennes du MIDDLE East, de passage aujourd'hui à BEYROUTH, se rendant à ANKARA avec le Général JAUNEAUD, m'a fait savoir qu'il a reçu de LONDRES des instructions concernant la préparation d'opérations éventuelles de bombardement sur BAKOU et BATOUM. Il m'a informé de son intention de demander au Maréchal ÇAKMALK d'être autorisé à faire faire des reconnaissances des terrains d'aviation, qui, dans les régions de DIARBEKIR, d'ERZEROUM, de KARS et du lac de YAN, pourraient servir de bases intermédiairesà des avions ayant leur base principale en DJEZIREH.

L'Air Marshal MITCHELL m'a demandé l'autorisation de reconnaître nos terrains de DJEZIRECH, la situation politique de l'IRAK dont l'indépendance est reconnue, ne lui

permettant d'utiliser sans risques de complications, les terrains de ce territoire. J'ai l'honneur de vous rendre compte que j'ai autorisé cette reconnaissance qui sera exécutée prochainement conjointement par des Officiers britanniques et des Officiers français, les uns et les autres en civil, comme s'il s'agissait de travaux se rapportant à l'exploitation des nappes de pétrole de cette région.

W E Y G A N D .

COPIE

Secret

10 Mars 1940.

N° 309-Cab/D.N.

Général Commandant en Chef GAMELIN

au Général WEYGAND.

Réponse à votre lettre 295/3-S du 7 Mars.

Je donne mon complet accord à l'autorisation que vous avez accordée à l'Air Marshal MITCHELL en vue d'effectuer reconnaissances terrain aviation DJEZIREH.

Général G A M E L I N .

Secret
COPIE

TRADUCTION D'UN TÉLÉGRAMME CHIFFRÉ

REÇU AU G.Q.G.F.T. Le 10 MARS 1940 à 17 H.50

BEYROUTH, le 10 Mars 1940 - 16 h.23.

CÉSAR FRANCK à DEBUSSY

Démarqué

Comme suite à ma lettre N° 295/3-S du 7 Mars relative aux projets anglais vers BAKOU, j'ai l'honneur de vous rendre compte que le Général WAVELL m'informe qu'il a reçu une lettre du War Office lui prescrivant d'étudier les conditions d'opérations éventuelles vers le CAUCASE pour le cas de guerre contre la RUSSIE.

Le War Office précise que cette action éventuelle reviendrait à l'Armée.

Le Général WAVELL compte entrer en relations à ce sujet avec le Maréchal TCHAKMAK tout en prenant de grandes précautions pour conserver le secret absolu.

Je lui réponds que je n'ai reçu de vous aucune communication à ce sujet.

Je vous demande de me donner des instructions d'urgence.

W E Y G A N D.

P R O J E T

COPIE

Secret

Le 12 Mars 1940.

Cab/D.N.

BERLIOZ à CÉSAR FRANCK

Réponse à télégramme 1.236.

La note jointe à ma lettre 293-Cab/D.N. du 7 Mars vous a fait connaître la conception générale que j'ai proposée au Président du Conseil en ce qui concerne les opérations en MOYEN-ORIENT et en particulier les opérations éventuelles au CAUCASE. STOP. Je vous confirme qu'à mon point de vue, les opérations du MOYEN-ORIENT devraient être dirigées par le Commandement britannique et celles du CAUCASE par le Commandement turc, ces dernières étant exécutées essentiellement par des forces turques avec appoint d'aviation et de contingents éventuels spéciaux alliés. STOP.

Vous pouvez entrer en relations avec Maréchal TCHKMAK sur cette question et participer à toutes études préparatoires concernant le MOYEN-ORIENT. STOP.

Je vous adresse par courrier étude sommaire sur action au CAUCASE.

Général G A M E L I N .

AFFAIRES ETRANGERES

EN CLAIR

R E S E R V E

TELEGRAMME A L'ARRIVEE

ANKARA, le 14 Mars 1940 .

Reçu par courrier le 22 à 13 heures .

N° 529

TRES SECRET .

Au cours de la visite que je lui ai faite hier, le Ministre des Affaires Etrangères m'a spontanément donné lecture d'un télégramme reçu pendant la nuit et dans lequel le représentant turc à MOSCOU rendait compte d'une conversation avec l'Ambassadeur des Etats-Unis. D'après celui-ci, les Russes seraient si préoccupés des risques de bombardement et d'incendie de la zone pétrolifère de BAKOU que l'Administration soviétique aurait posé à des ingénieurs américains la question de savoir si et comment un incendie provoqué par un bombardement pourrait être combattu avec succès. Les ingénieurs auraient répondu que, en raison des conditions dans lesquelles la nappe pétrolifère avait été exploitée dans le passé, le sol était imbibé de pétrole à tel point qu'un incendie se propagerait immédiatement dans toute la zone voisine et qu'il faudrait des mois pour l'éteindre et des années pour reprendre l'exploitation . Quant à mettre la population à l'abri, la ville devrait pour cela être déplacée de 50 kilomètres

.....

" Qu'en pensez-vous " ? m'a dit M. SARACOGLU . J'ai répondu que, sans doute, les avions de bombardement modernes disposaient d'un rayon d'action suffisant pour pouvoir atteindre BAKOU en partant de la DJEZIREH ou du Nord de l'IRAK ; mais il faudrait survoler les territoires turcs et iraniens . "Vous craignez donc la protestation de l'IRAN" ? a répliqué le Ministre . Il ne pouvait me laisser entendre plus clairement que ce n'était pas du coté turc que viendraient les difficultés ...

Il eût été maladroit de l'obliger à préciser sa pensée et je n'ai donc pas relevé le propos . Celui-ci n'en est pas moins significatif et je me permets de le signaler à toute l'attention de Votre Excellence . J'en ai informé d'autre part mon collègue d'ANGLETERRE ./.

MASSIGLI

GRAND QUARTIER GENERAL

Cabinet du Général Chef d'Etat-Major General de la Défense Nationale, Commandant en Chef des Forces Terrestres

3 fr d 9 pièces

Le 16 Mars 1940.

TRÈS SECRET

N° 321 Cab/D.N

N O T E

SUR LA CONDUITE DE LA GUERRE (1ère édition définitive, complétée des observations du C.E.C. et du Gal Prételat)

———oOOoo———

Les conceptions exposées dans le "Plan de Guerre pour 1940" (1) demeurant la base de notre action, il convient, en face de la signature de l'armistice russo-finlandais, de préciser les opérations qu'il paraît possible d'entreprendre à bref délai, en vue de porter à l'ALLEMAGNE des coups sensibles, sinon décisifs.

Sur le plan terrestre et hors du terrain libre, il semble très difficile d'obtenir, pour le moment, d'importants résultats. Il faut donc contraindre l'ALLEMAGNE à sortir de son expectative actuelle. Le premier procédé qui s'impose est de resserrer le blocus. En dehors des résultats économiques qu'on en peut attendre, il faut poursuivre les objectifs suivants :

.....

(1) adressé à M. le Président du Conseil, le 26 Février 1940 par lettre n° 280 Cab/D.N.

I.- L'ALLEMAGNE peut avoir avantage à ménager la HOLLANDE et la BELGIQUE, qui lui permettent d'éviter, dans une large mesure, les effets du blocus.

Il apparaît donc qu'un strict contingentement des importations hollandaises et belges pourrait être de nature à inciter l'ALLEMAGNE à brusquer les choses et à envahir les PAYS-BAS et la BELGIQUE, qui ne lui seraient plus que médiocrement utiles au point de vue économique.

II.- A l'égard des Pays Scandinaves, la situation est différente.

La BELGIQUE et la HOLLANDE servent surtout, à l'ALLEMAGNE, d'intermédiaires avec l'extérieur, alors que la SUEDE fournit à l'ALLEMAGNE une matière première indispensable : le fer.

Il faut s'efforcer d'interdire un tel ravitaillement.

Un procédé simple serait de déclarer que la livraison de certains produits essentiels, comme le fer, par les pays neutres limitrophes du REICH constitue un acte d'assistance caractérisé, entraînant des représailles.

La SUEDE ne livrerait donc plus son minerai à l'ALLEMAGNE que sous la menace du blocus; de même, la NORVEGE ne le transiterait plus qu'en courant le même péril.

Au cas où ces deux Pays s'inclineraient, le but serait atteint. Au cas contraire, leur trafic maritime serait arrêté.

....

En présence d'une telle situation, l'ALLEMAGNE pourrait décider de réagir et d'intervenir par les armes en SUEDE.

Elle devrait nous trouver prêts à la parade : il faut pour cela maintenir en FRANCE et en ANGLETERRE un premier échelon de forces prêtes à être transportées à destination de la SCANDINAVIE, soit en riposte, soit même préventivement.

III.- L'interception des importations allemandes de pétrole russe (1) du CAUCASE pose, en premier lieu, la question de l'ouverture d'hostilités contre l'U.R.S.S.

Elle pose aussi le problème du concours ou tout au moins de l'assentiment de la TURQUIE.

Comme tout ce qui se passe en Orient, elle n'est pas indépendante de l'attitude italienne.

Quoiqu'il en soit, le bombardement aérien des installations pétrolifères de BAKOU et BATOUM serait susceptible de considérablement gêner le ravitaillement de l'ALLEMAGNE en carburant.

D'après les études actuellement faites, il nécessiterait l'emploi de 9 groupes d'aviation. Le Commandement des Forces Aériennes Françaises envisage d'y consacrer 4 groupes, le reste serait fourni par la Royal Air Force.

Ces groupes, basées en DJEZIREH, où les terrains existent et sont en voie d'aménagement, (dans la partie Nord

....

(1) L'interception du pétrole roumain destiné à l'ALLEMAGNE ne peut pas, présentement, être obtenue par le blocus ni par des opérations militaires.

du LEVANT Français) devraient également, si possible, disposer de terrains d'escale en TURQUIE d'ASIE (1)

D'ores et déjà, le Commandement des Forces Aériennes Françaises pourrait, avec un préavis de 15 jours à 1 mois, entamer les opérations de bombardement en TRANSCAUCASIE, avec deux groupes d'appareils gros porteurs, susceptibles d'être renforcés de deux groupes de moyens porteurs, prélevés sur la Métropole si la situation le permet sur le front français.

Les opérations aériennes seraient efficacement complétées :

1°)- Par des actions navales visant l'arrêt du trafic en Mer Noire. Elles seraient, en principe, confiées à des sous-marins franco-britanniques. Leur passage dans les Détroits réclamerait l'assentiment déclaré ou tacite des Turcs et une base leur serait nécessaire, sur les rivages de la Mer Noire, en ASIE MII

2°)- Par des actions terrestres qui ne peuvent être menées que par la TURQUIE, à laquelle il paraît d'ailleurs possible de prêter l'appui de certains de nos éléments du LEVANT. L'opération pourrait s'étendre par l'IRAN à la diligence de la GRANDE-BRETAGNE.

IV.- Tout en tenant compte des objections qui ont été formulées

....

(1) Ces terrains font actuellement l'objet de reconnaissances

au cours du dernier Comité de Guerre, il y a intérêt à entamer le plus tôt possible les opérations de lancement de mines par la voie fluviale et par les moyens aériens.

On obtiendrait ainsi une paralysie partielle des transports intérieurs de l'ALLEMAGNE.

Il importe que l'aviation lève le plus rapidement possible l'hypothèque qu'elle fait peser actuellement sur l'opération.

Au total, l'armistice russo-finlandais ne doit apporter aucun changement aux objectifs essentiels que nous pouvions nous proposer en 1940 : mais il doit nous inciter agir plus vite et plus énergiquement.

C'est par une combinaison des mesures de blocus et par certaines opérations militaires que nous pourrons, non seulement resserrer progressivement l'étreinte économique, mais amener l'ALLEMAGNE à sortir de son expectative militaire.

L'expérience de six mois de guerre montre que les Neutres craignent l'ALLEMAGNE. Sans que nous présentions pour eux une menace de même nature, il faut leur faire sentir notre force.

Bien entendu, les actions diplomatiques et militaires doivent être conjuguées, dans la même note énergique./.

Signé : GAMELIN

TELEGRAMME A L'ARRIVEE

AFFAIRES ETRANGERES

En clair

RESERVE N° 661

TRES SECRET

ANKARA, le 28 Mars 1940

reçu pour courrier le 3 Avril à II H 30

TRES SECRET

Je me réfère au télégramme de Votre Excellence N° 540-541.

En essayant dans ma correspondance antérieure de préciser l'attitude de la Turquie à l'égard de l'URSS, (voir notamment ma dépêche N° 74 du 24 Février et mes télégrammes 433-439 et 461), j'ai marqué qu'à mon avis il serait vain de nous employer à essayer de pousser les Turcs en avant contre les Soviets, mais qu'en revanche il nous était permis d'espérer que, dans certaines circonstances, nous réussirions à les entrainer à prendre, à notre suite, position contre la Russie.

A cette opinion, émise avant l'effondrement de la résistance finlandaise, je ne crois pas devoir rien changer aujourd'hui. La paix de Moscou est certes de nature à accroître la prudence turque; mais en même temps, on garde ici la conviction que l'armée rouge est sortie très affaiblie de la guerre du Nord et ceci compense celà. En tout cas, je ne constate aucun essai de rapprochement avec l'U.R.S.S.; au contraire on s'habitue peu à peu à l'idée d'avoir à compter avec son hostilité, mais celà ne veut pas dire que les

...

dirigeants turcs sont disposés à se laisser engager dans une aventure dont l'issue serait incertaine.

Nous devons en effet nous rendre compte que, si le Gouvernement d'Ankara a dès maintenant la conviction que l'Allemagne ne l'emportera pas sur les puissances occidentales, beaucoup de gens en Turquie ne sont pas persuadés que celles-ci soient actuellement en état de remporter une victoire décisive. Beaucoup croient encore que le Reich obtiendra de la lassitude des Alliés la paix dont il a besoin ; beaucoup croient - et la propagande allemande ou italienne s'emploie à les convaincre - qu'en dépit de la résolution affirmée par les Gouvernements de Paris et de Londres - c'est par une paix de compromis que la guerre finira. Dès lors, on doit naturellement réfléchir ici à ce que pourrait être l'avenir au cas où, au lendemain d'une paix qui laisserait les peuples de France et d'Angleterre mécontents et découragés, la Turquie se trouverait seule en face d'une Russie qui aurait mis à profit les leçons de la guerre de Finlande pour accroître sa puissance militaire ...

Le Gouvernement ne peut pas ignorer complètement cet état d'esprit : De là, pour une large part, sa prudence actuelle. Que demain dans une action même de portée limitée, sur le front d'occident, s'affirme de manière incontestable, notre maîtrise ou qu'une offensive allemande de grand style se brise contre notre défense terrestre ou aérienne, et

...

nous trouverons les turcs plus hardis et plus entreprenants.

Il doit être,hélas,ajouté qu'indépendamment de toute considération d'ordre militaire, l'état de notre vie publique a causé ici quelque inquiétude; les dernières séances parlementaires ont produit une fâcheuse impression; on a certes confiance dans l'énergie de Votre Excellence et du Gouvernement pour rétablir la situation et ne pas laisser se dégrader le moral français;mais il est des gens qui n'ont pas été insensibles à l'action des agences et des radios allemandes et italiennes et qui ne sont pas encore sûrs que leurs espoirs qui sont les nôtres ne seront pas déçus .

Il faut avoir le courage de le dire, les Turcs n'ont pas à l'heure actuelle, le sentiment de notre irrésistible supériorité,quelles que soient leurs sympathies pour nous, la conviction du plus grand nombre est que leur sort est lié à celui des Puissances occidentales; le Gouvernement est certes fermement décidé à tenir les engagements contractés envers nous;mais il n'existe pas dans l'opinion publique l'état d'esprit qui pourrait l'encourager à prendre de ces initiatives qui font aller au devant du risque.

Avant de présenter les observations que Votre Excellence a bien voulu m'inviter à formuler sur les importants projets dont les télégrammes 540-541 m'ont indiqué les grandes lignes, il m'a paru nécessaire de rappeler ces considérations essentielles: elles expliquent par avance certaines des réserves que j'aurai à énoncer ou des précautions sur lesquelles je devrais insister.

Une action aérienne sur Bakou, une action navale en Mer Noire, se présentent du point de vue Turc, dans des conditions fort différentes, tant dans l'ordre technique que dans l'ordre politique .

- I -b

Une attaque aérienne sur Bakou ,partant de la Djézireh, ne comporte au dessus du territoire turc que le survol sur moins de 200 klm, du massif montagneux qui s'étend entre le lac de Van et le lac d'Ourmiah, c'est à dire du pays kurde, largement dépeuplé à la suite des opérations de police fort rudes que l'armée turque y a systématiquement menées, il y a deux ou trois ans. Aucune agglomération importante ne serait survolée et les avions pourraient fort bien passer inaperçus; s'ils étaient signalés, ce serait par des postes perdus de police ou de gendarmerie; au surplus, au prix d'un crochet vers l'Ouest et en obliquant par le Nord de l'Iran, tout survol du territoire turc pourrait être évité, (à plus forte raison si la base de départ était non à Djézireh mais en Iraq).

....

Si je rapproche de cette situation de fait de la remarque de M. SARAGOGLU, consignée dans mon télégramme N° 529, j'en tire la conclusion que prévenir le Gouvernement turc, lui demander l'autorisation, au moins morale, de survoler son territoire, serait le mettre inutilement dans l'embarras; il faudra le placer, sinon devant le fait accompli, au moins devant un fait en voie d'accomplissement, attendre pour l'informer de ce qui se passe

(j'entends l'informer

.....

l'informer officiellement, car les rapports confiants que nous entretenons avec lui comme avec le Haut-Commandement interdiraient de leur laisser tout ignorer), que l'opération soit déjà en cours en s'excusant par avance, si, durant leur vol, des avions sont obligés d'emprunter le ciel turc.

Notre réserve, loin de le froisser, sera propre à faciliter sa tâche; il importe, si le Gouvernement Soviétique élève une protestation, qu'ANKARA puisse déclarer avoir été tenu en-dehors de l'affaire; s'il y a eu survol, il ne sera même pas mauvais qu'une protestation discrète nous soit adressée. Au cas où l'affaire s'envenimerait et où les Soviets réagiraient par des actes de guerre, il est en effet nécessaire que le Gouvernement turc soit en mesure d'établir devant la Grande Assemblée que l'initiative de l'agression incombe à MOSCOU; il sera, dans ce cas, assuré d'avoir avec lui l'unanimité de l'opinion et du Pays.

Mais, et précisément parce qu'une réaction soviétique est à prévoir, nous devons avoir le souci de ne pas déclencher une opération de ce genre, sans nous préoccuper de ses répercussions possibles pour la TURQUIE, et par conséquent, des conditions dans lesquelles ce Pays aurait à y faire face. Ce n'est pas à moi qu'il appartient de me prononcer sur ce point; je dois observer toutefois que l'hiver règne encore sur le plateau oriental, que les terrains nécessaires à l'aviation n'ont pu encore y être reconnus et aménagés; je dois noter aussi que, à ma connaissance, la défense contre les attaques aériennes du

.....

bassin houillMer de ZONGOULDAK et des usines métallurgiques de KARABUK n'est pas encore assurée, le matériel anglais qui leur est destiné n'ayant pas encore été livré et qu'il serait très imprudent d'exposer dans ces conditions deux points aussi vitaux pour l'économie turque à une attaque aérienne partant de SEBASTOPOL.....

Je serais surpris si les experts militaires ne demandaient pas un délai de plusieurs semaines pour les préparatifs les plus indispensables.

II

La question de la Mer Noire et des facilités qu'offre pour le ravitaillement de l'ALLEMAGNE avec la complicité soviétique la navigation dans ses eaux, n'a pas cessé de retenir mon attention : Je me suis permis d'y faire allusion au lendemain même de la conclusion du traité anglo-franco-turc (télégramme 1969 du 23 Octobre 1939); il faut malheureusement reconnaître que la solution du problème n'est pas aisée à trouver.

Aux termes de la Convention des Détroits, les Puissances alliées, étant belligérantes, ne sont autorisées à envoyer des bâtiments de guerre en Mer Noire que s'il s'agit de se conformer à une décision de la S.D.N. ou d'appliquer un traité

.....

d'assistance conclu dans le cadre du Pacte de la S.D.N., enregistré à GENEVE et liant la TURQUIE, ou si la TURQUIE, elle-même belligérante ou s'estimant menacée d'un danger de guerre imminent, fait appel à elles. A l'heure actuelle, aucund de ces conditions ne se trouve réalisée. Notre entrée en Mer Noire, comme le remarque V.E. ne peut donc résulter que d'une décision bienveillante de la TURQUIE, décision qui serait, il ne faut pas nous le dissimuler, contraire aux engagements assumés par ce Pays à MONTREUX et qui, à ce titre, serait susceptible de provoquer la protestation de telle ou telle puissance signataire de la Convention ou y ayant adhéré, telle que l'U.R.S.S. ou l'ITALIE, en l'occurence, MOSCOU et ROME pourraient fort bien vouloir faire le jeu allemand. Au surplus, même en l'absence de tous actes de guerre dirigés contre son territoire ou ses bâtiments de guerre et de commerce, l'U.R.S.S. dénoncerait probablement dans l'ouverture des Détroits aux croiseurs alliés une manifestation d'hostilité la justifiant elle-même à prendre des contre-mesures.

L'hypothèse d'hostilités éclatant comme conséquence de notre initiative n'est donc en aucun cas à exclure et cette circonstance nous obligerait à nous préoccuper comme dans le cas déjà étudié des répercussions qu'aurait, au point de vue de la Défense turque, l'initiative envisagée : les mêmes précautions et délais que semblait appeler l'opération contre BAKOU s'imposeraient donc.

.....

Au surplus, dans quelles conditions se présenterait l'action de contrôle à exercer dans la Mer Noire? Le nombre des bâtiments de commerce allemands qui ont trouvé refuge dans les ports bulgares est assez limité (huit, semble-t-il) l'action directe d'une croisière alliée contre la navigation sous pavillon allemand serait donc de courte durée. Il s'agira essentiellement de contrôler et de soumettre à visite les bâtiments soviétiques, roumains, bulgares ou italiens, d'arraisonner et de soumettre au contrôle naval dans les mêmes conditions les pétroliers soviétiques et italiens qui font la navette entre les ports du Caucase et les bouches du Danube ou la côte bulgare, toutes opérations qui ne sauraient s'effectuer utilement en haute mer: les bâtiments arraisonnés devraient être dirigés sur une base navale pour y être visités et pour que soient déchargées les marchandises saisies. Où pourrait être cette base, sinon dans un port turc ? Des facilités discrètes seraient insuffisantes .....Autant dire que la Turquie se trouverait associée directement à l'action des Alliés et que l'Allemagne serait fondée à la considérer comme belligérante... Je ne pense pas qu'à l'heure actuelle et pour les raisons exposées au début du présent télégramme, le Gouvernement turc soit prêt à aller jusque là.

Peut-on concevoir des opérations d'un autre type? S'il est quasiment impossible que des opérations navales de contrôle soient méthodiquement poursuivies en Mer Noire

.....

sans la participation active de la Turquie, en revanche est-il interdit d'imaginer que, sans demander à cette puissance autre chose que de fermer les yeux, des sous-marins remontent de nuit les détroits pour accomplir en Mer Noire des raids rapides destinés à désorganiser le trafic et à couler le tonnage allemand,voire,suivant l'exemple allemand les navires arraisonnés dont les cargaisons seraient reconnues à destination de l'Allemagne?Je me borne à poser la question. Si l'opération est techniquement possible,elle se heurterait certainement au point de vue politique à moins de difficultés que l'intervention de croiseurs alliés,puisque la Turquie pourrait exciper à l'égard des tiers de l'ignorance dans laquelle elle aurait été tenue de nos projets...Cependant,il ne servirait à rien de nous dissimuler qu'une opération même ainsi limitée mettrait le Gouvernement Turc dans une situation délicate,et que , par conséquent,nous ne pourrions l'entreprendre sans songer aux répercussions auxquelles ce pays se trouverait exposé;par quoi nous sommes ramenés aux considérations sur l'état de l'armement turc qui ont déjà été évoquées plus haut.

La conclusion sera que, dans l'état actuel des choses, et après un délai qu'il appartient aux experts d'apprécier, c'est l'opération sur Bakou,qui, dans la mesure où nous entendons tenir compte des préoccupations turques,est la plus facile à organiser. Au surplus, son succès aurait des conséquences telles et paralyserait dans une telle mesure l'action soviétique que, si elle était menée à bien,nous trouverions peur être le Gouvernement turc encouragé par notre succès même, à nous accorder plus aisément les facilités

.....

nécessaires pour que des opérations de contrôle naval puissent se poursuivre en Mer Noire dans de bonnes conditions ./.

MASSIGNI

lui avait été fourni . Le Gouvernement français s'est empressé de répondre à ce désir et le Gouvernement britannique a imité son exemple . Il a été convenu que tout le matériel de guerre déjà en Finlande ou en cours de route serait laissé aux Finlandais et que les missions d'instructeurs actuellement en Finlande y seraient maintenues.

Il serait vain de chercher à minimiser le profond retentissement que l'issue de la guerre russo-finlandaise a eu dans le monde entier . La propagande allemande n'a pas manqué de proclamer qu'une fois de plus un petit Etat était victime de la confiance qu'il avait mise dans les promesses de la France et de l'Angleterre.

Cette propagande n'a trouvé que trop facilement écho, notamment dans les Balkans où elle a été renforcée par l'activité fébrile que déploie la diplomatie du Reich.

Dans quelques pays toutefois, l'émotion causée par la paix de Moscou n'a pas fait oublier certains enseignements qui se dégagent de la guerre russo-finlandaise . En Turquie notamment, les milieux officiels ont retenu que les nombreuses victoires remportées sur les Russes par l'armée finlandaise avaient mis en lumière la grande faiblesse militaire de la Russie . Aujourd'hui encore, les dirigeants d'Ankara sont convaincus que la Russie soviétique qui, grâce à la pression exercée par l'Allemagne sur les Etats scandinaves a pu conclure à son avantage la guerre de Finlande, hésitera beaucoup avant de se jeter dans une nouvelle aventure.

D'autre part, la fin des hostilités russo-finlandaises ne doit point nous faire oublier que le but que nous nous proposions en préparant l'expédition nordique était double. Il s'agissait d'abord de sauver la Finlande, mais il s'agissait également d'interrompre le ravitaillement du Reich en minerai

.....

de fer suédois . Au lendemain même de la conclusion de la paix de Moscou, le Gouvernement français a pensé que le second objectif pouvait encore être atteint . Dans un télégramme adressé le I4 mars à notre Ambassadeur à Londres, il a souligné que les objections formulées par le Gouvernement britannique dans une note du 29 février contre l'exercice immédiat du contrôle allié dans les eaux territoriales norvégiennes et contre l'occupation éventuelle de ports norvégiens, se trouvaient désormais sans portée . Les objections anglaises s'appuyaient, en effet, sur les répercussions défavorables que de pareilles opérations risquaient d'entraîner pour l'exécution de notre plan d'assistance à la Finlande . En revanche, la justification juridique de l'opération demeurait tout entière, cette justification étant basée sur l'impuissance plusieurs fois constatée de la Norvège de faire respecter par l'Allemagne la neutralité de ses eaux territoriales . Le Gouvernement français faisait valoir, en outre, qu'une initiative hardie et immédiate en Norvège serait nécessaire pour arrêter les répercussions inquiétantes que la capitulation finlandaise pourrait avoir sur la situation morale et diplomatique des Alliés . Dans les instructions envoyées à M. Corbin, le Gouvernement posait d'une façon plus générale le problème de nos rapports avec les neutres et indiquait en principe qu'il était indispensable de réviser sur ce point nos conceptions.

L'accueil du Gouvernement britannique à la démarche de M. Corbin a d'abord été assez réticent . Sir Alexandre Cadogan, après avoir formulé certaines réserves, s'est d'abord contenté d'indiquer que la question serait soumise au War Cabinet, tout en laissant entendre qu'il y avait peu de chances de voir le Gouvernement anglais se rallier à notre manière

....

de voir . Depuis lors, il semble qu'une certaine évolution se soit produite dans l'attitude de la Grande-Bretagne. C'est du moins ce qui résulte des indications données le 2I mars à notre Ambassadeur par Lord Halifax . Le Secrétaire d'Etat au Foreign Office a déclaré que le Gouvernement britannique était entièrement d'accord en principe avec les considérations exposées par le Gouvernement français dans la note du I4 mars . La réponse britannique ne serait donc en aucune façon négative . Elle présenterait, au contraire, un aspect constructif et pratique . M. Chamberlain désirait s'entretenir de la question avec le Gouvernement français dès que le nouveau Cabinet serait formé et prêt à procéder à des échanges de vues./.

TRÈS SECRET

Exemplaire N° 3.
28 Mars 1940.

SIXIEME SEANCE DU CONSEIL SUPREME

PROJET DE RESOLUTIONS

Le Conseil Suprême a convenu :

I. - Que les Gouvernements français et britannique adresseraient le Lundi Ier Avril aux Gouvernements norvégien et suédois une note basée sur le paragraphe N°7 du projet d'Aide Mémoire préparé par le Gouvernement britannique, à savoir

a) Les Gouvernements alliés ne peuvent pas admettre une nouvelle attaque contre la Finlande, soit de la part du Gouvernement soviétique, soit de la part du Gouvernement allemand. Si une telle agression venait à se produire et si les Gouvernements suédois et norvégien refusaient de faciliter les efforts des Gouvernements alliés, tendant à porter aide à la Finlande dans les conditions qu'ils jugeraient utile, et à fortiori si ces gouvernements tentaient d'empêcher une telle aide, cette attitude serait considérée par les Alliés comme contraire à leurs intérêts vitaux et provoquerait une réaction appropriée.

b) Tout accord politique exclusif que la Suède et la Norvège pourraient signer avec l'Allemagne serait considéré par les Gouvernements alliés comme un acte inamical, même si cet accord avait pour but apparent la défense de la Finlande. Toute alliance scandinave qui entrainerait l'acceptation de l'aide allemande et qui amènerait ainsi les Etats scandinaves à entretenir des relations politiques spéciales avec l'Allemagne serait considérée par nous comme dirigée contre nous-mêmes.

.....

c) Toute tentative de l'Union Soviétique visant à obtenir de la NORVEGE une position sur la côte atlantique serait contraire aux intérêts vitaux des Alliés, et provoquerait des réactions appropriées.

d) Les Gouvernements alliés auraient à prendre des mesures appropriées en vue de sauvegarder leurs intérêts, si les Gouvernements suédois et norvégien venaient à refuser, à retirer ou à restreindre les livraisons commerciales et le tonnage marchand que les Gouvernements alliés considèrent comme indispensables pour la conduite de la guerre et que les Gouvernements scandinaves peuvent nous fournir dans des conditions raisonnables.

e) Enfin, considérant que les Alliés font la guerre pour des buts qui intéressent les petits états autant qu'eux mêmes, les Alliés ne peuvent pas admettre que le cours de la guerre risque d'être modifié par les avantages que la Suède et la Norvège accordent à l'Allemagne. En conséquence, ils déclarent qu'ils se réservent le droit de prendre telles mesures qu'ils jugeront utiles en vue de gêner ou d'empêcher l'Allemagne d'obtenir en Suède et en Norvège des ressources et des moyens dont elle tirerait dans la conduite de la guerre des avantages au détriment des Allié

2.- - Cette note sera suivie le 5 Avril par le mouillage de mines dans les eaux territoriales norvégiennes et par des opérations contre la navigation allemande, ainsi détournée des eaux territoriales.

...

3. - Sous réserve de l'accord du Comité de Guerre Français, l'opération " Royal Marine " commencera le 4 avril, et l'action aérienne commencera le I5 avril.

4. - Des plans seront établis immédiatement par les Etats-Majors français et britanniques en vue d'interrompre la navigation allemande venant de Lulea dès que le Golfe de Bothnie sera ouvert à la navigation.

5. - On prendra les mesures qui apparaitront comme possible en vue de diminuer les fournitures de pétrole de la Roumanie à l'Allemagne.

6. - Une étude sera entreprise immédiatement par les experts britanniques et français en vue d'examiner le projet de bombardement aérien du bassin pétrolier russe du Caucase. On étudiera notamment :

a) la possibilité d'obtenir par cette opération des résultats effectifs.

b) les répercussions probables de l'opération sur l'U.R.S.S.

c) l'attitude probable de la Turquie.

7. - Des plans détaillés seront mis au point par les Etats-Majors britanniques et français, et l'on prendra dès maintenant toutes les mesures préparatoires qui peuvent être prises à l'avance (par exemple, envoi de bombes en Proche Orient), de façon que l'opération puisse être déclanchée sans délai si la décision en est prise.

COPIE

30 Mars 1940.

114/1

SECRET

N O T E

sur le Commandement dans les BALKANS

et en MOYEN-ORIENT

-:-:-:-:-:-:-

I.- Plan terrestre : Dans sa note N° 290 Cab/DN du 6 Mars, adressée au Président du Conseil, le Général GAMELIN concluait :

a)- que le Commandement français serait éventuellement chargé de l'opération de SALONIQUE ;

b)- que les opérations par la voie de l'IRAN et en AFGHANISTAN seraient sous l'autorité du Haut Commandement britannique ;

c)- que -sauf sur le plan maritime- nous ne chercherions pas à nous substituer au Haut Commandement turc en ce qui concerne la défense de la TURQUIE.

Ces conclusions ne visaient que le plan terrestre.

II.- Sur le plan maritime, dans le cas d'opérations navales en Mer Noire, le point de vue de l'Amirauté est exprimé dans sa Note N° 765 F.M.F./3 du 24 Mars (1) : Les accords actuels interalliés n'ont pas prévu l'attribution de la Mer Noire, ils font relever la Méditerranée orientale de l'Amirauté britannique, mais étant faits contre l'ITALIE, ils se trouvent, dans l'éventualité envi-

.....

---

(1) adressée au Ministre de la Défense Nationale le 26 Mars.

sagée, susceptibles de révision. La question du Commandement interallié en Mer Noire serait à débattre.

III.-Sur le Plan aérien, en cas d'opérations sur la TRANSCAUCASIE, au départ des bases franco-britanniques du Levant, la question du Commandement n'a pas encore été évoquée.

On peut admettre en première analyse que l'exercice de ce commandement serait confié aux Français ou aux Britanniques eu égard à l'importance respective des forces aériennes engagées de part et d'autre.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

EN CLAIR

TÉLÉGRAMME A L'ARRIVÉE

DUPLICATA bis

A.

ANKARA, le Ier avril 1940

reçu par courrier le 6 mai à 12 heures

n° 680

TRES SECRET.-

L'Ambassadeur d'Angleterre a été prié par le Foreign Office à la date du 26 mars de faire connaître son sentiment sur l'attitude probable du Gouvernement turc dans le cas d'une attaque intéralliée dirigée contre Bakou.

En l'absence de Sir Hughe Knatchbull-Hugessen qui était alors en congé, le Chargé d'Affaires a répondu le 27 mars par une communication qui peut se résumer comme suite:

1°) L'attitude du Gouvernement turc a évolué au point qu'il envisage l'éventualité d'une guerre défensive contr l'URSS., mais non pas encore au point qu'il soit prêt à discuter avec les Alliés la préparation d'une offensive.

2°) La Turquie ne discuterait pas de plan de guerre antisoviétique avant de s'être mise d'accord avec les Alliés sur l'éventualité d'une guerre contre l'Italie.

3°) La Turquie ne sera pas en état d'entrer en guerre avec la Russie avant la fin de l'été au plus tôt, et cela encore à condition de recevoir le maximum d'aide de la part des Alliés.

4°) Il est partant à prévoir que la Turquie refuserait de participer à une prochaine action offensive des Alliés contre Bakou, qu'elle s'opposerait énergiquement à une telle action si celle-ci entraînait l'utilisation du territoire turc et qu'elle craindrait même les répercussions éventuelles d'une attaque qui n'utiliserait pas son territoire.

5°) Une fois ses preparatifs achevés et les plans relatifs à l'Italie concertés avec les Alliés, la Turquie assisterait non sans plaisir à une attaque interalliée contre Ba-

163-J. 7043-39 (18).

FFAIRES ÉTRANGÈRES

EN CLAIR

TÉLÉGRAMME A L'ARRIVÉE

DUPLICATA bis

Q. A.

kou à travers le territoire de l'Iran et ne se ferait pas beaucoup prier pour y participer; il serait néanmoins nécessaire de consulter le Gouvernement turc et d'obtenir son consentement avant d'entreprendre une attaque qui entraînerait le survol de la Turquie.

V tre Excellence peut constater que les vues britanniques coïncident dans une large mesure avec celles qu'expose mon télégramme n° 661.

L'opinion émise au paragraphe 3 sur la date à laquelle la Turquie serait prête à rentrer en campagne est jugée trop pessimiste par mon Attaché Militaire.

D'autre part, contrairement à l'avis exprimé par mon collègue et pour les raisons précisées dans mes propres communications, je persiste à penser que ce serait une faute de tactique que de demander le consentement exprès du Gouvernement d'Ankara pour une opération comportant le survol d'une faible proportion de son territoire; il devrait suffire de l'informer officieusement./.

MASSIGLI

161-J. 70 1-39 (9.

DÉMARQUE

A NE PAS REPRODUIRE.

GRAND QUARTIER GENERAL
DEFENSE NATIONALE
Cabinet du Général
Commandant en Chef des
Forces Terrestres
ETAT MAJOR DE L'ARMEE

SECTION DU CHIFFRE

Numéro d'enregistrement à l'arrivée du Service officiel des Télégraphes.

N° .....

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

SECRET

TRADUCTION

d'un Telegramme chiffre

parvenu au G.Q.G. le 2 Avril 1940 à 21 heure 45

Lieu d'origine LONDRES

Date et heure de dépôt: 2/4/40 - 19 h.18

Destinataire: GENERAL COMMANDANT EN CHEF F.T.

Expéditeur. GENERAL LELONG

Numero: 31 et 32

Nombre de groupes: 121

Texte.

A - Les Britanniques mettent à la disposition du Général AUDET trois places sur un croiseur et dix places sur un transport.

Le premier convoi appareillera au J. 1, soit en principe le 5 Avril.

B - Le reste du détachement précurseur pourra prendre place sur le deuxième convoi britannique devant appareiller en principe le 12 Avril.

C - Prière de faire connaître d'urgence les effectifs français, marine y compris, à prévoir dans chacun des deux convois britanniques.

D - Le Général MACKESY demande que le Général AUDET ainsi que l'échelon précurseur ne quittent pas PARIS avant que soit confirmée la date du J. 1; Un Officier de liaison du Général AUDET est toutefois dès à présent attendu à LONDRES.

E - Il est admis que la composition du 1er échelon français puisse être identique à celle qui avait été prévue en Mars.

Télégramme N° 359 - Suite à lettre n° 1097-C.E.M.I. du 2 Avril

2596 485 J 32705 35 125137

Dokument Nr. 34

TRÈS SECRET

ATTAQUE AERIENNE DU PETROLE

DU CAUCASE

Liaison effectuée au G.Q.G. Aérien le 5 Avril

1940

L'action aérienne franco-britannique sur le "Pétrole du Caucase" portera uniquement sur les raffineries et les installations portuaires de BATOUM - POTI - GROZNY - BAKOU.

o

o o

On peut estimer que dans les six premiers jours les 30 à 35 % des raffineries du Caucase et des installations portuaires de BATOUM seront détruites.

o

o o

Le matériel employé comprendra de 90 à 100 avions provenant de 6 groupes français et 3 squadrons britanniques. Les groupes français seront aménagés pour pouvoir attaquer BAKOU aux dates prévues; ils seront composés de 2 groupes de Farman 221 et de 4 groupes de Glenn Martin équipés de réservoirs supplémentaires; ils pourront, à chaque sortie, répartir une totalité maximum de 70 tonnes de projectiles sur une centaine de raffineries identifiées.

o

o o ....

Rapidement la réaction ennemie et la présence probable de chasseurs allemands réduiront dans des proportions considérables l'efficacité de l'opération.

TRÈS SECRET

COMITE DE GUERRE DU 9 AVRIL 1940 .

Le Comité de Guerre s'est réuni le 9 Avril à l'Elysée sous la présidence de M. Albert LEBRUN, Président de la République .

Etaient présents :

MM. Paul REYNAUD, Président du Conseil, Ministre des Affaires Etrangères.

Edouard DALADIER, Ministre de la Défense Nationale et de la Guerre .

CAMPINCHI, Ministre de la Marine Militaire .

LAURENT-EYNAC, Ministre de l'Air .

MANDEL, Ministre des Colonies .

Général GAMELIN .

Général VUILLEMIN .

Général GEORGES .

Le Président du Conseil a donné les dernières indications reçues sur la situation . Il est d'avis d'agir immédiatement dans la région de BARWICK, le minerai de fer étant d'un intérêt capital pour l'issue de la guerre . Il demande que soit hâté l'envoi de la division Audet vers BREST et que les armes soient dès à présent embarquées . Il attire l'attention du Comité sur le fait qu'une course de vitesse est ouverte entre l'Allemagne et les Alliés .

L'Amiral DARLAN propose :

1°) rentrer en Belgique,

2°) procéder au lancement des mines fluviales,

3°) procéder à des attaques locales sur le front Nord-Est .

Le .....

Le Président du Conseil demande l'avis du Général GAMELIN sur ces propositions .

Le Général GAMELIN se déclare partisan de l'action en Belgique .

Le Président du Conseil lui ayant fait observer que l'ennemi a sur nous une double supériorité en aviation et en effectifs, le Général GAMELIN confirme sa réponse affirmative et le Général GEORGES s'y associe .

Le Ministre de la Défense Nationale et de la Guerre donne un avis entièrement favorable à l'opération .

Il est décidé, à l'unanimité :

1°) que le Gouvernement tentera d'obtenir l'accord du Gouvernement belge pour faire l'opération en Belgique ;

2°) que si l'accord est obtenu, on fera l'opération ;

3°) que si l'on fait l'opération, on utilisera les mines fluviales ;

4°) que le Gouvernement fera savoir au Gouvernement Norvégien que la France lui donne son aide et son assistance ;

5°) que le Président du Conseil, le Ministre de la Défense Nationale et de la Guerre et l'Amiral DARLAN iront, cet après-midi, à LONDRES .

GRAND QUARTIER GENERAL

Cabinet du Général Chef d'Etat-Major Général de la Défense Nationale, Commandant en Chef des F... Terrestres

Le 9 Avril 1940

n° 871 cab D.N

TRÈS SECRET

Le Général Commandant en Chef GA'ELIN
Chef d'Etat-Major Général de la
Défense Nationale
Commandant en Chef les Forces Terrestres

A Monsieur le Ministre de la Défense Nationale
et de la Guerre
(Cabinet Militaire)

La réunion de ce matin, qui était une réunion du Comité de Guerre, ne peut être l'objet d'un procès-verbal, aucun conseil représentant du Secrétariat du Conseil Supérieur de la Défense Nationale n'y ayant assisté

Il me parait cependant, étant donné la gravité des résolutions prises, nécessaire d'en conserver trace.

Je vous adresse ci-joint un projet de procès-verbal les exposant brièvement pour être soumis, si vous l'approuvez, au Président du Conseil .

Je tiens d'ailleurs à ajouter, ce que je n'ai pas eu le temps de faire ce matin, qu'il me parait y avoir intérêt à ne pas soulever initialement la question de notre pénétration sur les territoires hollandais et luxembourgeois .

- d'une part, et précisément pour conserver le secret, nous n'avons pas intérêt à poser d'avance ces deux

...

problèmes ;

- D'autre part, la pénétration en BELGIQUE prépare en mieux notre pénétration en HOLLANDE, dont elle est le premier geste ;

- Enfin, en ce qui concerne le LUXEMBOURG, son territoire, sauf la couverture du bassin industriel de LONGWY, n'a pour la conduite générale de la guerre qu'un intérêt secondaire, alors qu'initialement, le LUXEMBOURG couvre notre pénétration en BELGIQUE .

Bien entendu, nous devons être prêts à traiter ensuite sans tarder ces deux autres problèmes .

Signé : GAMELIN

P R O J E T

TRES SECRET

PROCES-VERBAL

DE LA REUNION DU COMITE DE GUERRE

DU 9 AVRIL 1940

Après un rapide examen de la situation générale résultant du déclanchement de l'attaque allemande sur le DANEMARK et la NORVEGE, il a été décidé ce qui suit :

I.- L'Amiral de la Flotte Commandant en Chef les forces maritimes a, en ce qui concerne l'ensemble des forces françaises, la direction des opérations jusqu'au moment où, les forces terrestres ayant débarqué, ce Commandement passera sur terre aux autorités terrestres, dans les conditions convenues avec les Britanniques .

Pour la conduite générale de la guerre, il y a le plus grand intérêt à réaliser le plus tôt possible l'occupation du port de NARVICK et à mettre la main sur les mines de GALLIVARE . L'Amiral de la Flotte s'efforcera d'activer les opérations dans ce sens en agissant auprès de l'Amirauté britannique .

.....

II.- En vue de reprendre l'initiative des opérations, la FRANCE doit s'efforcer d'obtenir de la BELGIQUE qu'elle comprenne tout l'intérêt qui s'attache pour elle à ce que le mouvement en avant de nos troupes précède l'attaque allemande .

Le Général Commandant en Chef les Forces Terrestres et le Général Commandant en Chef les Forces Terrestres Françaises sur le front du NORD-EST se sont déclarés prêts à entreprendre l'opération . Ils ont insisté sur la nécessité du secret, de manière à pouvoir devancer la réaction allemande, particulièrement sur le plan de l'aviation .

III.- En ce qui concerne la question des "mines fluviales", il a été entendu qu'elle n'était plus qu'une question accessoire et que le Général Chef d'Etat- ajor Général de la Défense Nationale, Commandant en Chef les Forces Terrestres, demeurait libre de la déclancher au moment opportun. dans le cadre des opérations générales ./.

Assistaient à la séance :

Monsieur le Président de la République,

Monsieur le Président du Conseil, Ministre des Affaires Etrangères

Monsieur le Ministre de la Défense Nationale et de la Guerre,

Messieurs les Ministres de la Marine, de l'Air et des Colonies.

.....

Le Général Commandant en Chef, Chef d'Etat-major général de la Défense Nationale, Commandant en Chef les Forces Terrestres ,

L'Amiral de la Flotte, Commandant en Chef les Forces aritimes Françaises,

Le Général Commandant en Chef les Forces Aériennes,

Le Général Commandant en Chef les Forces Françaises s r le Front du Nord-Est ./.

COMMANDEMENT EN CHEF
DES FORCES TERRESTRES
-:-:-:-:-:-:-:-:-:-
GRAND QUARTIER GENERAL

ETAT - MAJOR

2° BUREAU
-o-o-o-o-
-o-
2402/2FT

Général GAMELIN

Le 10 Avril 1940.

9

SECRET

COMPTE RENDU PARTICULIER

DE RENSEIGNEMENTS .

(HAVAS censuré du 9 Avril.)

Selon des informations que possède le D.N.B., le Ministère des Affaires Etrangères Allemand serait en possession de données précises concernant une tentative de sabotage de grande envergure émanant du service secret anglais.

Cette tentative devait être exécutée avec l'aide de militaires anglais sur le DANUBE.

Le 5 Avril, on eut connaissance que les remorqueurs Britania, Elisabeth, Danubia Shelle, King George, Scottland, Lord Byron, accompagnés de canots anglais rapides, ainsi qu'un bateau grec affrêté, le Dyonisia, trainant 4 barques et l'Albion trainant 5 barques, remontaient le cours du DANUBE.

Grâce à des indiscrétions commises par des membres anglais de l'équipage, les détails suivants ont été connus :

A bord des bâtiments anglais se trouvaient de grandes quantités de révolvers, des pistolets pour signaux, des grenades à mains, des mitrailleuses, des pièces d'artillerie de vaisseaux, des grenades marines, des mines et plus de 100 soldats spécialistes anglais camouflés en matelots et pourvus de passeports spéciaux, 5 officiers anglais, plusieurs officiers aviateurs, ainsi que du personnel technique de sections anglaises de dynamiteurs et de pionniers.

Le chargement était déclaré comme marchandise en transit. Le chef de l'expédition était l'un des dirigeants du service secret anglais, affecté en ROUMANIE et camouflé en "Vice Consul".

Cette expédition, organisée militairement dans tous ses détails, avait pour but de rendre le DANUBE impraticable, en certains endroits, pour le trafic commercial avec l'ALLEMAGNE, et d'empêcher par ce moyen le commerce entre les états du Sud-Est européen et l'ALLEMAGNE .....

.....

Les services de surveillance roumains, à la suite des détails qui avaient été révélés, arrêtèrent ces bateaux suspects, les amenèrent dans le port roumain de GIURGIU et les visitèrent.

Sur un seul des bateaux on trouva plus de 400 caisses plombées, déclarées comme marchandises en transit, contenant de grandes quantités d'explosifs hypersensibles.

Les bateaux était pourvus de mitrailleuses et de canons à tir rapide, devenant ainsi des bâtiments de guerre destinés à des opérations militaires.

Il résulte des ordres de service et des instructions trouvés à bord, qu'on avait l'intention, au cas où les dynamitages prévus seraient empêches par des garde-frontières ou des militaires d'un des états du Sud-Est, d'entreprendre des manoeuvres de débarquements et de poursuivre les opérations de sabotage en partant de cette base.

Certaines parties du rivage du DANUBE et de ses rapides "cataractes" devaient être dynamitées et les barques devaient être coulées dans le chenal.

(Havas censuré, frontière allemande, 8 Avril)

Gauchy

Le 12 Avril 1940.

COPIE

N° 37 F.M.F.O.

SECRET

et

PERSONNEL

L'Amiral de la Flotte F. DARLAN

Commandant en Chef des Forces Maritimes Française

à

Monsieur le Ministre de la Défense Nationale et la Guerre.

-:-

Monsieur le Président,

Dans sa lettre du 11 Avril 1940 que le Président du Conseil, Ministre des Affaires Etrangères vous a adressée en vous priant, de la porter à ma connaissance, le Président du Conseil, faisant état de l'entretien qu'il a eu le 10 Avril avec vous, le Général Commandant en Chef GAMELIN et moi même, expose les décisions qu'il a transmises à l'Ambassadeur de France à Stockholm.

Du strict point de vue technique, le résumé fait de ces décisions appelle de ma part les précisions suivantes :

I.- La bataille engagée en Norvège, dite "bataille du fer" est, certes, essentielle.

Nous ne sommes pas seuls à mener cette bataille, qui se déroule dans une zône de commandement britannique, et pour laquelle nous ne pourrions utilement agir sans la participation du gros des Forces maritimes britanniques : Narvik, "port du fer", est à 3.000 kilomètres de Brest, notre base navale la plus rapprochée.

L'étude faite en comité interallié, au courant du mois de Mars, a précisé le rôle dévolu à nos forces navales en cas d'action en Norvège. A la mission d'escorte des convois français, nous avons

...

ajouté sur la demande instante de l'Amirauté britannique la coopération effective d'un croiseur, de six contre torpilleurs, de trois torpilleurs, de nombreux sous marins dont la plupart étaient à la mer dès le 10 Avril en opérations avec la Home Fleet. A la prière de l'Amirauté britannique, je suis prêt à envoyer en Mer du Nord notre plus puissante force de haute mer: ce n'est d'ailleurs pas sans inconvénient à l'heure où des manifestations italiennes inquiétantes se produisent en Adriatique et où des rumeurs belliqueuses nous viennent d'Espagne.

Nous ne pouvons donc pas nous passer, pour l'opération envisagée, de la flotte anglaise ni de ses bases, et par suite nous ne pouvons prétendre assurer seuls la direction et le commandement navals de cette opération.

2.- Il ne m'apparaît pas que notre commandement ait été surpris par la "riposte allemande", et sans doute convient-il de rappeler à ce sujet que, vu le manque de discrétion des projets discutés dans les réunions interalliées, le commandement allemand ne pouvait ignorer notre décision : ses préparatifs étaient commencés depuis longtemps et ses navires de guerre étaient à la mer avant même que fût effectué le mouillage de mines envisagé.

La riposte allemande fut prévue par nous dès la décision prise en comité interallié, le 28 Mars : dès le 30 Mars je vous en signalais l'éventualité et je vous proposais d'y parer en réunissant d'urgence les moyens nécessaires à un corps expéditionnaire.

Le 2 Avril, je demandais au Général Commandant en Chef GAMELIN de bien vouloir me préciser l'importance des transports à effectuer et les délais qu'il convenait de respecter, et, une nouvelle compo-

.....

sition du corps expéditionnaire étant parvenue à ma connaissance le 5 Avril au matin, je signalais que pour tenir des dates prévues il était indispensable de réquisitionner le jour même (5 Avril) les navires (1 paquebot, 3 cargos) nécessaires.

Le Général Commandant en Chef GAMELIN ayant été informé le 5 Avril à 18 h. 45 que l'opération norvégienne allait être effectuée m'en avertit aussitôt et je donnais immédiatment l'ordre de réquisition.

Le 5 Avril au soir, le Haut Commandement britannique qui est le chef de l'expédition, nous informe que le premier convoi anglais ne pourra partir avant le 8 Avril ce qui, dans l'échelonnement établi, fait partir le premier détachement français du port d'embarquement le 16 Avril. On ne peut, en effet, accumuler devant un port des transports qui n'y peuvent débarquer leurs passagers : le port choisi ne pouvant -sans être embouteillé- recevoir à la fois plus de six navires, le Commandement britannique avait recommandé , pour la bonne marche de l'opération, que nous ne débarquions pas avant le 26 Avril.

Certes, le 8 Avril, "notre corps expéditionnaire et les vais-"seaux qui le transportent au lieu de se trouver massés au port "d'embarquement ou à proximité étaient dispersés et éloignés."

Nous ne pouvons nous permettre de garder immobilisés les navires de guerre et les bâtiments de commerce dans un port pendant de longues semaines : le ravitaillement de notre pays en matières essentielles nous l'interdit. La question avait d'ailleurs été posée le 15 Mars lors de la dislocation des moyens maritimes prévus pour la première expédition de Finlande. L'Amirauté française avait signalé qu'il lui fallait quinze jours pour regrouper les moyens né-

....

cessaires : le 18 Mars, la décision était prise par le Président du Conseil de libérer les navires réquisitionnés.

Les désirs formulés par le Président du Conseil quant à la date d'embarquement du premier échelon français se trouvent, dès à présent, réalisés : aujourd'hui 12 partira de Brest le 1er échelon, et les 12.000 hommes du deuxième échelon embarqueront aux dates prévues par le plan d'opérations.

Mais, "quelles que soient les méthodes les plus audacieuses "mises en oeuvre" il faut compter 27 navires pour transporter une division. Je ne connais pas de moyens pour réunir instantanément 81 navires aptes aux transports pour jeter trois divisions sur le sol norvégien. L'examen de cette situation, fait le 10 Avril 1940 au cours d'un entretien dans le bureau du Président du Conseil, a d'ailleurs abouti à cette conclusion qu'il convenait de s'en tenir à la réquisition de 20 navires. J'ai ajouté qu'il fallait compter dans ces conditions sur le transport d'une division par mois.

Je ne puis que remercier le Président du Conseil de la confiance qu'il veut bien avoir sur ma pleine conscience des énormes responsabilités qui pèsent sur l'Amiral de la Flotte: l'action -efficace- de nos Forces Maritimes depuis sept mois de guerre aurait suffi, à défaut de réflexion, pour mesurer ces responsabilités. Connaissant les moyens dont je dispose et la limite de ceux que je puis demander, je peux savoir quelles sont nos possibilités et mettre en oeuvre, avec le maximum d'intensité, nos Forces maritimes pour une opération déterminée. C'est ce qui a été fait jusqu'ici, en particulier pour l'opération norvégienne dont, depuis douze jours je n'ai cessé de prévoir le développement.

Signé : F. DARLAN.

Dokument Nr. 38

COMMANDEMENT EN CHEF
DU THÉATRE D'OPÉRATIONS DE
MÉDITERRANÉE ORIENTALE

ÉTAT-MAJOR

3e BUREAU

N° 538/3.S

SECRET

S. P 601, le 17 Avril 1940

Le Général d'Armée WEYGAND,
Commandant en chef le Théâtre d'Opérations de
Méditerranée Orientale,

- *à Monsieur* le Général Commandant en Chef GAMELIN,
Commandant en Chef les Forces Terrestres.

- à Monsieur le Général Commandant en Chef VUILLEMIN
Commandant en Chef les Forces Aériennes.

Au point où en est arrivée la préparation d'une opération de bombardement des régions pétrolifères du Caucase, il est possible d'évaluer le délai au bout duquel cette opération est executable.

Conditions politiques: Aucun délai n'est à prévoir de ce fait, l'entreprise ne devant être l'objet d'aucun accord, d'ailleurs impossible à réaliser, avec les Turcs. L'Ambassadeur de France en Turquie a indiqué au Gouvernement comment se presente exactement le roblème. Il ne peut être question actuellement ni d'autorisation de survol, encore moins de terrains tremplins en territoire turc, ni d'aide d'aucune sorte. Les approvisionnements de toute nature seront transportés par la voie ferrée ALEP-NISSIBINE, sans démarche préalable, sur la partie de cette voie empruntant le territoire turc, nos accords antérieurs nous donnant à ce sujet toute latitude.

Dans l'évaluation des delais interviennent:

a)- la mise en état des terrains: très peu de travaux à faire en cette saison; estimée à 15 jours.

../.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA DÉFENSE
État-Major du Vice-Président
Arrivé le 21 AVR 1940
N° d'enregistrement 11996
Classement DN

b)- les travaux à exécuter sur la voie-ferrée et pour l'approvisionnement des dépôts (aiguilles, voies, réseaux de fil de fer); durée: 15 à 20 jours.

c)- le transport de l'essence, des munitions, des troupes et de leurs trains, réclament pour les forces françaises 56 trains, ce qui, à raison de 4 marches par 24 heures, porte le délai à 15 jours; autant à prévoir pour les troupes anglaises. C'est-à-dire 30 jours en tout.

au total, en tenant compte que a) et b) sont exécutés en même temps: 45 à 50 jours au minimum sont nécessaires, sous la réserve que le matériel de voie ferrée et les approvisionnements britanniques et français arrivent sans retard.

En dehors de ces délais, il faut tenir compte de ceux qui sont indispensables à la mise en état àt à l'arrivée des unités de bombardement.

En ce qui concerne les unités françaises, aucune n'est pour le moment à pied d'oeuvre. Il est probable que le Groupe Farman de bombardement de nuit, en service depuis longtemps, pourra y arriver rapidement. Mais, d'autre part, le Groupe de bombardement faisant partie de l'aviation du Levant commence seulement à recevoir les appareils Gleen-Martin; et d'après les instructions mêmes du Haut Commandement de l'Air, deux mois et demi à trois mois sont indispensables pour former les pilotes et les mettre en état de prendre part à une opération de Guerre dans laquelle le rendement maximum doit être tiré du matériel. Il est probable que les autres groupes de Gleen-Martin attendus de la Métropole ou de l'Afrique du Nord sont dans des conditions à peu de chose près analogues.

Le Vice-Air-Marshal, Commandant l'Aviation Britannique dans le Middle-East, interrogé sur les délais qu'il estimait nécessaires, a été fort embarrassé pour répondre ../

n'ayant lui-même pas encore reçu ses avions.

: Il faut ajouter que ces évaluations ne tiennent aucun compte de l'étude technique de l'opération de bombardement qui comporte la prise de photographies, le choix des objectifs ainsi que des bombes les plus appropriées, les aménagements à exécuter sur les avions, toutes choses qui peuvent encore avoir une influence sur le délai de préparation.

Il est donc prudent de n'escompter une exécution possible que pour la fin du mois de Juin ou le début du mois de Juillet, surtout si l'on tient compte de la nécessité absolue de ne l'entreprendre que lorsque tout sera au point, afin d'obtenir des résultats décisifs avec toute la puissance et le plus de rapidité possibles. Une telle opération ne devrait durer que quelques jours et consister en des bombardements massifs des points dont la destruction ou l'incendie aura été reconnu comme le plus efficace.

Ce délai est d'ailleurs nécessaire à la Turquie, comme l'a signalé Monsieur MASSIGLI, pour qu'elle se mette, pendant qu'il s'écoulera, en état de faire face à toute réaction ennemie qui pourrait se produire contre elle à la suite de ces bombardements./.

Le Général Commandant en Chef
le Théâtre d'Opérations de
Méditerranée Orientale

Comité en Chef du Théâtre d'Opérations de Méditerranée Orientale
LE GENERAL

E.M. TOMO
SECTION du COURRIER
18 AVR. 1940
Sortie le ____ N° 2975/

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

SC
DÉCHIFFREMENT

RÉSERVÉ

TÉLÉGRAMME A L'ARRIVÉE

DUPLICATA bis

53

ANKARA, le 25 AVRIL 1940 à 2 h. 13
Reçu le 25 AVRIL 1940 à 6 h. 40

N° 796

CONFIDENTIEL

Ainsi que j'en ai déjà rendu compte à mon passage à Paris le Président de la République avait lors de mon départ attiré mon attention sur les retards importants qui se produisaient dans les livraisons de matériel de guerre et il avait souligné la nécessité dans les circonstances actuelles de remédier rapidement à cette situation.

Les précisions que m'a fournies, sur ma demande notre Mission Militaire m'obligent à constater que les (mot passé) de M. INONU sont fondées.

Pour ne citer que .....

MASSIGLI

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

DÉCHIFFREMENT

TÉLÉGRAMME A L'ARRIVÉE

DUPLICATA

RÉSERVÉ

ANKARA, le 25 Avril 1940 à 2 h. 11

Reçu le 25 à 8 h. 40

N° 797

..... les cas les plus notables.

1° - 200 fusils-mitrailleurs avec 2.000.000 de cartouches devaient être fournis mensuellement (à partir) de Janvier 1940; au 21 Avril il n'avait été livré que 400 fusils et 3.500.000 cartouches.

2° - 350 canons anti-chars de 25 m/m devaient être livrés avant la fin d'Avril 1940; il n'en a été livré que 190.

3° - 50 mortiers B(rand)t de 81 devaient être fournis mensuellement à partir de Janvier 1940; il n'en a été fourni au total que 100.

.....

MASSIGLI

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

DÉCHIFFREMENT

RÉSERVÉ

TÉLÉGRAMME A L'ARRIVÉE

DUPLICATA bis

M

ANKARA, le 25 avril 1940 à 2 h. 15

reçu le 25 à 8 h. 25

n° 798

.....

4° Il a été livré 24 mitrailleuses de 25 contre avions au lieu de 40.

5° Un million de granades à mains devraient être fournies avant la fin avril; la livraison effectuée dépasse à peine 500.000.

6° Deux bataillons de chars d'assaut R 35 étaient promis avant la fin de mars ; un seul bataillon a été livré.

7° Cinq cents camionnettes (devaient) être livrées au cours de l'année 1940; aucune livraison n'a encore eu lieu.

8° 400.000 masques à gaz étaient à fournir avant la fin d'avril ; il en a été livré à peine 75.000.

9° Pour les matériaux .....

MASSIGLI

7045-40 (9)

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

DÉCHIFFREMENT

TÉLÉGRAMME A L ARRIVÉE

DUPLICATA bis

J

V

RÉSERVÉ ANKARA, le 25 avril 1940 à 2 h. 22

reçu le 25 à 8 heures.

N° 799

.....detransmissions dont la fourniture devait être temminée à la (fin) de ce mois, les retards sont encore plus considérables.

Je n'ai pas besoin de souligner combien les conséquences de cette situation pourraient être déplorables si la guerre gagnait maintenant la Méditerranée.

(Sans) même envisager cette hypothèse extrême et alors que la collaboration de la Turquie nous est indispensable pour donner plus de cohésion sur le (plan) militaire comme sur le (plan) politique aux (peuples) (del')entente (,) nous ne saurions perdre de vue que la résolution turque sera.....

MASSIGLI

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

DÉCHIFFREMENT

TELEGRAMME A L'ARRIVÉE

DUPLICATA bis

J

RÉSERVÉ

V

ANKARA, le 25 avril 1940 à 2 h. 11

reçu le 25 à 7 h. 10

N° 800

.....dans une large mesure fonction de la confiance que ce Pays aurait dans sa force. Au surplus M. Sa(raco)glou avait produit à Belgrade (une)(forte) impression sur ses collègues Balkaniques en leur affirmant que la Turquie recevait des Alliés tout le concours en matériel qu'elle avait sollicité ; il serait extrêmement fâcheux qu'il eut prochainement à leur avouer que ce tableau optimiste ne répond plus à la réalité.

N'oublions .....

MASSIGLI

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

DÉCHIFFREMENT

TÉLÉGRAMME A L'ARRIVÉE

DUPLICATA bis

V

ANKARA, le 25 avril 1940 à 2 h. 11

RÉSERVÉ

reçu le 25 à 8 h. 15

N° 801

.....pas enfin que la valeur de l'armée turque sera d'autant plus grande qu'avant l'épreuve elle aura disposé de plus de temps pour se familiariser avec les nouveaux matériels (2gr.fx).

Je demande instamment qu'un effort soit fait pour remédier sans délai à un état de choses que les difficultés des transports ne suffisent pas à expliquer (;) d'autre part (le) (développement) de notre (fabrication) (sur lequel) M. le Ministre de l'Armement avait bien voulu me fournir des précisions, (1gr.fx) de toute justification./.

TRÈS SECRET

à Churchill

L'expédition de NORVEGE a échoué essentiellement parce que personne n'a commandé.

Pendant quelque temps, c'est le "War Cabinet", se réunissant comme un Conseil d'Administration qui a pris des décisions à un rythme beaucoup trop lent, et sans vouloir courir le moindre risque, comme dans une affaire industrielle ou commerciale.

Actuellement, c'est un "Comité" de représentants du War Office, de l'Amirauté, de l'Air Ministry qui prend les décisions.

Ni le Général anglais MASSY (dont on a parlé à un moment) ni le Général français AUDET n'ont l'air de commander.

Nous ne savons rien de ce qui se passe à NARVICK.

Il faut un Chef et un seul dans cette expédition.

TRÈS SECRET

Exemplaire N° 3

REUNION DU COMITE DE GUERRE

du 26 Avril 1940

au PALAIS DE L'ELYSEE à 15 Heures .

Etaient présents :

M. le Président de la République .

M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires Etrangères .

M. le Ministre de la Défense Nationale et de la Guerre .

M. le Ministre de la Marine .

M. le Ministre de l'Air .

M. le Ministre des Colonies .

M. le Général Commandant en Chef, Chef d'Etat-Major Général de la Défense Nationale .

M. l'Amiral de la Flotte Commandant en Chef les Forces Maritime. Françaises .

M. le Général Commandant en Chef les Forces Aériennes .

M. le Général Chef d'Etat-Major Général des Colonies .

M. le Général Comman ant en Chef le Théâtre d'Opérations du Nord-Est .

M. le Général Secrétaire Général du Conseil Supérieur de la Défense Nationale .

TRÈS SECRET

SEANCE DU COMITE DE GUERRE

du 26 Avril 1940 .

Le Président du Conseil expose le but de la réunion : examen de la situation en Norvège .

Les Allemands ont réussi à mettre la main sur les points importants . Les débarquements des Alliés sont difficiles . Les Norvégiens sont frappés .

Le prestige des Alliés est engagé .

Cependant les Anglais étaient prévenus depuis longtemps, puisque c'est le 28 Mars que l'opération a été décidée .

Ils ne voulaient pas la faire, remarque le Ministre de la Défense Nationale et de la Guerre .

Le Président du Conseil ajoute qu'on aurait dû faire un effort massif sur TRONDJHEM . Il demande au Général GAMELIN comment il juge la situation .

Le Général GAMELIN fait connaître que les Allemands ont fait la jonction de leurs forces d'OSLO et de celles de TRONDJHEM.

Le Général LELONG lui a fait savoir que les Anglais avaient l'intention de réembarquer leurs troupes destinées à l'attaque de TRONDJHEM .

Le Général GAMELIN expose qu'evidemment la situation est difficile, en particulier à cause des attaques de l'aviation allemande, mais que les troupes débarquées à NAMSOS (Nord de TRONDJHEM) paraissent pouvoir résister . Il serait d'ailleurs possible d'organiser une ligne de communication et de retraite, si c'est nécessaire, le long de la côte dont les principaux points seraient à tenir .

.....

Il juge déplorable le projet de réembarquement anglais et, pour tenter de s'y opposer, demande au Comité l'autorisation de se rendre à LONDRES, où il a envoyé déjà le Général MITTELHAUSER, pour convaincre les Britanniques. Il demande en outre au Gouvernement d'appuyer son action dans ce sens .

Réponse affirmative du Comité .

Le Président du Conseil dit que, dans ce terrain montagneux, la lutte peut revêtir le caractère d'une guerilla ; il s'agit de couper les routes et d'offrir des îlots de résistance .

Continuant son exposé, le Général GAMELIN précise la situation .

Dans la région de NAMSOS, l'ennemi tient la route NAMSOS-TRONDJHEM . Nous avons là 3 Bataillons de Chasseurs, auxquels s'ajoute 1 Brigade anglaise de 3 Bataillons, - en tout 6.000 hommes .

Le port a été très endommagé par l'aviation allemande: les hommes ont pu débarquer, non le matériel lourd . Un des bateaux anglais transportant du matériel anti-aérien a été coulé .

L'opération montée contre TRONDJHEM était logique : son plan consistait à monter trois attaques concentriques, l'une partant du Nord, une autre partant du Sud, la 3e par la passe même . Elle n'a pu s'exécuter entièrement ; seule, l'attaque par le Nord, venant de NAMSOS a été dessinée, mais arrêtée par les Allemands .

Dans .....

Dans la région de NARVIK, la situation est sans changement . Les renseignements sont peu nombreux et incertains.

Il y a lieu de remarquer que les effectifs ennemis avaient été embarqués sur des bateaux de commerce et camouflés . Ils avaient échappé à l'Intelligence Service .

Le Général GAMELIN n'a jamais cessé d'insister pour la continuation et l'intensification des opérations . Le 29 mars matin, il avait attiré l'attention du Général IRONSIDE sur la nécessité d'avoir toute prête une occupation rapide des ports norvégiens . Il a signalé la même chose à M. WINSTON CHURCHILL lors d'un voyage de ce dernier à PARIS .

Le Président du Conseil demande quelle est l'organisation du Commandement .

Le Général GAMELIN répond que le Général anglais MAKESY commande à NARVIK, le Général anglais CARTON de WIART à NAMSOS . Le Général MORGAN Commandant la Brigade anglaise débarquée au Sud de TRONDJHEM exerce le commandement dans cette région - à la place du Général français AUDET qui, dans l'esprit du Général GAMELIN devait prendre le commandement dans cette région mais qui a été débarqué à NAMSOS . C'est le Général MASSY qui commande l'ensemble .

Le Président du Conseil et le Ministre de la Défense Nationale et de la Guerre regrettent qu'un Commandant en Chef n'ait pas été désigné pour coordonner les actions terre, marine, air .

Le Général GAMELIN fait connaître que le Général MITTELHAUSSER, doublé du Général LEDGNO (tous deux connaissant

.....

particulièrement la guerre de montagne) est à LONDRES .

Sur une question du Président du Conseil, l'Amiral de la flotte DARLAN donne des précisions sur les effectifs français présentement débarqués : 4.000 h. à NARVIK, 4.200 à NAMSOS . Les débarquements sont difficiles à NAMSOS où ils doivent s'exécuter de nuit .

Aujourd'hui partent de BREST à destination de LA CLYDE, base demandée, 4.400 h. de la D.C.A. et 1 porte-avion.

Il attire l'attention du Comité sur le fait que l'attaque de TRONDJHEM peut se faire par mer .

Le Président du Conseil demande si des transports ne pourraient pas être effectués par avions commerciaux .

Le Général VUILLEMIN répond qu'il a envoyé un officier étudier la question sur place .

Le Ministre de l'Air ajoute qu'il ne dispose, pour cette opération, que d'un nombre très limité de BLOCH 220 .

Le Ministre de la Défense Nationale et de la Guerre dit que nous sommes en avance sur les dates fixées par les Anglais et que LA CLYDE est bondée d'hommes .

Le Président de la République demande combien les Anglais ont d'hommes en Norvège actuellement .

Le Général GAMELIN répond qu'ils en ont 15.000 .Ils ont prévu un chiffre total de 100.000 . De notre côté, nous prévoyons une force de plus de 40.000 h. Ces chiffres représtent un maximum. Les Britanniques peuvent déjà enlever 2

.....

Divisions du Front de France ou ils en ont 5 .

Cette mesure ne soulève pas d'objection de la part du Général GEORGES .

Quant à nous, l'effectif progressif du Corps expéditionnaire demeure d'une part commandé par les possibilités de transport et d'entretien dont les Marines sont juges et particulièrement la Marine britannique . D'autre part, nous ne saurions a priori dépasser le chiffre de plus de 40.000 donné plus haut . Le théâtre de France demeure le théâtre principal et il faut des effectifs suffisants, non seulement pour tenir le front, mais pour alimenter la bataille . En outre, nous ne pouvons affecter à des opérations en Pays Scandinave aucune troupe indigène, non seulement au point de vue moral, mais à cause du climat .Au point de vue du matériel, la constitution même de nos Divisions à équipages hippomobiles ne se prête pas à leur emploi en Scandinavie . Nos Divisions motorisées, dont le nombre est juste suffisant en France, ne peuvent, au surplus, s'employer que dans les pays où le réseau routier est dense . Il a fallu équiper d'une façon spéciale les Divisions légères envoyées . Nos ressources en matériel dans ce domaine sont limitées : les troupes anglaises sont, à cet égard, mieux équipées que les nôtres . Enfin, s'il s'agit de se porter en Belgique pour livrer une bataille à peu près en terrain libre, les troupes françaises y sont beaucoup plus aptes que les Britanniques . De plus, les troupes françaises sont les seules aptes à défendre les Alpes, s'il le faut .

Pour ces raisons, c'est aux Anglais à fournir l'effort principal, d'autant que l'opération est à base de leur marine et de leur aviation .Tout au plus pouvons-nous envisager pour le moment de fournir une ou deux Divisions légères de plus .Au surplus

.....

il faut les soutenir moralement, les aider à organiser le commandement, leur donner "la méthode et du oran" .

Résumant le débat, le Président du Conseil souligne l'importance, matérielle et morale, de la continuation de la lutte, de l'organisation du commandement et dit que, comme l'avait indiqué le précédent Comité de Guerre, il faut, même au prix de sacrifices, mettre la main sur TRONDJHEM .

Déclaration du Ministre de la Marine dans le même sens.

Reprenant la proposition du Général GAMELIN, le Président du Conseil propose au Comité d'envoyer le Général GAMELIN à LONDRES avec mission d'attirer, de la façon la plus pressante l'attention du Commandement britannique sur les points suivants :

- Décision de poursuivre les opérations en Norvège .
- Nécessité d'organiser le Commandement .
- Avec la coopération des forces navales et aériennes, préparation de l'attaque de TRONDJHEM .

Accord unanime du Comité .

Le Général GAMELIN part immédiatement pour LONDRES .

\+

\+ \+

Le Comité de Guerre examine ensuite la question d'éventuelles opérations dans la région du Caucase et dans les Balkans .

En .....

En ce qui concerne ce dernier théâtre, le Président du Conseil dit que, d'accord avec le Général WEYGAND, le Général JAUNEAUD a étudié l'établissement de plates-formes pour Aviation en Roumanie et en Grèce . Les études préliminaires ont abouti à des prévisions de 10 millions en ce qui concerne la Roumanie, 15 pour la Grèce . Le Général JAUNEAUD doit poursuivre les études et travaux sur place .

Le Président de la République ayant fait remarquer que ce voyage serait peut-être spectaculaire et qu'il vaudrait mieux envoyer dans les deux pays en question un officier de l'Etat-Major du Général JAUNEAUD, M. LAURENT EYRAC déclare que ce sera ou l'Attaché de l'Air ou un Officier en civil de l'Etat-Major du Général .

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

AMPLIATION M.D

EN CLAIR PAR TELEIMPRIMEUR.

TÉLÉGRAMME AU DÉPART

PARIS, le 26 Avril 1940 à 20 h. 30

RÉSERVE CABINET.-

AMBASSADEUR FRANCAIS LONDRES 1443

U R G E N T . S E C R E T .

Veuillez transmettre d'urgence à M. Neville CHAMBERLAIN le message suivant de M. Paul REYNAUD:

Mon Cher Premier Ministre,

Le Comité de Guerre vient de se réunir.

Nous avons été unanimes, après un examen de la situation actuelle en Norvège, à nous ranger aux conclusions suivantes :

1°) L'évacuation de la région de Trondjhem aurait des conséquences très graves tant au point de vue moral que matériel. Il ne faut pas s'y résigner.

Sans parler de la perte de prestige des Alliés aux yeux de leur propre opinion publique, l'attitude des neutres, grands et petits, serait sans nul doute profondément influencés par cet échec.

La Suède, en particulier, ne pourrait plus croire à l'efficacité et à la promptitude d'un secours éventuel des Alliés. Elle deviendrait une proie facile pour la diplomatie du Reich. Elle en viendrait à défendre contre nous son minerai de fer et, ainsi, Narvik même deviendrait inutile.

Les Français, en ce qui les concerne, ne procèdent pas à cette évacuation.

156-J. 7036-39 (9).

M.D.

V

AFFAIRES ETRANGÈRES

TÉLÉGRAMME AU DÉPART

AMPLIATION

EN CLAIR

2°) Nous ne considérons pas que la prise de Trondjhem soit impossible, à condition de combiner un effort naval (l'artillerie d'un vieux cuirassé entrant dans le fjord) et un effort aérien massif.

Nous pensons que nous disposons d'un délai très bref pour tenter l'opération dans des conditions acceptables.

3°) Je crois, d'autre part, que vous serez d'accord avec moi sur la nécessité de confier à un seul homme toutes responsabilités et tous pouvoirs pour la conduite des opérations sur le théâtre scandinave. Il faut que cet homme ait une personnalité capable d'assurer, le jour venu, le commandement unique des forces alliées, norvégiennes et suédoises.

4°) Il faut multiplier nos envois d'hommes et de matériel, DCA, artillerie, chars.

Si les possibilités actuelles de débarquement sont plus faibles que les possibilités de transport, utilisons ces transports à masser en Ecosse tout ce que nous pourrons envoyer.

Dans la situation grave où nous nous trouvons, je suis sûr que vous penserez comme moi que ces deux vérités doivent être présentes à nos esprits :

Il faut voir grand ou renoncer à faire la guerre,

Il faut agir vite, ou perdre la guerre.

Veuillez agréer, Mon Cher Premier Ministre, l'assurance de mes sentiments les plus amicaux./.

Paul REYNAUD

Veuillez communiquer également au Général GAMELIN le texte du message ci-dessus./.

36-J. 7063-40. (9)

Dokument Nr. 43

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

DÉCHIFFREMENT

TÉLÉGRAMME A L'ARRIVÉE

DUPLICATA bis

RÉSERVÉ

SP

N° 1517

LONDRES, le 26 Avril 1940 - 23 heures

reçu le 26 Avril à 23 h.25

RESERVE -RIGOUREUSEMENT SECRET

Aussitôt descendu d'avion, le général Mittelhauser a été mis au courant par le Commandant de l'Etat-Major impérial des conclusions auxquelles est arrivé ce matin le Cabinet de Guerre en ce qui concerne l'expédition de (Trondhjem. En présence de l'avance rapide réalisée au cours de ces deux derniers jours par les forces allemandes (et en l')absence de tout travail de destruction et de toute résistance sérieuse de la part des Norvégiens, en présence des (attaques) constantes et de la puissance accrue de l'aviation allemande, le Gouvernement anglais estime que les opérations prévues (contre) Trondhjem sont vouées à un échec certain et qu'il est préférable d'envisager dès à présent le retrait des.....

CORBIN

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

DÉCHIFFREMENT

H

RÉSERVÉ

TÉLÉGRAMME A L'ARRIVÉE

DUPLICATA bis

SP

N° 1518

LONDRES, le 26 Avril 1940 - 23 h.35

reçu le 26 avril à 23 h.55

..... contingents alliés débarqués dans les environs.

Je me suis rendu chez le Sous-Secrétaire d'Etat permanent au Foreign Office pour lui annoncer la visite à Londres du Général commandant en chef et j'ai demandé pour ce dernier une entrevue immédiate avec le Premier Ministre et avec le Premier Lord de l'Amirauté.

J'ai exprimé en même temps ma profonde surprise de la décision soudaine du Cabinet de Guerre. Je n'ai pas caché à mon interlocuteur l'impression désastreuse qu'elle allait produire à Paris et j'ai appuyé sur les conséquences incalculables qu'elle entraînerait non seulement au point de vue de la Scandinavie que nous pourrions considérer désormais comme perdue pour notre influence, mais au point de vue de tous les autres Etats neutres,.....

CORBIN

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

DÉCHIFFREMENT

E

TELEGRAMME A L'ARRIVÉE

DUPLICATA bis

D

RÉSERVÉ

N° 1519 SP

LONDRES, le 26 Avril 1940 - 23 h.35

reçu le 26 Avril à 23 h.55

..... en particulier dans les Balkans, où tout le monde suit anxieusement les péripéties de la partie qui s'est engagée entre les Alliés et l'Allemagne. J'ai ajouté qu'il ne fallait se faire aucune illusion sur les effets qu'une pareille retraite, décidée avant même de livrer bataille, allait avoir sur l'attitude de l'Italie. Ainsi nous risquons de nous trouver paralysés en Méditerranée, coupés de nos Alliés éventuels et frappés au surplus d'un discrédit qui se propagera bien au delà de l'Europe et qui pèsera sur l'honneur même des armes alliées. Sir A. Cadogan n'a pas contredit ces arguments. (Il m'a) assuré que ces différentes considérations n'avaient pas échappé au Cabinet.....

CORBIN

300

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

DÉCHIFFREMENT

TÉLÉGRAMME A L'ARRIVÉE

DUPLICATA bis

J RÉSERVÉ **S P** D

LONDRES , le 26 avril 1940 à 23 h.

reçu le 26 à 23 h. 25

N° 1520

.....de guerre ; mais qu'elles n'avaient pas modifié sa détermination en raison de l'impossibilité pratique de s'opposer aux attaques aériennes allemandes, qui entravent les débarquements de troupes et de matériel Comme je lui parlais d'une tentative navale pour forcer le fjord de Trondjem, suivant le plan initialement prévu par les Etats-Majors Alliés, il m'a répondu que ce projet n'avait pas été perdu de vue, mais qu'on y avait finalement renoncé, parce que même si l'opération devait réussi r(,) il serait vain de compter pouvoir se maintenir à Trondjem (tant que) les Allemands disposeraient des .....

CORBIN

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

DÉCHIFFREMENT

TÉLÉGRAMME A L'ARRIVÉE

DUPLICATA bis

RÉSERVÉ

S P.

D

LONDRES, le 26 avril 1940 à 23 heures.

reçu le 26 à 23 h. 45

N° 1521

.....facilités que leur assure la possession de tous les champs d'atterissage disponibles en Norvège. On évalue à plus de 600 le nombre des avions de combat allemands qui opérent en Norvège, sans parler des appareils de transport. En outre, il semble que l'ennemi ait réussi à installer ou à rétablir des batteries côtières le long du fjord de Trondjheim qui rendraient l'attaque navale très aléatoire.

Sir A. Cadogan a ajouté que si le Général Gamelin pouvait suggérer d'autres dispositions qui nous permettent de remédier à l'infériorité où nous sommes alles seraient examinées avec le plus grand empressement./

CORBIN

Dokument Nr. 44*)

ÉSERVÉ - SECRET

NEUVIEME REUNION DU CONSEIL SUPREME.

(Londres, 27 avril 1940).

Assistaient à la séance:

du côté anglais:	du côté français:
Mr. Neville Chamberlain.	S.E. M. Reynaud.
Lord Halifax.	M. Daladier.
Mr. Winston Churchill.	M. Campinchi.
Sir Samuel Hoare.	M. Laurent Eynac
Mr. Oliver Stanley.	M. Corbin.
Sir Dudley Pound.	Général Gamelin.
Sir Edmund Ironside.	Amiral Darlan.
Sir Cyril Newall.	Général Vuillemin.
Sir Alexander Cadogan.	Général Mittelhauser.
Sir Edward Bridges.	Général Lelong.
Colonel Hollis.	Général Decamp.
Captain Berkeley.	Capitaine de Vaisseau Auphan.
	Lieutenant-Colonel Villelume
	Lieutenant-Colonel Poidenot.
	Capitaine Chollat-Traquet.
	Commissaire Principal Fatou
	Lieutenant de Margerie.
	M. de Charbonnière.

S.E. le Comte Raczynski.

S.E. M. Colban.

*) Der hier im Faksimile wiedergegebene Dokumententeil entspricht dem auf Seite 100 abgedruckten Auszug.

Après avoir souhaité la bienvenue aux représentants français et rappelé que les dernières délibérations du Conseil Suprême, tenues le 22 et le 23 avril, avaient fait apparaître un accord complet des deux gouvernements en ce qui concerne les mesures à prendre en Norvège, M. Neville Chamberlain indique qu'il désire expliquer brièvement les circonstances qui ont depuis lors complètement modifié la situation et dont M. Corbin a dû d'ailleurs informer le Gouvernement français.

Les Alliés étaient parvenus à débarquer environ 13.000 hommes, y compris la 1° section du contingent de chasseurs alpins, à Namsos et à Andelsnes sans la perte d'un seul homme. Sur le front sud, un détachement avait pu pousser jusqu'à Lillehammer et entrer en contact avec les Norvégiens. Sur le front nord, les contingents anglais avaient atteint Steinkjer. Ces mouvements s'étaient effectués sans rencontrer de résistance ennemie.

Les plans mis sur pied prévoyaient le renforcement régulier de ces deux groupes et l'on espérait pouvoir exécuter une manoeuvre d'encerclement sur Trondhjem, prendre la ville entre les tenailles des deux armées et finalement s'en emparer.

Avant son départ pour Paris lundi dernier, le Premier Ministre avait appris qu'une attaque aérienne avait été effectuée le samedi précédent sur Namsos et que la ville et la tête de ligne de chemin de fer avaient été

détruites. Ces nouvelles avaient vivement préoccupé le Gouvernement anglais, mais, au cours de la même journée, celui-ci avait reçu deux autres communications, d'un caractère nettement plus encourageant. La première était un appel à l'aide du Commandant allemand de Trondhjem, intercepté par les autorités anglaises. La deuxième était l'annonce que le transport "Ville d'Alger" s'était représenté devant Namsos et avait pu débarquer les troupes qui étaient à son bord. Le Gouvernement britannique en avait déduit que le premier rapport concernant le bombardement du samedi avait été probablement exagéré.

A ce moment la situation paraissait donc être la suivante: un certain revers avait été subi à Namsos. Mais Andelsnes n'avait pas été sérieusement bombardée. Autrement dit, au nord de Trondhjem, notre avance marquait un temps d'arrêt, mais au sud la situation semblait évoluer d'une manière satisfaisante.

M. Neville Chamberlain et ses collègues avaient toujours considéré que l'affaire de Norvège était pleine de risques et de périls. Ils n'avaient jamais pensé que son succès fût assuré. Au cours du dernier Conseil Suprême, l. Chamberlain lui-même avait noté que les Alliés ne pouvaient espérer renforcer leurs troupes en Norvège à un rythme aussi rapide que les Allemands. Le Premier Lord de l'Amirauté avait, de son côté, exprimé de sérieux avertissements en ce qui concerne l'avenir de l'expédition, et il avait déclaré qu'il ne fallait pas se dissimuler que l'opération était extrêmement hasardeuse.

Néanmoins, à ce moment, on n'éprouvait à Londres aucune inquiétude sérieuse. On s'apprêtait à mettre à exécution les plans prévoyant le débarquement de nouveaux contingents et l'envoi de matériel, notamment de batteries anti-aériennes. Un malheureux accident s'était bien produit: le torpillage d'un bateau transportant du matériel de transport et des canons Bofors destinés à Andelsnes, mais on avait toujours pensé qu'il y aurait quelque accident de temps à autre et on ne s'était pas frappé outre mesure de celui-là.

Malheureusement, la situation n'a pas tardé à empirer très rapidement. Le même soir, on a appris à Londres que la colonne du Général Carton de Wiart s'était heurtée à des forces allemandes et avait dû se retirer avec des pertes considérables. Le rapport indiquait que les Anglais avaient agi seuls et sans se tenir en liaison avec les contingents français qui avaient également débarqué à Namsos. Des rapports ultérieurs expliquèrent que les Anglais s'étaient portés en avant à peine débarqués tandis que les Français avaient été dans l'incapacité de les rejoindre à cause du bombardement du 20 qui avait détruit une partie de leur matériel et de leurs stocks de munitions.

Puis vint la nouvelle de bombardements aériens répétés sur le front sud. Puis la nouvelle, encore plus inquiétante, d'après laquelle la brigade qui avait poussé jusqu'à Lillehammer avait dû se retirer devant des forces allemandes puissamment armées et en particulier abondamment pourvues d'artillerie et de tanks. Enfin, l'on

sut que d'importantes forces allemandes s'avançaient le long de la ligne orientale de chemin de fer qui unit Oslo à Trondhjem. Sur cette ligne, elles étaient parvenues à couvrir 70 kilomètres en quarante-huit heures.

Tous les rapports reçus de Londres soulignaient les effets destructeurs des bombardements aériens auxquels les Allemands procédaient d'une manière constante et l'avantage énorme que leur conférait leur supériorité aérienne. Cette supériorité s'affirmait parce que les Anglais étaient dans l'impossibilité d'amener leur aviation de chasse en Norvège. Ils ne disposaient pas en effet de terrains d'atterrisage où se ravitailler. Tout ce que pouvait faire la Royal Air Force c'était d'aller chaque nuit bombarder, avec des forces considérables, les aérodromes de Stavanger, d'Oslo ou d'Aalborg, celui-ci étant, comme on le sait, la base de départ des avions-transports de troupes allemandes.

Ces attaques n'ont pas été sans donner dè résultats. D'importants dommages ont été causés aux aérodromes et de nombreux appareils ennemis ont été détruits. Mais il faut bien se rendre compte que le nombre d'avions de bombardement que les Allemands utilisent en Norvège représentent à peine le dixième de leurs forces totales, les 9/10èmes restant tranquillement en Allemagne. Au contraire, l'aviation britannique doit utiliser presque la totalité de ses forces et elle subit chaque jour des pertes qui, si elles sont assez faibles pour chaque opération, n'en finissent pas moins, lorsqu'on les additionne, par faire un total qui

devient préoccupant.

Autrement dit, il est devenu de jour en jour plus clair que des opérations qui, pendant la dernière guerre, auraient été relativement simples, se heurtent aujourd'hui à des difficultés presque insurmontables du fait des attaques aériennes dirigées non pas tant contre les troupes elles-mêmes que contre leurs bases. Ce matin encore, le Gouvernement anglais a appris qu'un bombardement d'Andelsnes avait atteint la dernière jetée intacte du port et que celle-ci avait été sinon complètement détruite, du moins sérieusement endommagée.

C'est réellement un problème terrible que d'essayer de manoeuvrer un Corps Expéditionnaire lorsque l'ennemi possède la maitrise de l'air.

A l'heure actuelle, la position est la suivante: sur le front de Namsos, les débris de la brigade anglaise ont pu établir leur liaison avec les chasseurs alpins français. Sur ce front, les Allemands ont cessé d'avancer et se sont retranchés dans les environs de Steinkjer. La situation sur ce front est donc stationnaire et il y a là un point fixe, du moins pour le moment. Le général Gamelin a fait des suggestions concernant la meilleure manière d'utiliser cet élément. Il envisage notamment de le retirer progressivement vers le nord de manière à protéger la région de Narvik. Ces suggestions auront à être discutées par les experts militaires, mais elles sont certainement dignes d'être examinées.

Dans le sud, les Anglais reculent le long

de la ligne occidentale de chemin de fer Oslo-Trondhjem. Il convient de noter que les deux lignes qui unissent ces deux villes sont séparées par une chaine de montagnes et que les Anglais n'ont jamais pu atteindre la ligne orientale. Celle-ci est en revanche tenue par les Norvégiens et on espérait que ces derniers pourraient au moins effectuer des destructions de nature à retarder l'avance allemande. Pour une raison ou pour une autre, il semble que ces destructions n'aient pas été opérées et les Allemands avancent rapidement. Ils ont déjà dépassé Roeros, c'est-à-dire qu'ils sont maintenant prêts de Stoeren, point de jonction des deux lignes. Lorsqu'ils auront atteint ce point, ils auront effectué leur jonction avec leurs troupes de Trondjhem et menaceront l'embranchement de Dombas. Cet embranchement est actuellement tenu par les troupes anglaises qui ont été renforcées par la 15ème brigade d'infanterie de l'armée régulière débarquée à Andelsnes. La question qui se pose est de savoir quels ordres il convient de donner à ces troupes.

Ces divers renseignements n'ont été connus à Londres que dans la journée de jeudi. Jusque là on n'avait reçu que des informations fragmentaires qui ne permettaient pas de se faire une idée exacte de la situation. Maintenant, en revanche, il est évident que la situation empire de jour en jour. Les Anglais sont découragés devant l'échec des efforts qu'ils avaient entrepris pour répondre aux attaques aériennes allemandes; Ils avaient espéré pouvoir utiliser un lac gelé comme terrain de départ pour des avions de chasse.

18 de ces avions ont pu y atterrir. Mais ils ont été bombardés par les Allemands avant d'avoir même commencé à opérer. L'Amirauté a à son tour fait une tentative désespérée. Deux porte-avions ont été amenés à 100 miles de la côte norvégienne et 35 appareils ont été lâchés contre les bombardiers allemands. Ils ont accompli leur mission et ont abattu un certain nombre d'ennemis, mais 20 des avions anglais ont été perdus, soit presque un tiers. Il est évident que les appareils de chasse embarqués sur des porte-avions ne peuvent pas avoir des performances semblables à ceux qui agissent à partir d'une base terrestre.

Le Gouvernement britannique est ainsi arrivé à la conviction qu'il n'est pas possible de faire face aux exigences de la situation aérienne en opérant depuis des bases distantes de plusieurs centaines de miles. En fait, l'aviation anglaise agit, en Norvège, à peu près à la limite du rayon d'action que lui permet la capacité des réservoirs d'essence de ses appareils. La seule manière de lutter à armes égales avec l'aviation allemande serait d'établir un aérodrome sur place. Malheureusement les Alliés ne disposent en Norvège d'aucun aérodrome et un tel terrain ne s'improvise pas.

Les conséquences de tout ceci est qu'il est pratiquement impossible de débarquer du matériel lourd par suite d'une part de la destruction des appontements et, d'autre part, du fait que les nuits, seul moment où l'opération serait éventuellement possible, sont maintenant de plus en plus courtes dans cette région nordique. Il n'est

donc plus possible d'envisager la prise de Trondhjem. Il croit savoir que ce point de vue est partagé par le Général Camelin.

Sans doute cette conclusion est-elle différente d'une décision d'évacuation. Tout en estimant la prise de Trondhjem impossible, le Gouvernement britannique n'en reconnaît pas moins la nécessité de poursuivre la lutte sur ce front aussi longtemps que possible. Il se rend compte en effet des conséquences extrêmement sérieuses que ne manquerait pas d'avoir une évacuation. Il ne peut cependant s'empêcher d'être sceptique sur le temps pendant lequel il sera possible de conserver des forces dans cette région. Le Général Camelin a fait à ce sujet des suggestions. Celles-ci sont actuellement examinées par les experts militaires. C'est à ceux-ci et non à des civils de décider ce qu'il convient de faire à la lumière des possibilités pratiques.

Le Premier Ministre répète que, l'opération d'évacuation se produisit-elle plus tôt ou plus tard, l'effet en sera certainement des plus fâcheux.

La situation est toute différente à Narvik. Ce point a toujours été considéré comme essentiel puisque c'est l'accès aux gisements de mines de fer suédois et que l'interdiction aux Allemands de cette source de ravitaillement constitue un des principaux objectifs des Alliés. Pour le moment, les opérations à Narvik sont arrêtées par le temps qui est épouvantable. Une neige épaisse recouvre toute la région et des tempêtes de neige ne cessent de se succéder.

Toutes dispositions n'en ont pas moins eté prises pour procéder à une vigoureuse attaque aussitôt que les conditions atmosphériquas le permettront. Cette attaque visera à s'emparer de la ville et à pousser les troupes vers la frontière suédoise avec l'aide des chasseurs alpins français. Le gouvernement britannique se rend compte qu'il est nécessaire de procéder à cette attaque dans le plus bref délai possible. Un succès allié à Narvik, au moment où nous nous retirons dans le sud, démontrerait en effet la volonté et la force des Alliés.

On ne saurait toutefois contester que la situation en Suède est gravement affectée par l'avance des Allemands sur le flanc suédois. Le Gouvernement de Stockholm se trouve dans une piètre position pour résister à une pression allemande. Il est à craindre que les Allemands n'exercent une pression énergique sur le gouvernement suédois afin d'amener celui-ci à interdire aux Alliés, par des mènaces, d'approcher la région minière. Il n'est donc pas certain que, même au cas où nous nous emparerions de Narvik, nous soyons en mesure de nous assurer des mines de fer. Il n'est pas douteux que si les Alliés pouvaient en gagner le contrôle, ce serait là un coup très dur pour l'Allemagne. L'effet, cependant, ne serait pas aussi immédiat que celui résultant d'une action contre les sources de ravitaillement du Reich en pétrole.

Le Premier Ministre est entièrement d'accord avec l'exposé que M. Corbin a fait la veille des conséquences politiques et psychologiques qui résulteraient d'une

évacuation de la Norvège par les Alliés. La conséquence certaine en serait un profond découragement chez tous les neutres, qu'il s'agisse des Pays-Bas ou des Pays balkaniques. Quant à l'Italie, l'effet peut en être encore plus grave.

Au cours des dernières vingt-quatre heures, le Gouvernement britannique a reçu à ce sujet des renseignements d'une source qui a déjà parfois donné des indications exactes. D'après ces informations, la dernière réunion du Grand Conseil fasciste aurait été tres mouvementée, mais, en fin de compte, M. Mussolini aurait rallié le Conseil à ses vues et il aurait été décidé que l'Italie entrerait en guerre le 1° ou le 2 mai et que son premier geste serait d'attaquer Malte et Gibraltar. L'allusion à ce dernier point laisse craindre au surplus qu'il n'existe quelque accord entre l'Italie et l'Espagne.

Il est donc possible que d'ici quelques jours les Alliés se trouvent en guerre non seulement contre l'Allemagne, mais également contre l'Italie.

Or il faut reconnaître que les ressources navales et aériennes des Alliés ne sont pas suffisantes pour mener à la fois une guerre en Scandinavie centrale et une autre contre l'Italie. L'entrée de l'Italie dans le conflit suffirait donc à nous obliger à renoncer à l'expédition de Scandinavie.

L'éventualité d'une attaque italienne contre les Alliés pose des questions qui n'ont pas été examinées au cours du dernier Conseil Suprême. A cette réunion, l'on avait envisagé une entreprise possible de

l'Italie mais non pas des actes de guerre de sa part contre nous. On s'était donc borné à considérer les ripostes à effectuer à la suite d'une agression italienne contre la Yougoslavie ou contre Corfou et l'on avait décidé que les Alliés ne pourraient pas demeurer passifs.

M. Neville Chamberlain désire seulement, pour le moment, faire allusion à ce nouvel aspect de la question. Les Alliés ne doivent pas conserver les yeux braqués sur un point particulier. Il leur faut examiner la situation dans son ensemble. Le Gouvernement britannique a le sentiment que si le Conseil Suprême d'aujourd'hui décide qu'il n'y a pas moyen de maintenir les positions alliées dans la Scandinavie méridionale, il sera essentiel d'effectuer une riposte ailleurs. Cette riposte pourrait consister en une attaque dirigée contre le coeur même de l'Allemagne. Le Premier Ministre ne fait pour l'instant aucune proposition précise à ce sujet. Il se borne à poser la question et à suggérer qu'elle soit examinée. Parmi les objectifs possibles figurent les sources de ravitaillement de l'Allemagne en pétrole situées à l'intérieur même du Reich, la navigation rhénane, etc...On peut certainement trouver une riposte efficace, mais, encore une fois, M. Chamberlain s'abstient de présenter des suggestions précises pour le moment.

M. Paul Reynaud déclare que lui-même et ses collègues français sont très heureux d'avoir cette occasion de discuter franchement une situation aussi sérieuse que celle qui existe en Scandinavie. Cette situation,

M. Chamberlain l'a décrite d'abord en elle-même et ensuite en fonction d'une action italienne. Sur ce dernier point, le Président du Conseil ne peut s'empêcher de faire quelques réserves. Avec les Italiens on ne peut jamais écarter l'hypothèse d'un bluff.

En ce qui concerne la Scandinavie, les opérations des Alliés avaient deux buts: 1°) débarquer dans la région de Trondhjem des forces suffisantes pour soutenir la résistance norvégienne et produire un effet salutaire sur la Suède. Il s'agissait essentiellement de créer là un nouveau théâtre d'opérations sur lequel les Allemands épuiseraient leurs hommes, leur matériel, notamment leur aviation, et surtout leurs réserves, particulièrement celles d'essence. 2°) empêcher le ravitaillement de l'Allemagne en minerai de fer. A ce sujet, répondant à l'observation faite tout à l'heure par M. Chamberlain, M. Paul Reynaud remarque que le pétrole n'est pas à son avis plus important que le minerai de fer et qu'en tout cas les Alliés ne sont pas aussi bien placés pour agir en Roumanie qu'ils le sont par rapport à la Scandinavie.

Une retraite des Alliés de la Norvège centrale serait, il ne faut pas craindre de le dire, un véritable désastre au point de vue moral comme au point de vue politique. L'effet sur les Allemands, sur les neutres, sur les Alliés eux-mêmes, serait incalculable. Cependant, après avoir entendu l'exposé de M. Chamberlain, l'impression personnelle du Président du Conseil est la suivante: l'expédition en Scandinavie centrale, sur laquelle les

Alliés ont engagé non seulement des troupes importantes, mais aussi leur prestige, était basée sur une erreur technique. Il était impossible de la conduire sans disposer à la fois d'un port important et de bases aériennes. Sans l'un de ces éléments, l'opération aurait été déjà difficile. Mais, en étant privés des deux, on peut se demander si les Alliés avaient jamais eu la moinire chance de réussir.

Que faut-il faire dans ces conditions ? M. Paul Reynaud est d'avis d'essayer d'atteindre un double but: 1°) sauver la face dans la mesure malheureusement bien faible où la face peut encore être sauvée. Pour cela, ne pourrait-on pas détruire les bateaux allemands qui se trouvent à Trondhjem et s'efforcer, conformément aux suggestions du Général Gamelin, de maintenir dans le massif montagneux du sud des forces qui harcèleraient l'adversaire et montreraient que nous n'avons pas complètement lâché pied. 2°) sauvegarder Narvik. L'opération du nord est loin d'être désespérée. En fait elle doit réussir. Mais il faut se rendre compte que nous avons à faire à un adversaire très rapide, très mordant et qui, si nous abandonnons la partie dans le centre, jettera aussitôt toutes ses forces sur Narvik. Ne fût-ce que pour protéger l'entreprise sur ce port, il convient donc de maintenir certains éléments de résistance autour de Trondhjem. Serait-il techniquement possible, demande le Président du Conseil, de procéder à Trondhjem à une opération d'embouteillage comme celle qui a été effectuée pendant la dernière guerre à Zeebrugge ? D'autre part, il faut défendre la route

d'ailleurs médiocre qui mène de Trondhjem vers Narvik. Le Général Gamelin estime que les forces qui ont été débarquées au nord de Trondhjem pourraient, en se retirant progressivement au nord de Namsos et en se retranchant au fur et à mesure qu'elles seraient contraintes à reculer, retarder considérablement l'avance des Allemands sur Narvik Il s'agit là d'un problème technique, mais il n'y en aurait pas moins intérêt à se mettre des maintenant d'accord sur les deux formules proposées par le Général Gamelin en ce qui concerne l'action à tenter au sud de Trondjhem et celle à entreprendre à Namsos.

En ce qui concerne une opération contre les mines de fer, M. Paul Reynaud se demande s'il ne serait pas possible de faire au gouvernement suédois une offre analogue à celle qui avait été faite pendant la dernière guerre au gouvernement roumain et à la suite de laquelle les puits de pétrole de Roumanie avaient été détruits. On pourrait offrir aux Suédois une certaine somme d'argent en compensation de la destruction des mines de fer à laquelle nous serons peut-être obligés de procéder;

En effet, après être intervenus sans succès en Scandinavie pour la défense d'un pays libre, il serait particulièrement odieux pour les Alliés de violer purement et simplement un autre pays libre et l'offre d'une indemnité à la Suède pourrait amener ce pays à nous laisser agir contre les mines de fer.

Une autre question préoccupe le gouvernement français. Il est à craindre qu'en présence de la

retraite des forces alliées, le Gouvernement norvégien ne se résigne à faire la paix avec l'Allemagne. Où se trouve actuellement le Roi de Norvège ? N'y aurait-il pas intérêt à lui proposer de le recueillir, ainsi que son Gouvernement, comme cela a été fait pour le gouvernement polonais ? Ce qu'il faut c'est montrer qu'il existe encore, aux côtés des Alliés, une entité norvégienne vivante et éviter un traité de paix entre la Norvège et le Reich.

Enfin, il ne faut pas se dissimuler que l'évacuation de la Scandinavie constituera un choc pour les opinions publiques française et britannique qui n'ont nullement été préparées à un tel revers. Il y aurait lieu d'harmoniser la présentation des nouvelles dans la presse des deux pays et M. Paul Reynaud suggère que des contacts soient établis d'urgence à ce sujet entre les deux Ministres de l'Information.

En conclusion, le Président du Conseil déclare qu'il est sûr d'exprimer non seulement son sentiment personnel, mais aussi celui de tous ses collègues et particulièrement de M. Daladier en demandant d'une manière instante d'une part que l'on sauve autant que possible la face en ne précipitant pas l'évacuation du sud, et d'autre part que l'on défende avec énergie la route de Narvik.

M. Neville Chamberlain répond tout de suite aux trois points précis soulevés par le Président du Conseil:

1°) en ce qui concerne une offre à la Suède pour amener ce pays à détruire les mines de fer, le Premier Ministre considère qu'il ne s'agit pas d'une question

d'argent. En effet, le résultat de l'occupation de la Norvège par les Allemands sera que la Suede va être complètement coupée du monde extérieur. Elle ne pourra plus communiquer avec le dehors que par l'intermédiaire de l'Allemagne. C'est l'Allemagne qui lui fournira les produits dont elle a besoin et il est à peu près certain qu'elle exigera, en paiement, du minerai de fer. Peut-on s'attendre à ce que les Suédois acceptent de détruire le seul instrument d'échange qui leur sera reconnu par les Allemands ? Le précédent de la Roumanie était tout différent. Le gouvernement roumain a détruit les puits de pétrole après une invasion allemande. Si la Suède était envahie par les Allemands, elle consentirait vraisemblablement à une destruction des mines de fer, mais il est douteux qu'elle y consente dans aucune autre circonstance.

2°) En ce qui concerne le Roi de Norvège, la suggestion de M. Paul Reynaud est excellente. Le Premier Ministre ignore où se trouve le Souverain. Il est quelque part au sud de Trondhjem. Rien n'est en tout cas plus aisé que de se mettre en contact avec lui. L'idée du gouvernement britannique est la suivante: si, conformément à ses déclarations publiques, le Roi Haakon décide de rester en Norvège, on lui offrira de le transporter quelque part dans le nord, à Narvik, à Tromsoe ou ailleurs. Si c'est impossible, alors le gouvernement britannique lui offrira certainement l'hospitalité. Comme l'a dit le Président du Conseil, il est en effet essentiel de montrer que la Norvège existe encore, ne fût-ce que de nom.

3°) La suggestion de M. Paul Reynaud tendant une harmonisation de la présentation des nouvelles en France et en Grande-Bretagne est aussi excellente et le Ministre anglais de l'Information sera très heureux de se mettre en rapport avec son collègue français à ce sujet. Au reste la presse britannique a commencé dès ce matin à préparer l'opinion publique. Celle-ci avait été amenée à prévoir un succès allié. Mais les journaux de ce matin insistent sur les difficultés de l'entreprise et en particulier sur celle qui résulte de la supériorité aérienne de l'ennemi. Il s'agit non seulement de diriger la presse, mais aussi la B.B.C.

D'autre part, le Parlement britannique va se réunir mardi et demandera certainement une déclaration au Gouvernement. Si celui-ci doit parler en séance publique, il ne pourra évidemment que dire peu de choses. Mais il est probable qu'une séance secrète s'instituera à cette occasion et, dans ces conditions, le Gouvernement pourra s'exprimer avec plus de franchise et révéler la véritable nature des difficultés qui se sont produites. La dernière fois qu'une séance secrète a été tenue à Westminster, le secret a été bien gardé. Il n'en est pas moins évident que la décision touchant l'évacuation sera tenue secrète jusqu'à ce que l'opération ait été effectivement accomplie.

En ce qui concerne la question fondamentale des initiatives à prendre étant donné la situation en Norvège, le Président du Conseil a en somme exprimé le même avis que M. Chamberlain. Il faut d'une part sauver la face

320

d'autre part sauvegarder Narvik. Comment sauver la face ? Le fjord de Trondhjem est déjà gardé par la flotte anglaise Il ne se trouve d'ailleurs, à l'intérieur du fjord, qu'un contre-torpilleur et un torpilleur allemand. Quant aux suggestions du Général Gamelin, elles sont de la compétence des experts militaires, mais elles correspondent dans l'ensemble aux idées mêmes du gouvernement britannique.

M. Paul Reynaud se félicite de ce qu'un accord de principe ait ainsi été réalisé en ce qui concerne les propositions du Général Gamelin. Il appartient aux experts militaires d'arrêter le détail de ces décisions.

Revenant sur sa suggestion d'une indemnité à offrir à la Suède en compensation d'une destruction éventuelle des mines de fer, le Président du Conseil observe qu'il ne s'agit pas de savoir si le Gouvernement suédois se prêtera volontiers à une telle opération. L'hypothèse que M. Paul Reynaud avait en vue était celle où les Alliés constateraient l'impossibilité de rester à Narvik et décideraient de détruire eux-mêmes les mines. L'offre d'une compensation serait destinée à atténuer le choc que cette décision ne manquerait pas de provoquer chez les Suédois.

Le gouvernement français, conclut le Président du Conseil, se rend compte de la gravité de la situation. Il estime que plus la situation est grave et plus il est nécessaire de maintenir étroite la solidarité franco-britannique, et il est décidé à traduire cette solidarité par des actes.

M. Neville Chamberlain demande alors à

le Paul Reynaud si celui-ci désire faire quelque observation sur la question que le Premier Ministre a exposée à la fin de son exposé.

M. Paul Reynaud indique qu'il n'y tient pas pour l'instant.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

AMPLIATION

Z

CHIFFREMENT

TÉLÉGRAMME AU DÉPART

D

SP

PARIS, le 29 Avril 1940 à 13 h. 10

EUROPE

RÉSERVÉ

AMBASSADEUR FRANCAIS LONDRES - 1491à 1494

Situation en Norvège

SECRET.

J'ai convoqué cette nuit l'Ambassadeur d'Angleterre pour lui faire part des renseignements que je venais de recevoir sur la situation dans la région de Namsos.

Ces indications de première main, recueillies sur place dans la journée de vendredi, présentent la situation sous un jour beaucoup plus rassurant que celles dont il a été fait état samedi à Londres, notamment en ce qui concerne l'installation et la protection de nos forces et les possibilités de debarquement des troupes et du matériel.

J'ai prié Sir Ronald Campbell d'en faire part immédiatement à Lord Halifax et de lui faire savoir que j'insistais vivement, dans ces conditions, non seulement pour qu'aucune décision mettant en cause le maintien du corps expeditionnaire à Namsos ne fût prise, mais pour que son renforcement en effectifs et en matériel fût poursuivi avec toute la célérité nécessaire.

Il resulte de votre télégramme 1536-38 qu'en ce qui concerne la région sud de Trondhjem les ordres d'évacuation auraient été donnés avant même que soit entièrement terminé l'examen technique interallié au résultat duquel la décision du Conseil Suprême les avait formellement subordonnés.

Il est indispensable d'éviter, en ce qui concerne la

région .....

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

AMPLIATION

CHIFFREMENT

Z

TÉLÉGRAMME AU DÉPART

D

région de Namsos, une décision précipitée de cette nature et l'intervention, sous l'impression de difficultés locales passagères, de mesures d'ordre général qui influent sur l'ensemble de notre situation stratégique.

Veuillez intervenir d'urgence, dans ce sens, auprès de Lord Halifax. Vous ferez valoir également qu'il résulte de renseignements de la même source que l'entreprise allemande se heurte dans son exécution à des obstacles beaucoup plus grands que nous ne l'imaginons et qu'en matière d'aviation notamment, les pertes subies , du seul fait des entraves apportées par la nature du terrain et les conditions climatériques, sont proportionnellement considérables.

Nous devons/nous garder à la fois de sous-estimer les difficultés rencontrées par l'ennemi et de sur-estimer les nôtres. A Namsos, en particulier, un examen fait de sang-froid des différents éléments de la situation , permet de conclure à la possibilité d'établir un front suffisamment solide pour contenir toute extension de l'action allemande dans cette région et de contrebalancer par là-même , dans une certaine mesure, les conséquences morales et stratégiques de l'évacuation d'Andalsnes, si, après examen, celle-ci s'avérait comme inévitable ./.

PAUL REYNAUD

34-J. 7062-40. (9)

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

DÉCHIFFREMENT

TÉLÉGRAMME A L'ARRIVÉE

DUPLICATA bis

RÉSERVÉ

A

LONDRES, le 29 Avril 1940 - 22 heures 20

reçu le 29 à 23 heures 05

N° 1548

RESERVE.

RIGOUREUSEMENT SECRET.-

J'ai eu cet après-midi une entrevue avec le Secrétaire d'Etat auprès de qui, faisant état des indications contenues dans votre télégramme N° 1391-1394, j'ai insisté vivement afin que les opérations engagées dans la région de Namsos soient conduites avec le sang-froid et l'esprit de résistance nécessaires pour retarder aussi longtemps que possible toute progression allemande vers le Nord. Lord Halifax m'a donné connaissance de la substance des (instructions) envoyées par le Haut Commandement (paraissant), m'a-t-il assuré, répondre aux (recommandations) mêmes du Général Gamelin. Il a ajouté que si pénible qu'il puisse être d'abandonner certaines des positions.....

CORBIN

36-J 7045-40 (6)

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

DÉCHIFFREMENT

TÉLÉGRAMME A L'ARRIVÉE

DUPLICATA bis

L

RÉSERVÉ

A

LONDRES, le 28 Avril 1940 - 22 heures 20

reçu le 29 à 23 heures 05

N° 1549

.....actuellement occupées l'impression produite par une retraite heureusement accomplie sera certainement infiniment moins fâcheuse que ne le serait la nouvelle de la défaite et de la capture d'une partie des contingents alliés, ce qui ne manquerait pas de (se) produire si les mesures d'exécution n'étaient pas prises en temps voulu.

Or, a poursuivi Lord Halifax, la situation reste critique à Andal(a)nes où tous les quais sont détruits et où l'on ne peut plus accéder (que) dans de petites embarcations. D'autre part, le Général Paget est en ce moment même engagé.....

CORBIN

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

DÉCHIFFREMENT

TÉLÉGRAMME A L'ARRIVÉE

DUPLICATA bis

RÉSERVÉ

S P

A.

LONDRES, le 29 Avril 1940 - 22 heures 20

reçu le 29 à 23 heures

N° 1550

... .dans une bataille dont on ne peut prévoir l'issue. Ses troupes ont été attaquées au sud de Dombas par un ennemi très supérieur en nombre. (Il n'est pas) possible par conséquent de savoir s'il réussira à se décrocher dans d'assez bonnes conditions pour achever son réembarquement. Il n'est pas douteux qu'aussitôt terminée la bataille d'Andalsnes, les opérations seront reportées plus au nord et qu'il serait difficile de réaliser la (nouvelle) organisation défensive prévue aux abords de Namsos si nous ne nous y prenons pas.....

CORBIN

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

DÉCHIFFREMENT

TÉLÉGRAMME A L'ARRIVÉE

DUPLICATA bis

RÉSERVÉ
L

S P

A

LONDRES. le 29 Avril 1940 - 22 h. 30
reçu le 29 à 23 heures

N° 1551

..... à temps.

J'ai remercié le Secrétaire d'Etat de ses indications en lui rappelant les sérieuses difficultés que rencontrent de leur côté les troupes (allemandes) et en (soulign)ant la nécessité pour le Commandement allié en Norvège de garder toute confiance dans nos ressources et nos capacités de résistahce si nous voulons réussir pleirement l'affaire (de) Narvi(k) qui demeure notre principal objectif.

En ce qui concerne ce dernier point, le Secrétaire d'Etat m'a déclaré que l'Amiral Lord Cork continuait à recevoir des effectifs et du matériel et que (toutes) mesures étaient prises pour établir dans les parages (une) (solide) barrière de défense aérienne en attendant que les conditions atmosphériques permettent de passer à l'offensive./.

CORBIN

34-J. 7045-40. (2)

COPIE

LE DIRECTEUR POLITIQUE

30 Avril 1940

17 h. 50

N O T E

Situation en Scandinavie.
Démarche du Ministre de Norvège.

Le Ministre de Norvège, qui avait demandé à être reçu d'urgence, est venu faire part au Département d'une communication télégraphique adressée de Stockholm par M. Hambro, Président du Storthing norvégien à M. Colban, Ministre de Norvège à Londres.

Aux termes de ces instructions, M. Colban a été chargé de faire immédiatement "les représentations les plus pressantes et franches auprès du Gouvernement britannique au sujet de la situation extrêmement critique au point de vue psychologique en Norvège où se répand de plus en plus l'impression d'un manque de plan et d'une insuffisance de secours du côté britannique qui risquerait de forcer le pays à conclure n'importe quel arrangement avec l'Allemagne parce que l'aide apportée par l'Angleterre est totalement insuffisante.

"On reproche notamment à l'Angleterre le fait que la flotte anglaise ne protège même pas les côtes occidentales norvégiennes et a permis aux Allemands d'occuper Hardanger et Voss, malgré de nombreux avertissements norvégiens. Aucun conseil compétent norvégien n'est écouté à Londres".

.....

"En Suède, le sentiment se répand que la défaillance du côté britannique rend nécessaire un accord avec l'Allemagne". M. Hambro ajoute que la Norvège doit décliner "toute responsabilité d'une catastrophe britannique en Norvège puisqu'aucun conseil norvégien n'est suivi".

La Communication du Président du Storthing se réfère en outre à un mémoire dont le contenu aurait été télégraphié à Paris par la Légation de France à Stockholm(1)

M. Bachke a précisé que sa Légation avait été chargée de faire connaître au Gouvernement français les vues de son Gouvernement sur la situation en Norvège.

M. Bachke a ajouté que l'on devait comprendre que le peuple norvégien voulait bien se battre, mais voulait aussi être soutenu par les Alliés. Il serait nécessaire que ses compatriotes sentissent que "l'on progresse et que les renforts continuent à débarquer". Le Ministre de Norvège croit savoir que le Général Gamelin avait conseillé de forcer les fortifications d'Andalsnes; ce serait là certainement un résultat substantiel, mais M. Bachke croyait savoir que cette suggestion avait été écartée à

---

(1) M. Bachke ignore la date de ce mémoire mais a précisé que ce document avait été remis à l'Amiral Evans.

Londres. En ce qui le concerne, il interprète la communication qu'il a reçue de M. Hambro comme témoignant d'un certain découragement.

Tout en enregistrant les déclarations du Ministre de Norvège, le Directeur politique a indiqué à plusieurs reprises que si les nécessités de la guerre pouvaient amener les Alliés à déplacer certains contingents, il n'était certainement pas question d'abandonner la Norvège. Bien loin de diminuer son effort, le Gouvernement français était décidé à poursuivre la lutte avec des moyens accrus.

M. Charvériat a donné à M. Bachke l'assurance que sa communication serait transmise sans délai à M. le Président du Conseil.

En quittant le Directeur politique, M. Bachke a indiqué qu'il se tenait à la disposition de M. Paul Reynaud si le Ministre désirait le voir personnellement./.

LH/1

N° 5 de la Collection

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE ET DE LA GUERRE.

Cabinet du Ministre

Section de Défense Nationale

N° 991 D.N.

Prière de rappeler dans la réponse le timbre et le N° ci-dessus.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Paris, le - 1 M[illegible] 1940 -19

SECRET

LE MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE & DE LA GUERRE,

à

MONSIEUR LE GENERAL COMMANDANT EN CHEF, CHEF D'ETAT-MAJOR GENERAL DE LA DEFENSE NATIONALE Commandant en Chef les Forces Terrestres.

OBJET : Opérations en Méditerranée.

Comme suite à la lettre de l'Amirauté N° 948 FMF 3 du 17 Avril dont vous avez reçu copie, j'ai l'honneur de vous faire connaître que je partage entièrement les vues de l'Amiral DARLAN sur l'intérêt primordial des occupations qu'il envisage en territoire Grec. La défense anti-aérienne de nos bases navales en cas d'opérations en Méditerranée orientale est également à prévoir.

Vous voudrez bien en conséquence :

a) donner les instructions nécessaires aux Commandants en Chef des Théâtres d'Afrique du Nord et du Moyen Orient pour la préparation des troupes nécessaires aux occupations projetées.

b) faire connaître d'urgence à l'Amirauté les

... / ...

CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA GUERRE
Etat-Major du Vice-Président
Arrivé le - 2 MAI 1940
N° d'enregistrement 12551
Classement 9 N

modifications qui en découleraient éventuellement dans l'établissement du plan de transport.

c) donner des ordres ~~immédiats~~ éventuelle pour la remise à la disposition de la Marine des batteries de 90 C.A. de la Région de PARIS, en fonction de leur remplacement par des Batteries de 75 D.C.A modernes.

les obus

NORVEGE

Le Président du Conseil,
Ministre
des Affaires Etrangères.

Paris le

Norvège

Non envoyé
sous cette forme.
Transformé en télégramme
le 12 Mai 1940.
RM

Mon cher Premier Ministre,

Il y a un mois, lorsqu'après une longue étude et une discussion approfondie, nous avons décidé en commun la pose des mines dans les eaux territoriales norvégiennes, nous ne nous dissimulions ni l'importance de cette opération, ni les développements ultérieurs qu'elle était susceptible de comporter.

L'intérêt de l'enjeu était tel, qu'il nous paraissait mériter certains risques, et même des risques graves.

Les premiers résultats de la bataille navale qui s'est livrée au large des côtes norvégiennes, puis à Narvik, nous ont donné raison. Affirmant la valeur et la supériorité de la flotte britannique, apportant au monde la preuve que les Alliés étaient capables d'initiative, de courage et de ténacité, ils ont rallié la confiance des neutres, ébranlée par l'impunité dont avaient jusqu'alors bénéficié les agressions de l'Allemagne.

Depuis trois semaines, les regards du monde entier sont tournés vers la Norvège. De l'issue de la bataille qui se livre en Norvège dépendent les initiatives hostiles que certains préparent, et les gestes amicaux que certains craignent encore d'accomplir en notre faveur.

.....

Londres. En ce qui le concerne, il interprète la communication qu'il a reçue de M. Hambro comme témoignant d'un certain découragement.

Tout en enregistrant les déclarations du Ministre de Norvège, le Directeur politique a indiqué à plusieurs reprises que si les nécessités de la guerre pouvaient amener les Alliés à déplacer certains contingents, il n'était certainement pas question d'abandonner la Norvège. Bien loin de diminuer son effort, le Gouvernement français était décidé à poursuivre la lutte avec des moyens accrus.

M. Charvériat a donné à M. Bachke l'assurance que sa communication serait transmise sans délai à M. le Président du Conseil.

En quittant le Directeur politique, M. Bachke a indiqué qu'il se tenait à la disposition de M. Paul Reynaud si le Ministre désirait le voir personnellement./.

LH/1

N° 5 de la Collection

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE ET DE LA GUERRE.

Cabinet du Ministre

Section de Défense Nationale

N° 991 D.N.

Prière de rappeler dans la réponse le timbre et le N° ci-dessus.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Paris, le - 1 MAI 1940 -19

SECRET

LE MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE & DE LA GUERRE,

à

MONSIEUR LE GENERAL COMMANDANT EN CHEF, CHEF D'ETAT-MAJOR GENERAL DE LA DEFENSE NATIONALE Commandant en Chef les Forces Terrestres.

OBJET : Opérations en Méditerranée.

Comme suite à la lettre de l'Amirauté N° 948 FMF 3 du 17 Avril dont vous avez reçu copie, j'ai l'honneur de vous faire connaître que je partage entièrement les vues de l'Amiral DARLAN sur l'intérêt primordial des occupations qu'il envisage en territoire Grec. La défense anti-aérienne de nos bases navales en cas d'opérations en Méditerranée orientale est également à prévoir.

Vous voudrez bien en conséquence :

a) donner les instructions nécessaires aux Commandants en Chef des Théâtres d'Afrique du Nord et du Moyen Orient pour la préparation des troupes nécessaires aux occupations projetées.

b) faire connaître d'urgence à l'Amirauté les

... / ...

CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA GUERRE
Etat-Major du Vice-Président
Arrivé le - 2 MAI 1940
N° d'enregistrement 11551
Classement 3 N

La puissance de l'aviation allemande nous a montré rapidement que cette opération capitale serait une opération difficile, coûteuse peut-être . Instruits par les premières expériences, nous avons décidé cependant, au Conseil Suprême du 22 avril, de la poursuivre et de la mener à bien.

Par la suite, sur les observations du Haut-Commandement anglais, nous nous sommes ralliés, au Conseil Suprême du 27 avril, à une formule plus prudente; nous prévoyions encore le maintien d'une "tête de pont" au sud de Trondhjem, l'établissement d'un corps expéditionnaire à Namsos, et enfin la conquête définitive de la région de Narvik. Nous insistions par ailleurs sur l'opportunité d'une attaque navale du port de Trondhjem . Ces dispositions devaient nous permettre de faire peser une menace constante sur les troupes ennemies établies à Trondhjem, garantir à la Suède un appui efficace en cas d'agression allemande et enfin de maintenir le prestige de nos armes.

Le Général Gamelin m'a fait savoir que dans la nuit du 27 au 28 avril, à la suite de nouveaux bombardements aériens, le Haut-Commandement anglais s'est décidé à abandonner définitivement toute la région de Trondhjem et même peut-être celle de Namsos . Au cours d'une ultime entrevue entre nos chefs militaires, le Général Ironside n'a pas modifié sensiblement sa position.

Le Général Gamelin ~~persiste à croire~~ affirme que les solutions qu'il a proposées et qui tendaient au maintien des positions ~~Contre-attaque vers Trondhjem~~ occupées était réalisables, non sans aléas évidemment. Mais il m'expose que les experts britanniques ont eu le souci profond de conserver intactes et de ne pas risquer dans des

opérations où elles pourraient s'user, leur flotte et leur aviation.

Je comprends trop les sentiments qui ~~vous~~ la flotte Britannique animent, et j'apprécie trop le rôle et l'importance de la flotte et de l'aviation anglaises dans notre lutte commune, pour ne pas admettre qu'en ce domaine, votre jugement seul peut compter.

Je tiens à vous dire cependant que si vous décidez, quand il est encore temps, de revenir sur l'ordre de retraite, nous sommes prêts, aujourd'hui comme hier, à vous fournir toutes les ressources en hommes et en matériel qui nous permettraient d'affermir notre occupation.

Vous savez que d'ores et déjà les rumeurs défavorables sur la bataille de Norvège provoquent des réactions dans les pays neutres, en Suède aussi bien que dans les nations balkaniques . Aujourd'hui même, le Ministre de Norvège ne m'a pas caché que son Gouvernement pourrait être amené à traiter avec l'Allemagne.

Je crains aussi - c'est mon devoir de vous le faire connaître - un grave mouvement de l'opinion publique française.

La confiance qu'elle avait mise dans la flotte britannique était telle qu'il sera difficile de ne pas lui laisser croire :

- ou bien que cette flotte a subi, sans l'avouer, des pertes graves qui ont sensiblement amoindri sa puissance,

- ou bien que dans une bataille dont peut dépendre le sort de la guerre, cette flotte hésite à s'engager complètement.

De toutes mes forces, j'essaierai de combattre ces tendances, mais au nom de l'amitié qui unit nos deux peuples, je vous demande de réfléchir une fois encore à la gravité du problème qui se pose devant vous.

P.A.
COMMANDEMENT EN CHEF
DES
FORCES TERRESTRES.
GRAND QUARTIER GENERAL.
ETAT-MAJOR.
3e. Bureau.

N° 911 / 3.FT.

le 10 Mai 1940.

Le Général Commandant en Chef GAMELIN
Chef d'Etat-Major Général de la Défense Nationale
Commandant en Chef les Forces Terrestres,

à

Monsieur le Général Commandant en Chef
les Forces Françaises dans l'Orient Méditerranéen.

TRÈS SECRET

Par télégrammes N° 1429 à 1432 du 29 Avril, vous m'avez souligné la nécessité de soutenir la volonté de résistance des Puissances balkaniques par un concours de notre part aussi fort et immédiat que possible, et vous m'avez demandé que l'on profite du moment où la Méditerranée est encore libre pour vous envoyer dès maintenant les moyens de renforcement suivants :

2 Groupes de chasse au minimum
4 Groupes de bombardement,
2ème D.I.C.,
2 Bataillons de chars D.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que dans sa séance du 6 Mai le Comité de Guerre, auquel la question avait été soumise, a décidé qu'il n'y avait pas lieu actuellement de diriger ces Unités sur le LEVANT pour les raisons suivantes :

.....

1°) Il y a tout lieu de croire que si l'ITALIE ouvre les hostilités contre les Alliés, c'est qu'elle aura reçu au préalable l'assurance du concours allemand. La bataille risque, par suite, de s'étendre très rapidement au front du Nord-Est, et le cas échéant à celui du Sud-Est. C'est alors la bataille de FRANCE qu'il s'agirait pour nous de gagner, bataille pour laquelle la majorité de nos moyens sera nécessaire.

2°) Le renforcement préalable du LEVANT ne paraît pas absolument nécessaire, car dans le cas envisagé d'hostilités avec l'ITALIE, il sera presque aussi difficile de faire des transports sur SALONIQUE en partant du LEVANT, que de les entreprendre à partir de la Métropole ou de l'AFRIQUE du NORD, d'une part en raison du faible débit du port de BEYROUTH, d'autre part parce que nous risquons initialement de ne pas pouvoir assurer la liberté des communications en Méditerranée et la protection aérienne des convois.

En ce qui vous concerne c'est donc la question du DODECANESE qui se pose.

Il ne pourrait donc y avoir intérêt à envoyer une division de renfort en Orient que si la TURQUIE admettait son stationnement dès à présent en THRACE.

Si je ne puis dans la situation actuelle, vous

.....

envoyer les renforts que vous me demandez, je prends par contre dès maintenant toutes mesures nécessaires :

a) pour hâter l'envoi au LEVANT des unités destinées à compléter votre Corps expéditionnaire et dont le transport est en cours d'exécution,

b) pour pouvoir déclencher très rapidement, dans le cas où les circonstances seraient favorables, le transport de la Métropole à SALONIQUE d'une avant-garde fortement dotée en moyens antiaériens.

L'Amirauté a pris toutes dispositions pour diriger sur le LEVANT trois bâtiments de transport qui vous permettront de votre côté de jeter un premier paquet de forces en MACEDOINE.

Je me rends compte que ces différentes mesures ne vous donneront pas les moyens sur lesquels vous estimiez, à juste titre, pouvoir compter. Je crois par suite utile de vous exposer à nouveau dans une note annexe ci-jointe, au moins succinctement, comment j'envisage votre action et l'emploi de vos forces expéditionnaires, compte tenu de la situation actuelle et des moyens dont vous disposez. Je vous serais reconnaissant de me faire savoir votre sentiment à cet égard.

J'ai demandé au Gouvernement de vous faire donner

...

le commandement dans les BALKANS sur l'ensemble des Forces alliées, et j'ai également demandé que la Méditerranée Orientale relève du Commandant en Chef des Forces Maritimes Françaises.

Je sais combien votre mission est difficile et délicate. Je suis certain que, si lourde soit-elle, vous la mènerez à bonne fin.

Le Général Cdt en Chef
les Forces Terrestres

Signé : GAMELIN

Dokument Nr. 51

MO.
OMMANDEMENT EN CHEF
DES
FORCES TERRESTRES.

AND QUARTIER G NERAL.

ETAT - MAJOR.

3° BUREAU.

N° 1028 / 3.FT.

SECRET

Le 15 mai 1940.

N O T E

Appellations conventionnelles.

Pour éviter des indiscrétions au sujet des mesures envisagées en ~~vue d'une occupation éventuelle de SALONIQUE et des bases navales grecques~~ cas d'opérations en Mer Egée, il a été convenu d'utiliser désormais dans les correspondances relatives à cet objet les mots conventionnels suivants :

pour SALONIQUE	=	HONDURAS
pour la CRETE	=	GUATEMALA
pour LILO	=	ARGENTINE
pour SALAMINE	=	CHILI
pour NAVARIN	=	COLOMBIE
pour ARGOSTOLI	=	BOLIVIE
pour GRECS	=	EQUATEUR
pour TURCS	=	BRESIL

CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA GUERRE
Etat-Major du Vice-Président
Arrivée le 16 MAI 1940
N° d'enregistrement 13636
Classement A.M. FT

Le Général WEYGAND, la Delégation française au Comité d'Etudes Militaires Interallié, l'Amirauté, le Commandement en Chef des Forces Aériennes ont ete avisés de cette mesure.

Pour le Général Commandant en Chef
des Forces Terrestres
Pour le Major Général
l'Aide Major Général (Opérations)
Signé : KOELTZ.
P.O. Le Lt-Colonel ADJOINT
Signé LACARDE

estinataires :
ommandant en Chef (Cabinet)
ajor Général.
ide Major Général Directeur des Services (1° et 4° Bureaux)
ide Major Général Operations (2°Bureau)
ide Major Général Section Interalliée.
apitaine Combeaux (3° Bureau N.E.)

P.C.XXX 15 mai 40

N° 528 Cab/D.N.

XXXXXXXXXXXXXXXX

XXXX LE GENERAL COMMANDANT EN CHEF GAMELIN

à AIR CHIEF MARSHALL NEWALL

-:-:-:-:-:- par Gal Lelong.

Comme suite à la demande faite par Gouvernement français, je précise que le nombre de squadrons de chasse nécessaire à envoyer sans délai sur les terrains de CHAMPAGNE occupés par la R.A.F. est de 10, étant à noter notamment que en cas de conflit avec l'ITALIE nous serions obligés de faire regier une partie de notre chasse sur le sud-est de la FRANCE et en Tunisie.

Nous fournirons le personnel nécessaire à l'aménagement des terrains. Les questions de détail seront réglées par entente directe entre le Général VUILLEMIN et le Maréchal BARRATT.

Copie à l'Air

Général GAMELIN.

CHIFFRÉ ET EXPÉDIÉ
le 15 Mai 1940 à 18h30
sous le N° par Gadelou

Dokument Nr. 53

SECRET

P.C. XXX 16 Mai 6

529 Cab/J.M. XXXXXXXXXXXXXXXXX

XXX GENERAL COMMANDANT EN CHEF GAMELIN

A GENERAL LELONG

POUR MONSIEUR WINSTON CHURCHILL.-

Je me permets d'insister à nouveau pour vous demander l'envoi immédiat des dix Squadrons de chasse envisagés.-

Situation très sérieuse.- Naturellement ces dix Squadrons seraient basés sur la BASSE-SEINE où ils sont à l'abri, et d'où vous pourriez facilement les reprendre.

Général CAMELIN

CHIFFRÉ ET EXPÉDIÉ
16 Mai 1940 à 10h30
Lepic Madelon

Dokument Nr. 54

P.C. XXXX 16 Mai 40

XXXXXXXXXXXXXXXX

XXXX Le Général Commandant en Chef GAMELIN

N° 531 CAB/D.M. à Général LELONG.

POUR Monsieur Winston CHURCHILL.-

Je me permets d'insister à nouveau sur le fait qu'actuellement la mission essentielle de l'aviation britannique, comme de l'aviation française est l'action sur les troupes ennemies en agissant notamment sur leurs points de passage obligés.

Signé: GAMELIN

CHIFFRE ET EXPEDIE
le 16 Mai 1940 à 14 N 20
sous Mme Madelon

17 Mai 40

XXXXXXXXXXXXXXXXX

XXX LE GENERAL COMMANDANT EN CHEF GAMELIN

N° 533 Cab/D.N.

A GENERAL LELONG

Pour M. WINSTON CHURCHILL a son arrivée à LONDRES.

Notre Armee GIRAUD est attaquée depuis ce matin au sud de MAUBEUGE. Les combats sont très durs. Les conséquences peuvent être considerables, non seulement pour la FRANCE mais pour l'ANGLETERRE. Cette direction menace notamment les communications de l'armée britannique. Je demande à nouveau l'action de l'aviation britannique sous toutes ses formes comme participation à la bataille. En particulier, le dépôt de mines magnétiques dans la MEUSE serait très efficace pour gêner les renforcements et les ravitaillements de l'ennemi.

Général GAMELIN.

CHIFFRÉ ET EXPÉDIÉ
17 Mai à 9h 45
aus Lelong madelin

PRESIDENCE DU CONSEIL

TRÈS SECRET

REUNION FRANCO-BRITANNIQUE DU 22 MAI 1940

-o-o-o-o-o-o-o-o-o-o-o-o-o-

M. Winston Churchill arrive au G.Q.G. vers midi, accompagné de l'Ambassadeur d'Angleterre, du Général Sir John Dill, du Vice-Maréchal de l'Air Pirs et du Général Ismay. M. Paul Reynaud est accompagné du Capitaine de Margerie. Le Général Weygand reçoit les deux Premiers Ministres dans la salle de son Etat-Major où se trouvent les cartes et demande au Colonel Simon d'exposer dans ses grandes lignes l'ordre de bataille des forces alliées.

Le Colonel Simon indique que 2 divisions françaises, commandées par le Général Fagalde, se trouvent à l'extrême nord, sur l'Escaut et en Zélande. Viennent ensuite les troupes belges jusqu'à Audenarde environ. Le corps expéditionnaire britannique se trouve plus au sud avec 4 divisions plus 3 divisions aux environs d'Arras. 2 divisions anglaises supplémentaires sont dans la région de Lille. La première armée française leur fait suite, flanquée du corps de cavalerie. Le Général Billotte, qui commande en chef les armées franco-anglo-belge dans le nord, est à l'hôpital à la suite d'un sérieux accident d'automobile, et a dû passer le commandement au Général Blanchard, lui-même remplacé par le Général Prioux, qui vient de se conduire remarquablement à la tête du corps de cavalerie.

.....

M. Winston Churchill fait alors remarquer qu'une colonne blindée allemande, partie d'Abbeville dans la matinée d'hier, a traversé Etaples dans la direction de Boulogne. Un officier anglais blessé, qui a vu défiler ces forces allemandes, les évalue à 4 ou 5.000 hommes environ. Une moitié environ de ce corps, qui se porte vers le nord, a été attaquée vers 16h.30 par l'aviation anglaise venue des Iles Britanniques et ainsi maintenue à Etaples. 2 bataillons de la Garde - les 2 dernières unités de l'armée active qui fussent encore restées en Angleterre -, ont été débarquées à Boulogne avec 48 canons anti-chars mobiles, pour organiser la défense de la ville contre d'éventuelles incursions allemandes. Des mesures ont été prises pour la protection de Calais et de Dunkerque, de telle sorte que l'on peut croire les trois ports à l'abri d'un raid analogue à celui qui s'est produit sur Abbeville.

Le Général Weygand confirme les indications données par le Premier Ministre. Il ajoute qu'il se trouve à Calais 3 bataillons d'infanterie française, et qu'à Dunkerque, le commandement est exercé par un Amiral particulièrement énergique, qui dispose des forces nécessaires à la protection de la ville.

Le Colonel Simon continue l'exposé général de la situation. La Somme ne parait pas avoir été franchie au-delà de Ham; les Allemands disposent de diverses têtes de pont dont l'une à Péronne et l'autre au sud d'Amiens. Une armée française commandée par le Général Frère borde la région qui se trouve entre l'Oise et la Somme se concentre progressivement vers l'Ouest. Elle comprendra 8 divisions, dont 4 complètes, et dont

4 autres sont encore en train de débarquer. Elle a l'ordre d'attaquer vers le nord pour dégager la vallée de la Somme.

Plus à l'est se trouvent l'armée Touchon et l'armée Huntziger.

Quant aux armées allemandes, elles ont placé en première ligne, aux points sensibles, les divisions blindées; derrière ces unités se trouvent des divisions motorisées qui sont elles-mêmes suivies par les divisions normales du type hippomobile. Il semble qu'un certain nombre de divisions d'infanterie soit en train de s'organiser défensivement autour de Saint-Quentin.

Sur une question de M. Winston Churchill, le Général Weygand précise qu'il y a déjà de grosses masses d'infanterie ennemie au contact de l'armée Huntziger.

Il ajoute que nous avons assisté jusqu'ici et que nous assistons encore à une première attaque allemande menée suivant une formule inédite avec des moyens nouveaux. Il croit que cette première attaque sera suivie ultérieurement par une offensive du type classique, appuyée par des forces masses d'artillerie. Quand la première question aura été réglée, nous aurons donc à faire face à ce second problème qui ne sera pas moins ardu, d'autant plus qu'il y a tout lieu de prévoir de fortes entreprises de l'ennemi dans la direction du sud, contre les armées qui se trouvent à la ligne Maginot.

.....

Le Général Weygand expose ensuite, dans leurs grandes lignes, les conclusions auxquelles il est parvenu à la suite de son voyage au front

Le Commandant en Chef considère qu'il ne peut être question de demander à la masse anglo-franco-belge qui se trouve encore dans le nord et qui comporte plus de 40 divisions, de battre en retraite purement et simplement vers le sud, pour chercher à rejoindre le gros de l'armée française. Une telle manoeuvre serait vouée à l'échec, et ces troupes courraient, en pareil cas, à leur perte certaine. La situation commande, au contraire, que, sous la protection de l'armée belge qui assurerait leur couverture face à l'est et éventuellement au nord, les forces françaises et anglaises disponibles agissent offensivement vers le sud, dans la région de Cambrai et d'Arras, et dans la direction générale de Saint-Quentin, de façon à tomber dans le flanc des divisions cuirassées allemandes qui se trouvent actuellement engagées dans la poche de Saint-Quentin - Amiens. En même temps, l'armée française du Général Frère, concentrée au sud de la Somme, dans la région de Beauvais, pousserait vers le nord, de façon à accentuer la pression sur les éléments blindés de l'ennemi qui se trouvent dans la région d'Amiens, d'Abbeville et d'Arras. L'essentiel, c'est de soumettre ces éléments à une pression constante, de ne pas laisser les divisions cuirassées allemandes opérer de leur propre initiative, mais de les maintenir perpétuellement en mouvement, de leur infliger des pertes, de les menacer sur leurs arrières.

.....

C'est à cette condition seulement que le repli des armées de Belgique pourra s'effectuer utilement.

Dans la journée de la veille, le Général Weygand n'a pu malheureusement discuter de la question avec le Général Gort, qui se trouvait hors d'atteinte. Mais, en revanche, il a eu une longue conversation avec le Roi des Belges et avec son Etat-Major. En ce qui concerne le rôle de l'armée belge, le Commandant en Chef s'est trouvé en présence de deux conceptions différentes entre lesquelles le Roi, sur le moment, n'a pas pris parti. L'une, qui est celle du Général Weygand lui-même, consiste à demander à l'armée belge de se replier progressivement de l'Escaut sur l'Yser, tout en assurant la couverture des forces franco-britanniques qui agiront vers Saint-Quentin. En effet, l'armée belge, des bouches de l'Escaut à Audenarde, en passant par Gand, se trouve dans une position exposée où elle court de grands dangers, et l'appui qu'elle doit prêter au reste des armées du front occidental peut tout aussi bien être fourni de l'Yser, avec l'aide des inondations (que le Général Weygand a d'ailleurs donné l'ordre d'effectuer immédiatement).

L'autre conception a été exposée par le Général van Overstraeten, aide de camp du Roi Léopold. D'après celui-ci, le rôle de l'armée belge devrait être plutôt de rester sur ses positions actuelles, et, au besoin, de se séparer du reste des forces alliées, pour couvrir la côte, en un vaste demi-cercle, son ravitaillement pouvant être assuré par Ostende et Dunkerque. Pour justifier ce plan, le Général van Overstraeten a fait état

....

de la fatigue des troupes belges qui n'ont pas cessé de marcher depuis Maestricht et de leur état moral qui se ressent naturellement de cette longue retraite. Depuis que l'armée est arrivée sur l'Escaut et après un repos de 24 heures, elle s'est ressaisie, et l'a prouvé en repoussant brillamment, dans la journée du 21 Mai, deux tentatives allemandes pour franchir l'Escaut. Demander à ces troupes de reprendre leur mouvement de recul et d'abandonner la presque totalité du territoire national, ce serait, selon le Général van Overstraeten, les exposer à une nouvelle vague de démoralisation.

Le Général Weygand s'est élevé très vivement contre cette conception. Il a fait observer que les forces des alliés constituaient un tout, que les Français et les Anglais s'étaient portés au secours des Belges en Belgique et que maintenant les Belges devaient continuer à combattre aux côtés des Anglais et des Français. Il a ajouté que le ravitaillement de l'armée du Roi, dans les conditions prévues par le Général van Overstraeten serait impossible et que les forces belges se trouveraient très rapidement condamnées, dans cette hypothèse, à la capitulation. Le Souverain n'a pas pris position dans la discussion. C'est seulement en rentrant au G.Q.G., une heure plus tôt, que le Général Weygand a su que le Haut-Commandement belge s'était rendu à son avis et avait décidé de se porter sur l'Yser, en deux temps, une première étape comportant un repli sur la Lys.

.....

Dans ces conditions, continue le Général l'armée belge jouera le rôle de couverture que je lui ai assigné, pendant que les forces franco-anglaises agiront dans la direction du sud, étant appuyées sur leur droite par le corps de cavalerie français et, par le corps de cavalerie belge qui comporte un certain nombre d'éléments mécaniques et que le Roi envisage de mettre à la disposition du Commandement français.

Pendant tout l'exposé du Général Weygand, M. Winston Churchill et le Général Sir John Dill ont donné de nombreuses marques d'approbation et montré par leurs questions ou par leurs interruptions que leur propre conception de la bataille correspondait rigoureusement avec celle du Généralissime, notamment en ce qui concerne le rôle attribué à l'armée belge. Le Premier Ministre de Grande-Bretagne a répété à plusieurs reprises que le rétablissement des communications entre les armées du nord et celles du sud par Arras était indispensable; que les forces anglaises du Général Gort n'avaient plus que pour quatre jours de vivres; que tous les approvisionnements et tout le matériel de guerre du corps expéditionnaire britannique se trouvaient concentrés depuis Calais, le long de la côte, dans la direction de Saint-Nazaire; et que la pensée dominante du Général Gort avait été de maintenir ouverte cette voie de communication vitale pour lui. Aussi a-t-il commencé son mouvement dès avant-hier, en faisant glisser un certain nombre d'unités derrière ces lignes, vers sa droite, de façon à pou-

voir progresser en direction d'Arras et de Bapaume. Il s'agit là d'une bataille essentielle pour l'avenir de la guerre, car le ravitaillement des forces anglaises par les ports de la Manche devient extrêmement aléatoire et, dans ces conditions, la région de Cambrai - Saint-Quentin présente une importance décisive.

(M. Winston Churchill indiquera un peu plus tard, en privé, au Président du Conseil et au Général Weygand, que les rapports du Général Billotte avec le Commandant en Chef du corps expéditionnaire britannique ne donnaient pas entière satisfaction, le Général Gort, notamment, ayant été laissé sans ordres pendant quatre journées consécutives. Le Général Weygand annonce, à cette occasion, que le Général Billotte, rendu indisponible par un grave accident d'automobile, est remplacé par le Général Blanchard.)

Faisant état de la pleine approbation que le gouvernement et l'Etat-Major britanniques viennent de donner à ses projets, le Général Weygand formule ensuite, avec autant de fermeté et de précision que de courtoisie, deux revendications fondamentales à ses yeux :

1°) Il est d'un intérêt capital pour le succès de la bataille qui va s'ouvrir que l'aviation britannique - chasse et bombardement - s'engage à fond sur le théâtre des opérations. Elle vient de rendre à l'armée française, pendant les jours qui précèdent, les services les plus signalés et elle a ainsi exercé déjà l'action la plus heureuse sur le moral du fantassin, en temps qu'elle a jeté le trouble dans de nombreuses colonnes

.....

allemandes qui avançaient vers le front. Parallèlement, elle a poursuivi une action importante contre certaines parties du territoire allemand, dans la Ruhr notamment, et elle a obtenu des résultats considérables en bombardant, à Hambourg, à Brême et ailleurs, les dépôts de pétrole et les raffineries ennemies. Etant donné l'importance de nos jeux, le Généralissime croit cependant nécessaire que la R.A.F. renonce provisoirement, pour quelques jours seulement, à ses expéditions lointaines pour agir constamment et immédiatement sur le front même ou aux abords du front. Il demande donc que l'aviation britannique reçoive l'ordre de multiplier ses efforts dans la région où se dérouleront les opérations prévues.

Le Vice-Maréchal de l'Air Peirse donne ensuite son sentiment à ce sujet. Il fait observer qu'une partie des escadrilles de bombardement britanniques (les Wellington notamment) ne peuvent guère travailler le jour, constituant des objectifs trop exposés. Il lui semble très important, d'autre part, que soient bombardés les ponts de la Meuse, par exemple, ou les noeuds de voies ferrées qui se trouvent à quelque distance de la ligne même des opérations, mais qui alimentent la bataille du côté allemand. Après un échange de vues entre lui et le Général Weygand, auquel s'associe M. Winston Churchill il est convenu qu'il sera donné satisfaction aux voeux du Généralissime et que les forces aériennes britanniques de la métropole s'emploieront tout entières dans la bataille. L'aviation de bombardement, qui ne trouve pas toujours d'objectifs très précis (ce fut le cas pendant les deux journées précéden-

tes) sur la ligne de feu même, harcèlera les voies de communication situées entre le front et la Meuse, l'aviation de chasse (dont les appareils, venus d'Angleterre, ne peuvent guère passer plus de 20 minutes sur le théâtre des opérations) se relaiera par vagues successives.

2°) Le Général Weygand insiste ensuite sur les dangers qu'entraîne en ce moment pour la défense nationale l'afflux des réfugiés venus des Pays-Bas, de Belgique et de la France du nord. Les masses qui se déplacent sur les routes entravent les mouvements des troupes, permettent à des éléments allemands de se mêler à elles et, en plus, démoralisent les combattants. Il faut absolument que cet afflux cesse, qu'on ne laisse plus pénétrer personne sur le territoire français et que les colonnes de réfugiés qui se déplacent soient tenues à l'écart des grandes voies de communication pendant un certain nombre d'heures par jour, parquées dans les champs, et autorisées à circuler dans certaines conditions seulement. Le Général Weygand s'est montré très ferme à cet égard vis-à-vis du Roi des Belges et il espère que les gouvernements alliés adopteront la même attitude.

M. Winston Churchill et M. Paul Reynaud donnent leur complète approbation aux points de vues exposés par le Général.

Le Généralissime a ensuite indiqué brièvement qu'au cours de la soirée et de la nuit, il avait pu s'entretenir

....

avec trois officiers de l'Etat-Major de l'armée Giraud, qui lui avaient donné les indications les plus précieuses sur les méthodes employées par l'armée allemande dans la bataille, et qui, sur ses instructions, ont rédigé une brève note dont il est donné lecture.

M. Winston Churchill en tire la conclusion qu'avec des méthodes appropriées et le sang-froid nécessaire, les attaques des éléments blindés allemands, même en collaboration avec l'aviation de bombardement, doivent pouvoir être contenues et qu'il s'agit maintenant de se cramponner partout, à tous les points que l'on occupe. Le Général Weygand ajoute qu'il faut également agir et que "partout où l'on attaque, on trouble quelqu'un".

La conférence prend fin à 13 heures 15 ./.

17 heures.

Le Général Weygand rend visite au Président du Conseil et, à l'aide d'une carte qu'il a apportée avec lui, lui montre les conditions dans lesquelles s'engagera demain l'offensive prévue.

M. Paul Reynaud lui signale à cette occasion les bruits qui circulent déjà à ce sujet dans les milieux politiques et lui demande de bien vouloir renouveler autour de lui les ordres nécessaires pour que le secret de ses opérations soit pleinement gardé.

Le Général Commandant en Chef indique qu'aux éléments qu'il a fait connaître au cours de la matinée à M. Winston Churchill et à M. Paul Reynaud s'ajoute une indication plus favorable qu'on ne pouvait le croire d'abord : l'armée du Général Frère disposera demain, pour appuyer l'opération prévue dans le nord, d'unités plus nombreuses et plus importantes qu'on ne pouvait le croire il y a quelques heures seulement./.

TRÈS SECRET

C O N C L U S I O N S

DE LA CONFÉRENCE TENUE LE 22 MAI 1940

AU Q.G. DU GÉNÉRAL WEYGAND

entre M. Paul REYNAUD, Président du Conseil,

le Général WEYGAND,

et

M. WINSTON CHURCHILL, Premier Ministre de GRANDE-BRETAGNE,

le Général DILL,

l'Air Marshall PIERCE,

l'Amiral . . . . . .

Il a été convenu :

1°/- Que l'Armée Belge se retirerait sur la ligne de l'YSER et s'y maintiendrait, les écluses étant ouvertes.

2°/- Que l'Armée Britannique et l'Armée Française attaqueraient au Sud-Ouest en direction de BAPAUME et de CAMBRAI, au moment le plus rapproché possible - certainement demain - avec environ 8 Divisions.

3°/- Que, étant donné que cet e bataille est vitale pour les deux Armées, et que les communications britanniques dépendent de la libération . . .

libération d'AMIENS, la Royal Air Force donnerait toute l'aide possible de jour et de nuit, tant que durera la bataille.

°/- Que, le nouveau groupe d'Armées français qui s'avance vers AMIENS et qui forme une ligne le long de la SOMME, se porterait vers le Nord pour réaliser sa liaison avec les divisions britanniques attaquant vers le Sud, dans la direction générale de BAPAUME.

TRÈS SECRET

COPIE DU TELEGRAMME ADRESSE
PAR M. WINSTON CHURCHILL à M.Paul RAYNAUD
POUR LE GENERAL WENGAND

VU
PAR LE
GENERAL

-:-:-:-:-:-:-:-:-

Le Général GORT télégraphie que la coordination sur le Front Nord entre les Armées des 3 différentes Nations est absolument essentielle. Il dit qu'il ne peut pas assurer cette coordination car il mène déjà le combat au Nord et au Sud et ses lignes de communications se trouvent menacées . En même temps , Sir Roger KEYES me dit que, jusqu'à 3 heures ~~du matin~~ de l'après-midi aujourd'hui (23 Mai) , le G.Q.G. belge et le Roi n'ont encore reçu aucune directive. Comment ceci peut-il se faire,alors que vous m'avez affirmé que BLANCHARD et GORT travaillaient la main dans la main? Je me rends perfaitement compte des difficultés des liaisons ,mais, je ne trouve aucune coopération effective dans la conduite des opérations dans le Nord contre lesquelles l'ennemi concentre des troupes . Je suis sûr que vous ferez votre possible pour remédier à cet état de choses. GORT me dit en outre que, quelqu'avance qu'il fasse, ce doit être sous forme d'une sortie et qu'il est obligé d'attendre le secours du Sud car il n'a pas de munitions pour mener une attaque sérieuse. Néanmoins, nous lui donnons des instructions pour qu'il continue à suivre scrupuleusement votre plan . Ici, nous n'avons même pas vu vos propres ordres et n'avons pas connaissance des détails de vos opérations dans le Nord.

Voulez vous avoir l'amabilité de nous envoyer tout ceci le plus tot possible, par la Mission Militaire Française

Tous nos bons souhaits

COPIE 24 mai 1940

TRÈS SECRET

TELEGRAMME

adressé par M. PAUL REYNAUD

à M. WINSTON CHURCHILL

1°)- Le Général WEYGAND vous a exposé, avant-hier, à Vincennes, en ma présence, un plan que vous avez entièrement approuvé, ainsi que les Officiers qui vous accompagnaient .

2°)- Ce plan a été résumé par vous par écrit . Le Général WEYGAND vous a fait savoir qu'il approuvait ce résumé .

3°)- Le Général WEYGAND connait toutes les difficultés de la situation, mais il pense qu'aucune autre solution n'est possible, que l'exécution de ce plan, quitte à l'adapter aux difficultés du moment, en infléchissant, par exemple, la marche vers le sud-ouest, l'aile droite allant sur la Somme en aval d'Amiens . En conséquence, il a réitéré, ce matin, l'ordre d'exécuter ce plan . Les armées encerclées doivent donc faire un effort désespéré pour aller donner la main aux forces françaises qui marchent du sud au nord, en s'efforçant de déboucher de la Somme et notamment d'Amiens .

4°)- Il est urgent de ravitailler l'armée GORT par Dunkerque, qui est protégé par les deux divisions FAGALDE .

....

5°)- Il est très désirable que vous envoyiez dans les ports des troupes comme vous l'avez fait hier pour Calais .

6°)- Le Général WEYGAND a constaté avec surprise que, contrairement à ce plan, Arras a été évacué hier par les troupes anglaises .

7°)- La liaison du Général WEYGAND avec l'armée belge est assurée . Il a appris hier soir que les Belges ont repoussé de petites incursions et que leur moral était excellent .

8°)- L'impossibilité de communiquer directement avec BLANCHARD , Commandant en Chef des trois armées belge, GORT et BLANCHARD, ne permet pas au Général WEYGAND de vous répondre au sujet du manque de liaison entre BLANCHARD et GORT, mais, communiquant directement avec l'armée belge, il a la conviction que ses ordres ont atteint BLANCHARD, et, par lui, GORT . La preuve de la coopération entre BLANCHARD et GORT parait résulter du fait que, la nuit dernière, une division française a relevé une division anglaise .

9°)- Le Général WEYGAND apprend à l'instant l'évacuation des éléments lourds de l'armée anglaise du Hâvre, ce qui provoque un grand trouble moral à l'arrière . Il est surpris, comme je le suis moi-même, de n'en avoir pas été avisé au préalable .

.....

10°)- Vous penserez comme moi que le commandement unique s'impose, plus que jamais, en ces heures tragiques, et que les ordres du Général WEYGAND doivent être obéis .

11°)- Le Général WEYGAND a la conviction que son plan ne peut réussir que si les armées belge, BLANCHARD et GORT, sont animées de la volonté farouche de faire une sortie qui, seule, peut les sauver ./.

Dokument Nr. 59

24 Mai 1940

ECRET

(remis à Sir Ronald H. Campbell en mains propres par le Capitaine de Margerie , à 21 heures, le 24 Mai 1940)

Texte d'un message adressé ce jour par M. Paul REYNAUD

à M. Winston CHURCHILL

-:-

" Vous m'avez télégraphié ce matin que vous avez donné pour instructions au Général GORT de persévérer dans l'exécution du plan WEYGAND.

Or, le Général WEYGAND m'apprend, d'après un télégramme du Général BLANCHARD, que, contrairement aux ordres formels confirmés ce matin par le Général WEYGAND, l'armée anglaise a décidé et exécuté un repli de 40 km dans la direction des ports, alors que nos troupes, parties du sud, gagnaient du terrain vers le nord à la rencontre des armées alliées du nord

Ce repli a naturellement contraint le Général WEYGAND a modifier tout son dispositif ; Il se voit donc obligé à renoncer à fermer la brèche et à rétablir un front continu. Il est inutile d'insister sur la gravité des conséquences qui peuvent en découler ."

SECRET

MESSAGE DE M. WINSTON CHURCHILL POUR M. PAUL REYNAUD

REMIS PAR M. MACK à 18 h.10 LE 25 MAI 1940

Parti par Cap. de Winter
au Cab. du ministre
le 25.5.40 à 18'55

" Mon télégramme de la nuit dernière vous a dit tout ce que nous savions ici et, jusqu'à présent, nous n'avons rien appris de Lord GORT qui le contredise. Mais je dois vous dire qu'un Officier d'État-Major a fait un rapport au War Office confirmant le retrait des deux divisions de la région d'ARRAS que votre télégramme mentionnait. Le Général DILL, qui doit se trouver avec Lord GORT, a reçu pour instructions d'envoyer par air, dès que possible, un officier d'État-Major. Dès que nous saurons ce qui est arrivé, nous vous en donnerons entièrement connaissance. Il est clair cependant que l'armée du nord est pratiquement encerclée et que ses communications sont coupées, excepté par DUNKERQUE et OSTENDE. "

COMITE DE GUERRE du Samedi 25 Mai 1940

-:-:-

Y assistaient :

M. le Président de la République,
M. Paul REYNAUD, Président du Conseil,
le Maréchal PETAIN, Vice-Président du Conseil,
M. CAMPINCHI, Ministre de la Marine,
M. LAURENT-EYNAC, Ministre de l'Air,
M. MOLLIN, Ministre des Colonies,
le Général WEYGAND,
l'Amiral DARLAN,
le Général VUILLEMIN,
le Général BUHRER,
M. Paul BAUDOUIN, Secrétaire du Comité de Guerre.

◆
◆ ◆

La séance est ouverte à 19 heures.

◆
◆ ◆

Le Président du Conseil indique que le Comité de Guerre a été réuni pour entendre un exposé du Général WEYGAND sur la situation militaire et examiner les diverses hypothèses qui peuvent se présenter.

Le Général WEYGAND prend la parole.

Il déclare qu'il va faire un tableau en deux parties de la situation militaire actuelle : Première partie, région du Nord. Deuxième partie, le front depuis la Somme jusqu'à la Suisse.

- <u>Région du Nord</u> -

Le Général WEYGAND décrit brièvement l'action des deux armées françaises engagées en Belgique, comment après la crevaison du front dans la région de Maestricht les premiers éléments battirent en retraite, comment ensuite la 9ème Armée (Général CORAP) forte de 9 divisions céda sur la ligne de Namur à Sedan inclus. Les débris de cette armée refluèrent, soit sur l'armée HUTZINGER à droite, soit sur l'armée BLANCHARD à gauche, ou en désordre vers l'arrière. L'effondrement de l'armée CORAP ouvrit un grand trou dans le dispositif français. Les Allemands se portèrent immédiatement en direction de la mer. Ils trouvèrent les routes libres et leurs éléments blindés ne rencontrèrent aucune resistance sérieuse. Ils sont parvenus à séparer du reste de l'armée française le Groupe d'armées N° 1 placé sous l'autorité du Général BILLOTTE, dirigé depuis trois jours par le Général BLANCHARD, et qui comprend : l'armée belge : 20 divisions, l'armée anglaise : 8 divisions, la Ière armée française : 8 divisions plus le corps de cavalerie, soit un total de 38 divisions.

Depuis sa prise de commandement, lundi matin, le Général WEYGAND essaie en vain de débloquer ces armées. Aujourd'hui, la situation est devenue très grave. Ce groupe d'armée fait face à l'ennemi à l'est, à l'ouest et au sud et le terrain qu'il occupe est si étroit qu'il ne permet pas un déploiement convenable des forces. Une attaque est préparée par le Général BLANCHARD, Commandant le groupe d'armées. Elle doit être entreprise dans la nuit du 26 au 27 et poursuivie dans la direction de Bapaume le 27 au matin.

"Quels en seront les resultats, déclare le Géneral WEYGAND, je l'ignore. Mon dernier télégramme envoyé cet après-midi au Général BLANCHARD le laisse libre de ses mouvements et lui prescrit de sauver avant tout l'honneur des drapeaux dont il a la garde. J'ai donc le devoir, continue le Général, d'envisager le pire, c'est-à-dire ce qui se produirait si nous ne disposions plus des troupes qui constituent le groupe d'armée du Nord. J'ai envisagé cette hypothèse dans mes conversations avec le Président du Conseil."

M. Paul REYNAUD, Président du Conseil, interrompt le Général pour lui donner connaissance d'un télégramme qu'il a reçu cet après-midi de M. CHURCHILL, Premier Ministre de Grande-Bretagne. Ce télégramme confirme le retrait de 2 divisions britanniques dans la région d'Arras, qui a mis en péril l'exécution du plan arrêté mercredi dernier par le Général WEYGAND en complet accord avec le Premier Ministre de Grande-Bretagne et le Chef du Gouvernement Français. M. CHURCHILL, continue M. Paul REYNAUD, reconnait dans son télégramme que l'armée du nord est pratiquement encerclée et que ses communications sont coupées sauf par Dunkerque et Ostende.

Le Général WEYGAND reprend son exposé et aborde maintenant la deuxième partie, celle se rapportant au reste du front.

La ligne tenue par les troupes françaises comprend la Ligne Maginot, les fortifications qui suivent jusqu'à Montmédy, l'Aisne, l'Ailette, le Canal Crozat et la Somme jusqu'à la mer.

"Ce redressement, déclare le Général, a été conçu et en partie exécuté avant mon arrivée. Je ne puis qu'approuver sur ce point les instructions données par mon prédécesseur. Un front continu a été ainsi réalisé, ou plutôt est en voie d'achèvement car la plupart des divisions ont été mises en ligne entre le 20 et le 24 Mai. Une ligne de défense nouvelle d'environ 280 kms de long est ainsi en formation. Pour la tenir, quelles sont les disponibilités de l'armée française ? 36 divisions sont engagées, 3 sont en réserves, 9 sont en mouvement avant de prendre position, soit au total 48 divisions auxquelles s'ajoutent les 10 divisions de forteresse pratiquement immobilisées dans la Ligne Maginot. En plus, les disponibilités en réserve du G.Q.G. sont constituées par deux divisions venant de l'Afrique du Nord, actuellement en route. Le transport d'une autre division de même origine est à l'étude. Une division sera prélevée sur l'armée des Alpes. On procède, à l'intérieur du territoire, à la mise sur pied de 7 divisions provenant en partie de récupérés de l'armée CORAP. Elles seront prêtes entre le 1er et le 15 Juin. Le total des forces disponibles, le 15 Juin, sera donc de 48 divisions plus 11, soit une soixantaine de divisions."

"Devant nous, poursuit le Général WEYGAND, nous avons 130 à 150 divisions allemandes dont 9 divisions blindées. Nous sommes donc appelés à lutter à 1 contre 3. D'autre part, nos unités de chars sont réduites

des 4/5ème. Malgré un remarquable effort de production auquel je rends hommage, nos disponibilités en chasse et en avion de bombardement sont appelées à se réduire rapidement au cours des semaines à venir puisque actuellement la bataille consomme 30 à 40 avions par jour."

"Dans ces conditions, que faire ?"

"Chercher une ligne plus courte."

Le Général WEYGAND indique comment il a étudié avec le Général GEORGES le raccourcissement du front, soit en dessinant une ligne qui, partant de la mer et couvrant Paris, aboutisse à la Loire, mais dans ce cas l'aile droite serait en l'air et il faudrait abandonner 150.000 combattants dans la Ligne Maginot, soit au contraire une ligne plus courte, englobant la Ligne Maginot mais entraînant l'abandon de Paris.

"Ces deux solutions, déclare le Général WEYGAND, m'apparaissent comme irréalisables. Une troisième solution se présente dans la transversale de défense constituée par la basse Seine, la position de Paris par l'Oise et la Monette, la Marne, l'Argonne, Verdun, Metz et la Ligne Maginot. Après une bataille sur le front actuel Somme/Aisne, l'armée se regrouperait derrière cette position qui a le mérite de couvrir Paris. Mais l'étude à laquelle j'ai procédée montre que nous n'aurons pas les réserves voulues pour opérer en bon ordre sous la pression de l'ennemi une retraite de la ligne Somme/Aisne vers la ligne basse Seine/Marne. Il n'y a pas de retraite méthodique possible avec une pareille infériorité numérique."

Le Général WEYGAND développe alors sa conclusion : "Il faut tenir sur la position actuelle Somme/Aisne, nous y défendre jusqu'à la dernière extrémité. Elle présente de nombreux points faibles, en particulier le Canal Crozat et l'Ailette. Nous pouvons donc être crevés. Dans ce cas, les fragments constitueront des môles. Chacune des parties de l'armée devra se battre jusqu'à épuisement pour sauver l'honneur du pays."

Le Général continue en déclarant que la France a commis l'immense erreur d'entrer en guerre en n'ayant ni le matériel qu'il fallait ni la doctrine militaire qu'il fallait. Il est probable qu'elle devra payer cher cette coupable imprudence. Mais on ne doit penser qu'au relèvement du pays, et le courage avec lequel elle se sera défendue sera un élément décisif du redressement futur.

Le Président du Conseil remercie le Général WEYGAND de son remarquable exposé qui a porté sur la conduite des opérations et sur la conduite générale de la guerre. En ce qui concerne la conduite des opérations, elle a été approuvée par les deux Gouvernements français et anglais mercredi dernier. En ce qui concerne la conduite générale de la guerre, le Président du Conseil est d'accord avec le Général WEYGAND pour estimer que dans l'hypothèse où nous perdrions les armées du Nord (et ce coup sera très dur au point de vue moral, au point de vue effectifs, au point de vue matériel) il faudra sauver l'honneur de l'armée française et engager ce qu'on peut appeler une lutte à mort.

"Ceci dit, continue le Président du Conseil, il n'est pas dit que notre adversaire nous accordera un armistice immédiat et n'est-il pas indispensable d'éviter la capture du Gouvernement si l'ennemi entre dans

Paris ?" Aussi, le Président du Conseil a-t-il demandé au Général WEYGAND quels sont les conseils donnés au Gouvernement en ce qui concerne le repli Tours est beaucoup trop proche. Le Massif Central deviendrait une prison. Il semble que la meilleure solution soit Bordeaux ou sa région.

Le Président de la République intervient alors pour demander au Général WEYGAND comment il voit la situation du Gouvernement si les armées françaises venaient à être dispersées et détruites, selon la possibilité envisagée par le Général. Quelle serait alors la liberté d'examen du Gouvernement français - des offres de paix venaient à lui être adressées ? Cette liberté d'examen ne serait-elle pas plus grande avant la destruction des armées françaises ? "Certes, continue le Président de la République, nous avons signé des engagements qui nous interdisent une paix séparée. Nous devons toutefois si l'Allemagne nous offrait des conditions relativement avantageuses les examiner de très près et délibérer à tête reposée."

Le Général WEYGAND comprend parfaitement la préoccupation du Président de la République. Il reconnait que la cessation des hostilités est une question intéralliée. Il reconnait aussi que l'on ne peut adopter la solution extrême qu'il a présentée tout à l'heure, à savoir la lutte sans espoir de notre armée pour sauver l'honneur, sans en examiner les conséquences avec l'Angleterre.

Le Président du Conseil déclare que si des offres de paix nous étaient présentées, la France est tenue de dire à l'Angleterre : Voici les offres dont nous sommes saisis, qu'en pensez-vous ?

Le Général WEYGAND déclare qu'étant donné la gravité de la situation présente il considère qu'il serait bon d'examiner dès maintenant avec le Gouvernement anglais ces diverses questions. L'Angleterre est gravement menacée de perdre la totalité de son armée actuelle qui aurait été le noyau de son armée future ; elle doit comprendre nos préoccupations.

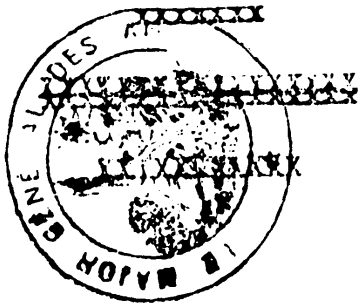
Le Maréchal PETAIN se demande s'il y a reciprocité complète de devoirs entre la France et l'Angleterre. Chaque nation a des devoirs vis-à-vis de l'autre dans la proportion de l'aide que l'autre lui a donnée. Or, actuellement, l'Angleterre n'a jeté dans la lutte que 10 divisions alors que 80 divisions françaises se battent. La comparaison ne doit pas seulement être faite entre les efforts militaires des deux pays mais entre les souffrances qui les attendent.

Le Général WEYGAND déclare que l'Angleterre doit s'attendre à que l'Allemagne fasse un grand effort pour l'envahir. Il considère co très utile une conversation immédiate entre les Gouvernements Français glais pour échanger des vues sur le proche avenir.

Le Président du Conseil déclare que dans la nuit du 16 au 17 M. CHURCHILL lui a indiqué que si la France venait à succomber, l'A terre poursuivrait ardemment la lutte avec une aviation de plus en puissante et essaierait d'affamer l'Allemagne. M. CHURCHILL s'est déjà montré partisan d'une lutte désespérée en attendant l'interven active des Etats-Unis.

M. Paul REYNAUD a demandé à M. BULLITT sous quelle forme le Prés dent ROOSEVELT espère pouvoir apporter à la France une aide décisive. Il n'a encore reçu aucune réponse précise à cette question posée il y a plus d'une semaine.

No .



XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

XX 27 MAI 1949

XXXXXXXXXXXXXXXXXX

N° 1219 /3.FT. ARCOLE à ALBATROS TOM 0

Réponse votre télégramme n° 53 3/W du 26 Mai

Envoi 1 groupe D.C.A. de 75 et Valeur 3 batteries de 25 C.A. prévu par Général VUILLEMIN dans télégramme 579 / 3 EMG du 14 Mai est lié à débarquement HONDURAS avant-garde envisagée par mon télégramme 860 / 3 FT. du 6 Mai et ma lettre N° 911 / 3-FT. du 10 Mai - STOP -

Principe cette opération se trouvant remis en discussion par suite circonstances actuelles , je ne puis pour le moment donner suite à demande renforcement D.C.A. que vous m'adressez . - FIN .

Pour le Général Commandant en Chef
des Forces Terrestres
Le Major General :
Signé DOUMENG

P.C.XXXX 28 Mai 40

N° 565 -* Cab./D.N.

XXX

XXXXXXXXXXXXXXXX

LE GENERAL COMMANDANT EN CHEF WEYGAND

GENERAL L E L O N G

Attaché Militaire de FRANCE

A L O N D R E S

L'Amiral Commandant à DUNKERQUE insiste sur la nécessité d'une puissante protection aérienne et navale pour assurer le ravitaillement et l'évacuation partielle des forces qui combattent pour défendre la tête de pont de DUNKERQUE.

Je ne doute pas que cette nécessité soit comprise par les autorités britanniques. Je vous demande cependant d'insister auprès d'elle pour que tout ce qui peut être fait dans cet ordre d'idées soit accompli.

Général WEYGAND

CHIFFRÉ ET EXPÉDIÉ
le 28 Mai 1940 à 18h10
sous le N° 29

SECRET

XXX 30 MAI 1940

XXXXXXXXXXXXXXXXX

1272/3.F.T. XXX

ARCOLE

A BRUMAIRE.

Prière de communiquer immédiatement le message suivant au Haut Commandement britannique :

" Le Général Chef de la Mission Militaire britannique a fait connaître le 29 Mai au Général GEORGES qu'il était dans les intentions du Gouvernement anglais de continuer la lutte en FRANCE aux côtés de l'Armée Française.

La division blindée de la 51e Division resteront en FRANCE sous les ordres du Commandement français et elles seront renforcées dès que possible. L'aviation britannique restera en FRANCE.

Le Général Commandant en Chef WEYGAND remercie le Commandement britannique de ce témoignage de solidarité mais il croit devoir attirer l'attention des chefs d'état-major sur la situation de l'aviation britannique demeurée en FRANCE.

Actuellement il ne reste plus que sur notre territoire que 3 escadrilles de chasse; toutes les autres sont rentrées en ANGLETERRE. Or dès que la bataille des FLANDRES sera terminée ces dernières ne pourront plus intervenir au profit de la nouvelle bataille qui pourra s'engager sur le front de la SOMME de CHAMPAGNE ou de la MEUSE.

Tout le poids de la bataille retombera sur l'armée de terre française qui souffrira énormément.

.....

Le Général Commandant en Chef demande instamment au Haut Commandement britannique de bien vouloir prendre en considération la gravité de cette situation et de prendre toutes mesures pour que dès maintenant une partie importante de l'aviation britannique en particulier de la chasse soit basée en FRANCE en prévision de la bataille future.

- - N

signé : WEYGAND.

Document Nr. 65

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

DÉCHIFFREMENT

TÉLÉGRAMME A L'ARRIVÉE

DUPLICATA bis

RÉSERVÉ

SP

MH AB

LONDRES LE 31 MAI 1940 à 17 h.15
reçu le 31 à 18 H.52

N° 2253

SECRET

Je me réfère à mon télegramme n° 2038-2041 et à vos télégrammes n° 2171-2173 et 2201-2202.

J'ai fait part au Foreign Office de vos dernières instructions à M. MASSIGLI sur la position que devait adopter le Gouvernement turc au cas où l'Italie provoquerait (un) conflit entre elle et les Alliés. Ces instructions sont considérées comme conformes à la ligne que le Gouvernement britannique a adoptée lui-même vis-à-vis de la Turquie en prévision d'une attaque italienne contre les Alliés (mon télégramme n° 2140 du 26 mai). Dans ces conditions, Lord Halifax et ses collaborateurs jugent préférable de s'en tenir aux instructions déjà envoyées à Sir Knatchbull Hugessen.

Toutefois ces instructions se trouvent modifiées sur un .....

CORBIN

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

DÉCHIFFREMENT

TÉLÉGRAMME A L'ARRIVÉE

DUPLICATA bis

RÉSERVÉ

MH

SP

AB

LONDRES LE 3I MAI I940 à I8 H.45
eçu le 3I à 20 H.

N° 2254

..... oint important. Les mots "et occuper le Dodécanèse ainsi qu'il l'a envisagé" sont supprimés. L'Ambassadeur d'Angleterre à Ankara en a été avisé avec prière d'accuser réception de cette nouvelle instruction.

Il a été également prévenu que son collègue français recev(rait) (très) vraisemblablement une instruction analogue.

Le Gouvernement britannique (a) décidé de supprimer toute allusion au Dodécanèse afin que les Turcs ne soient pas incités par là à réclamer préalablement une aide militaire (des) (Alliés) que ceux-ci ne sont pas (en mesure)de) lui fournir dans les circonstances présentes.

J'ai cru pouvoir dire au Foreign Office qu'en vue de gagner du temps, le Gouvernement français s'abstiendrait de discuter cette manière de voir et.....

CORBIN

36-J. 7045-40. (9)

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

DÉCHIFFREMENT

TÉLÉGRAMME A L'ARRIVÉE

DUPLICATA bis

RÉSERVE

MH SP AB

LONDRES LE 31 MAI 1940 à 18 H.45

reçu le 31 à 20 H.10

N° 2255

..... enverrait à M. MASSIGLI les mêmes instructions que celles qui parviendront dès demain matin à son collègue anglais. D'une manière générale, les collaborateurs de Lord Halifax estiment comme nous que le Gouvernement turc doit prendre dès le début du conflit une position dénuée (de toute) équivoque. Dans ces conditions et tout en laissant aux Ambassadeurs à Ankara une certaine liberté d'appréciation on ne croit pas ici que la Turquie puisse rendre aux Alliés tous les services prévus par les obligations du pacte tripartite (et) assister nos forces militaires navales et aériennes sans déclarer elle-même (la) guerre à l'Italie. Cette conséquence inévitable des engagements assumés par la Turquie devrait, selon le Foreign Office, se manifester aussi rapidement que possible./.

CORBIN

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

DÉCHIFFREMENT

TÉLÉGRAMME A L'ARRIVÉE

DUPLICATA bis

RÉSERVÉ

M-B LV-M

ANKARA, le 1er Juin 1940 à 1 h 43

reçu à 10 h 57

n° 1216

Je me réfère à votre télégramme n° 1131-33.

A l'appui des considérations que nous pouvons faire valoir pour amener les Gouvernements balkaniques à affirmer leur solidarité avec la Turquie et avec nous mêmes si l'Italie entre en ligne contre nous, j'estime que en vue de réagir contre la terreur que la force allemande continue à inspirer, il ne serait pas mauvais de pouvoir montrer que la bataille en cours depuis 3 somaines a largement réduit les possibilités offensives de l'Allemagne dans d'autres secteurs (.)

Si j'étais mis en mesure de produire ici des faits précis faisant apparaitre la consommation des (réserves) allemandes et corrélativement la diminution .....

MASSIGLI

161-J. 7041-39 (9).

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

DÉCHIFFREMENT

TÉLÉGRAMME A L'ARRIVÉE

DUPLICATA bis

RÉSERVÉ M-B LV-M

ANKARA, le 1er Janvier 1940 à 1 h 45

reçu à 10 h 57

n° 12I7

..... des effectifs entretenus face à la Yougoslavie et aux frontières germano-hongroises, le Gouvernement turc en ferait sans doute usage (au)près de ses associés.

Je persiste à penser, ainsi que mon collègue britannique, que le Gouvernement turc ne manquera pas à ses obligations. Il est vrai en revanche que le désaccord qui parait s'être produit à la conférence de Haiffa sur les possibilités d'action au Dodecanèse peut le faire hésiter sur l'opportunité de prendre dès le début une attitude trop accentuée. Cette question fait l'objet d'un télégramme distinct ./.

MASSIGLI

Dokument Nr. 67

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

DÉCHIFFREMENT

TÉLÉGRAMME A L'ARRIVÉE

DUPLICATA bis

RÉSERVÉ

D

LONDRES, le I Juin I940 à 2I h,25
reçu le Ier Juin à 2I h,45

N° 2274

RESERVE-Strictement Secret.

A la suite de l'accord intervenu hier à Paris au sujet de Narvick, le Foreign-Office a examiné aujourd'hui quelle était la meilleure procédure à suivre vis-à-vis du Gouvernement Norvégien, en ce qui concerne (l') évacuation.

Des (instructions) (ont été) (adressées) à Sir Cecil Dormer qui doit les remettre au Ministre d'Angleterre à Harstadt.

Ces instructions (portent) sur les points suivants :

I°) Elles font allusion aux circonstances qui obligent la France (et la) Grande-Bretagne à un effort exceptionnel sur le (front) Occidental et leur rend impossible d'envoyer en Norvège les moyens nécessaires pour défendre ce Pays (contre) de nouvelles .....
.....

CORBIN

161-J. 7041-39 (9)

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

DÉCHIFFREMENT

TÉLÉGRAMME A L'ARRIVÉE

DUPLICATA bis

RÉSERVÉ

D

LONDRES, le I er Juin I940 à 2I h,25

reçu le Ier Juin à 2I h,45

N° 2275

..... attaques allemandes.(Ceci s'applique particulièrement à de nouveaux envois d'avions et de bâtiments de guerre, la flotte Anglaise dans les eaux Scandinaves ayant besoin d'être relevée).

2°) Il est bien certain que l'avenir des (Norvégiens) (dépend) en dernier ressort de la capacité de résistance dont la France et l'Angleterre peuvent faire preuve en face de nouvelles attaques (allemandes).

3°) Les troupes Françaises et Anglaises qui se trouvent en Norvège devront être évacuées rapidement. Le Gouvernement Britannique (est) prêt à prendre des dispositions pour évacuer également le Roi de Norvège, son Gouvernement (et les) (troupes) Norvégiennes (qui) continuent (à) combattre les allemands .

.....

CORBIN

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

DÉCHIFFREMENT

TÉLÉGRAMME A L'ARRIVÉE

DUPLICATA bis

RÉSERVE

D

LONDRES, le Ier Juin I940 à 2I h, 25

reçu oe Ier Juin à 22 h, I5

N° 2276

.....

4°) Sir Cecil Dormer devra faire le plus tôt possible cette communication au Gouvernement Norvégien. La réaction de celui-ci lorsqu'il a appris l'évacuation de BODO par les troupes Britanniques, fait prévoir de sa part (de) vives protestations et même des menaces (2/groupes faux) directes avec l'Allemagne . Il convient de le mettre au courant sans plus tarder de la décision franco-anglaise, qu'il a pressentie depuis avant-hier, de causer avec lui de la façon dont la situation se présente et de ne pas attendre que les premières mesures d'évacuation (aient) été prises et puissent être considérées par lui comme des actes le libérant de toute espèce d'obligation vis-à-vis des (Alliés).

.....

CORBIN

161-J. 7041-39 (9)

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

DÉCHIFFREMENT

TELEGRAMME A L'ARRIVÉE

DUPLICATA bis

RÉSERVÉ

T D

LONDRES le Ier Juin 1940 à 2Ih,25

reçu le Ier Juin à 22 h, I5

N° 2277

.....

5°) Sir Cecil Dormer doit en outre ajouter que le Gouvernement Britannique n'aurait pas d'objections si le Gouvernement Norvégien croyait pouvoir essayer de conclure avec l'Allemagne un accord sur la base du plan Mowinckel. Mais toutes indications que donnerait (2 gr fx) aux allemands en ce qui concerne (le) projet Allié d'évacuation enlèveraient tout espoir au Gouvernement du Roi Haakon de faire aboutir cette tentative d'accord .

Les instructions à Sir Cecil Dormer se terminent en insistant à nouveau sur le (délai) très court dont disposent les Alliés pour pouvoir évacuer dans de bonnes conditions .

Il ne saurait un instaht être question de retarder les plans qui .....

CORBIN

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

DÉCHIFFREMENT

TÉLÉGRAMME A L'ARRIVÉE

DUPLICATA bis

RÉSERVÉ

S P

D

LONDRES, le Ier Juin I940 à 2I h,25

reçu le Ier à 22 h,I5

N° 2278

..... vont être exécutés, à cause de conversations avec le Gouvernement Norvégien .

D'une manière (générale), les Anglais sont (très)soucieux de voir (subsister) un Gouvernement Norvégien indépendant de l'Allemagne. Ils désirent en effet que la Norvège conserve un contrôle absolu non seulement sur (sa) (Marine Marchande) mais (aussi) sur tous les équipages qui sont nécessaires à l'utilisation (des) bâtiments de commerce actuellement à ladisposition des Alliés . Ces navires seraient en effet difficilement utilisables si on devait substituer à leurs équipages des équipages Alliés . Le Gouvernement Anglais espère donc vivement (que.le) Gouvernement Norvégien acceptera pour sa part l'offre d'évacuation que lui fait le Gouvernement de Londres ./.

CORBIN

36-3 7045-40 (3)

2 Juin 1940.

1328 /3.P.T.

ARCOLE à BRUMAIRE

Prière faire immédiatement démarche auprès du Haut Commandement britannique pour lui communiquer ce qui suit :

Citation : Amiral NORD a télégraphié ce matin qu'en dehors des 25.000 Français qui défendent tête de pont DUNKERQUE il reste encore 22.000 autres Français environ. Tous les Britanniques partiront ce soir. Comme on peut espérer dans la nuit prochaine évacuer ces 22.000 hommes, il restera encore demain matin les 25.000 défenseurs.

En conséquence Amiral NORD a déclaré qu'il restait à DUNKERQUE et qu'il faisait différer embouteillage. Il demande que tous moyens flottants et aériens britanniques lui soient donnés demain soir lundi, afin d'évacuer les 25.000 combattants qui, en restant en place, auront permis aux derniers contingents britanniques de prendre la mer. Fin de citation.

Insistez de façon la plus pressante au nom du Général Commandant en Chef pour que satisfaction soit donnée à demande de l'Amiral NORD et soulignez que la solidarité des deux Armées exige que l'arrière-garde française ne soit pas sacrifiée.

FIN.

Présidence du Conseil

Paris le

TELEGRAMME POUR MONSIEUR CHURCHILL

De la bataille qui se déroule actuellement sur la Somme et sur l'Oise dépend le sort de la Grande-Bretagne comme celui de la France.

Il serait inadmissible que les forces des deux Pays n'y soient pas engagées dans leur totalité.

Si la partie qui se joue ~~sera~~ est perdue, l'effort d'armement du Royaume-Uni n'aura plus aucun sens.

Je ne comprends pas, dans ces conditions, pourquoi vous continuez à conserver en Angleterre, pour la sauvegarde de vos Usines, la majorité de vos forces aériennes.

Je vous demande de la façon la plus instante d'envoyer immédiatement en France, ou des terrains sont préparés pour les recevoir, 500 avions de chasse.

.....

.....

Je vous prie d'autre part de jeter toute votre aviation de bombardement dans la bataille et de renoncer à des expéditions telles que celle que la Royal-Air-Force vient d'entreprendre sur la Ruhr, alors que l'Infanterie française, qui se bat seule, a le plus impérieux besoin de l'aide des bombardiers britanniques.]

G. Q. G.

LE GENERAL COMMANDANT EN CHEF

N° 582-Cab/DN

TRÈS SECRET

COPIE

Le 3 Juin 1940.

Monsieur le PRESIDENT,

Je me permets de vous envoyer ce soir même la lettre que m'adresse d'extrême urgence le Général VUILLEMIN.

Cette lettre vient à l'appui de l'appel pressant que vous avez bien voulu faire parvenir à M. Winston CHURCHILL. Sa conclusion n'est nullement exagérée.

Il faut à nos troupes, pour leur permettre de ne pas livrer à armes trop inégales la bataille de demain, un puissant appui d'aviation de chasse. Il n'est pas un combattant ayant pris part aux dernières batailles pour ne l'affirmer.

Notre propre Armée de l'Air est impuissante à donner à nos troupes cet appui indispensable.

En raison de la gravité des circonstances, je vous demande d'insister à nouveau auprès du Premier Ministre de GRANDE-BRETAGNE.

La lettre du Général VUILLEMIN a déjà été communiquée à l'Air Marshal Commandant en Chef les Forces Aériennes britanniques en FRANCE et au Colonel Chef de la . . . . .

la Mission française auprès de l'Air Ministry.

Veuillez, Monsieur le PRESIDENT, agréer les assurances de ma haute considération et de mes sentiments déférents et dévoués.

Signé: W E Y G A N D .

COMMANDEMENT EN CHEF
DES FORCES AERIENNES

ETAT-MAJOR GENERAL
3ème Bureau

N° 3.987-3/O. S.

COPIE TRÈS SECRET

G.Q.G.A., le 3 Juin 1940.

EXTREME URGENCE

Le Général Commandant en Chef VUILLEMIN
Commandant en Chef des Forces Aériennes

à Monsieur le GENERAL COMMANDANT EN CHEF
Chef d'Etat-Major Général de la Défense Nationale,
Commandant en Chef l'Ensemble des Théâtres d'Opérations
(Cabinet - Etat-Major - 3ème Bureau).

Par lettre N° 3.906-3/O.S./E.M.G. du 31 Mai 1940 je vous ai demandé de vouloir bien intervenir de la façon la plus pressante pour obtenir des Hautes Autorités Britannique un appui massif d'Aviation de Chasse en FRANCE.

L'évolution des évènements comportant actuellement l'intervention de forces importantes de bombardement allemandes dans le Sud-Est et l'éventualité d'une entrée en guerre très prochaine de l'ITALIE augmente encore le caractère critique de la situation que je vous exposais.

J'ai l'honneur de vous préciser ma pensée à ce sujet: si l'ennemi déclenche comme il est probable, à bref délai, une nouvelle action massive de chars et d'aviation contre le front défensif actuellement en cours d'organisation, il n'y a pas de raison pour qu'il ne réussisse pas à nouveau à enfoncer nos positions et à procéder à une

exploitation rapide et profond qu'il sera impossible d'arrêter si nous ne sommes pas en mesure, au moment même du déclenchement de l'attaque, de neutraliser l'aviation de bombardement allemande par une intervention massive de la chasse alliée.

Cette intervention massive exige l'appui au minimum de la moitié de chasse actuellement basée en ANGLETERRE.

Ceci est d'autant plus nécessaire que l'action allemande dans le Sud-Est et l'éventualité de l'entrée en guerre de l'ITALIE comparées à l'extrême faiblesse des moyens basés dans le Sud-Est et en Afrique du Nord m'ont déjà obligé à faire des prélèvements au profit du Sud-Est, ces prélèvements ridiculement faibles par rapport à la menace envisagée devraient être augmentés dès l'entrée en guerre de l'ITALIE pour ne pas livrer tout notre Sud-Est sans défense à une action Italienne, pouvant comporter les mêmes actions combinées de chars et d'aviation, couronnées du même succès que les actions allemandes dans le Nord-Est.

Il n'est pas besoin d'insister sur la gravité de la situation d'ensemble exposée ci-dessus.

Ne pas obtenir des Hautes Autorités Britanniques l'appui complet et immédiat demandé comporte la probabilité d'une défaite des forces Françaises et la perte de la guerre pour la GRANDE BRETAGNE comme pour la FRANCE.

L'ennemi ayant le choix de l'heure, l'appui demandé ne peut être immédiat que si les Forces Aériennes de chasse britanniques ont été mises en place à l'avance en FRANCE.

J'ai l'honneur, en conséquence, de vous demander de vouloir bien insister auprès des Hautes Autorités Britanniques pour que cet appui soit réglé dans les conditions suivantes:

1°/- Envoi a priori et dès maintenant de 10 Squadrons de Chasse britanniques qui seraient stationnés dans la région d'EVREUX DREUX et qui prendraient à leur compte l'action au profit des Forces terrestres à l'Ouest du dispositif français entre la ligne PONTOISE - PÉRONNE et la mer.

Cette disposition me permettrait d'avoir plus de forces sur le reste du front, compte tenu des moyens qu'il me faudrait prélever pour le Sud-Est.

2°/- Préparation de l'envoi extrêmement rapide en FRANCE d'une deuxième série de dix autres Squadrons qui viendraient se baser dès la première journée de bataille sur les terrains déjà occupés par les Britanniques.

3°/- Ces Squadrons, venant s'établir sur desbases déjà occupées par les Britanniques en FRANCE, n'auraient pas besoin de faire mouvement avec leurs services. Si d'aventure l'ennemi commettait l'erreur stratégique d'attaquer la GRANDE BRETAG avant d'entreprendre de nouvelles opérations offensives contre la FRANCE, ces squadrons pourraient dans la journée mêm

retourner en ANGLETERRE, sur leurs bases anglaises; au surplus ils auraient vraisemblablement échappé au bombardement systématique des terrains de chasse de GRANDE-BRETAGNE par lequel l'ennemi commencera certainement ses opérations contre l'ANGLETERRE.

Je tiens à affirmer encore que la satisfaction immédiate de ces demandes est pour la GRANDE-BRETAGNE comme pour la FRANCE une question de vie ou de mort.

Le GENERAL COMMANDANT EN CHEF
des Forces Aériennes:

V U I L L E M I N .

PIE à : { M. l'Air Marshal Commandant en Chef des Forces Aériennes Britanniques en FRANCE,
M. le Colonel Chef de la Mission Française "A" auprès de l'Air Ministry.